



N° 4344-2016/1-ACTS/ DFI

Date du :

**Rapport**  
**à**  
**l'assemblée de province**

**OBJET** : relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2017

**P.J.** : un projet de délibération  
un fascicule budgétaire  
des annexes

<b>PRESENTATION GENERALE .....</b>	<b>4</b>
<b>TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT .....</b>	<b>12</b>
<b>CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES.....</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>12</b>
1. LES DOTATIONS LEGALES .....	12
2. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES .....	13
3. LES MOUVEMENTS FINANCIERS .....	13
4. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE .....	13
5. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT .....	13
6. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES.....	14
7. LES RECETTES DES SERVICES.....	14
8. LES DOTATIONS DES COMMUNES .....	14
<b>SECTION 2 - LA DETTE.....</b>	<b>15</b>
1. L'ENCOURS DE DETTE.....	15
2. L'EMPRUNT 2017.....	15
<b>SECTION 3 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>16</b>
1. LES DOTATIONS LEGALES .....	16
2. LA FISCALITE.....	16
3. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE .....	18
4. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES.....	19
5. LES RECETTES DES SERVICES.....	20
6. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES .....	21
7. LES RECETTES DES COMMUNES.....	21
8. LES MOUVEMENTS FINANCIERS .....	21
<b>CHAPITRE 2 – LES DEPENSES REELLES.....</b>	<b>22</b>
<b>SECTION 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS .....</b>	<b>23</b>
1. L'HABITAT SOCIAL ET LA SANTE PUBLIQUE.....	24
2. L'ENSEIGNEMENT .....	25
3. L'EQUIPEMENT DES COMMUNES .....	27
4. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION .....	29
5. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION.....	32
6. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT .....	34
7. L'EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION .....	37
8. LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS.....	38
9. LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES .....	40
<b>SECTION 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT .....</b>	<b>41</b>
<b>A – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS .....</b>	<b>41</b>
1. LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES .....	41
2. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES .....	43
<b>B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS.....</b>	<b>45</b>
1. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE .....	46
2. L'ECONOMIE, LE TRAVAIL, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	48
3. L'ENSEIGNEMENT .....	52
4. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION.....	53
5. LA CULTURE, LA JEUNESSE, LES SPORTS ET LES LOISIRS .....	54
6. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT.....	57
7. L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS .....	59
8. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC .....	60

<b>C – LES MOUVEMENTS FINANCIERS.....</b>	<b>60</b>
<b>SECTION 3 – LES CHARGES FINANCIERES .....</b>	<b>61</b>
1. LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS.....	61
2. LA LIGNE DE TRESORERIE .....	61
<b>CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D’ORDRE .....</b>	<b>62</b>
1. LES AMORTISSEMENTS.....	62
2. LES RECLASSEMENTS COMPTABLES .....	62
<b>CHAPITRE 4 – L’AUTOFINANCEMENT .....</b>	<b>62</b>
<b>TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES.....</b>	<b>63</b>
1. LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME.....	63
2. LES AUTORISATIONS D’ENGAGEMENT .....	67
<b>TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE .....</b>	<b>69</b>
<b>CHAPITRE 1 – LA BALANCE GENERALE DU BUDGET .....</b>	<b>69</b>
<b>CHAPITRE 2 - LE DETAIL PAR CHAPITRE .....</b>	<b>70</b>

# PRESENTATION GENERALE

## Le contexte budgétaire 2017

Comme annoncé dans les éléments apportés au débat d'orientation budgétaire organisé le 28 octobre dernier, c'est dans un contexte particulièrement contraint qu'a du être préparé le projet de budget primitif 2017.

### → L'affaiblissement des recettes fiscales se poursuit en 2017

La province va faire face à une nouvelle baisse de ses dotations, puisque le gouvernement estime les rentrées fiscales 2017 à hauteur de 116,36 milliards XPF, soit une diminution de 0,91% de l'assiette de répartition des dotations globales. La province disposera pour son budget primitif d'une enveloppe de 31,82 milliards XPF (29,96 Mds F en fonctionnement et 1,86 Md F en investissement).

Le gouvernement a également informé les provinces qu'elles ne pourraient probablement compter sur aucun ajustement excédentaire de la gestion 2016, qui viendrait abonder leur budget supplémentaire 2017.

Au final, sur l'année 2017, il y a lieu de prévoir une baisse de l'ordre de 2 milliards XPF (soit - 6,1%) de la dotation globale reçue de la Nouvelle-Calédonie

	2 017	2 016	Evolution	
dotations primitives	31 823 639 500	32 115 250 670	- 291 611 170	-0,91%
ajustement n-1		1 777 119 042	-1 777 119 042	
<b>Dotations budgétaires</b>	<b>31 823 639 500</b>	<b>33 892 369 712</b>	<b>-2 068 730 212</b>	<b>-6,10%</b>

### → La nouvelle génération de contrat de développement

2017 sera la première année d'exécution des nouveaux contrats de développement et à ce titre, une enveloppe de crédits de paiement est proposée pour couvrir les premiers engagements à valider sur la tranche 2017.

C'est donc quasi 1,8 milliard XPF qui intéressent ces nouveaux contrats dont 1,3 milliard XPF au titre du contrat de développement Etat-province et financé à 74% par l'Etat ou l'ADEME (soit une recette de 962 millions XPF inscrite à ce budget primitif).

Les contrats de développement à signer entre l'Etat, la province et les autres collectivités, pour la période 2017-2021, vont générer sur la période considérée des ouvertures d'autorisation de programme et d'engagement à hauteur de 21,6 milliards XPF.

### *Répartition des ouvertures par type de contrat*

Type contrat	AP	AE	Total ouverture
Contrat de développement	9 540 000 000	1 480 000 000	11 020 000 000
Contrat d'agglomération	2 056 751 650	620 887 500	2 677 639 150
Contrat inter-collectivités	3 990 870 000	804 180 000	4 795 050 000
Contrat Province Etat communes	1 113 321 000	40 000 000	1 153 321 000
Convention ADEME	650 000 000		650 000 000
	<b>17 350 942 650</b>	<b>2 945 067 500</b>	<b>20 296 010 150</b>
<i>Pm : ouverture au BS 2016</i>			
Conventions Provinces-communes de l'intérieur	1 300 000 000		1 300 000 000
	<b>18 650 942 650</b>	<b>2 945 067 500</b>	<b>21 596 010 150</b>

Concernant le contrat de développement Etat-Province et l'accord ADEME, qui portent sur une enveloppe de 12 milliards XPF, la province bénéficie d'une participation de l'Etat et de l'ADEME arrêtée à 8,590 milliards XPF.

#### Répartition par type de contrat

Type de contrat	Coût global	Part Etat ou ADEME	
Contrat de développement 2017-2021	11 020 000 000	8 265 000 000	75%
Accord-cadre ADEME-PS 2017-2021	650 000 000	325 000 000	50%
<b>Total</b>	<b>11 670 000 000</b>	<b>8 590 000 000</b>	<b>74%</b>

#### Répartition par section et opération

Section	Opérations	Coût total 17-21	Part Etat	% Etat	Part P.Sud	% PS	Coût annuel / 5 ans
FONC	Accompagnement à la scolarité	750 000 000	562 500 000	75%	187 500 000	25%	150 000 000
	Accompagn. à la réussite des élèves internes	130 000 000	97 500 000	75%	32 500 000	25%	26 000 000
	Chantier d'insertion	500 000 000	375 000 000	75%	125 000 000	25%	100 000 000
	Lutte contre l'exclusion à la tribu de Saint-Louis	100 000 000	75 000 000	75%	25 000 000	25%	20 000 000
-		<b>1 480 000 000</b>	<b>1 110 000 000</b>	<b>75%</b>	<b>370 000 000</b>	<b>25%</b>	<b>296 000 000</b>
INV	Habitat aidé	6 113 330 000	4 584 997 500	75%	1 528 332 500	25%	1 222 666 000
	Soutien à l'enseignement privé	1 000 000 000	750 000 000	75%	250 000 000	25%	200 000 000
	Hydraulique agricole	666 670 000	500 002 500	75%	166 667 500	25%	133 334 000
	Restruct. et extens° maisons de santé de " brousse "	560 000 000	420 000 000	75%	140 000 000	25%	112 000 000
	Espace culturel de DEVA	200 000 000	150 000 000	75%	50 000 000	25%	40 000 000
	Sécurisation des infrastructures routières	1 000 000 000	750 000 000	75%	250 000 000	25%	200 000 000
	Accord-cadre ADEME-PS	650 000 000	325 000 000	50%	325 000 000	50%	130 000 000
-		<b>10 190 000 000</b>	<b>7 480 000 000</b>	<b>73%</b>	<b>2 710 000 000</b>	<b>27%</b>	<b>2 038 000 000</b>
<b>Total général</b>		<b>11 670 000 000</b>	<b>8 590 000 000</b>	<b>74%</b>	<b>3 080 000 000</b>	<b>26%</b>	<b>2 334 000 000</b>

#### Les grands équilibres du BP 2017

Compte tenu de ces contraintes, et de l'absence de signe de reprise sensible de l'activité en 2017, l'équilibre de ce budget primitif 2017 repose essentiellement sur les orientations suivantes :

##### - une rigueur sur le fonctionnement

Le programme d'interventions et de subventions sera de façon générale contenu au strict nécessaire et une rationalisation de la gestion sera imposée à tous les partenaires de la province.

Un effort particulier sera fait pour contenir les évolutions de l'aide médicale (poursuite de la mise en œuvre des mesures de maîtrise des dépenses de santé votées le 30 octobre 2015, fin de la sous-traitance à la CAFAT des prestations de liquidation des factures de soin issues du secteur libéral, internalisation de certaines dépenses aujourd'hui assurées par des vacations, etc.).

Comme les années précédentes, aucun nouveau poste ne sera créé, de sorte que la croissance des dépenses de personnel sera strictement limitée au GVT (glissement vieillesse technicité). Tous les nouveaux besoins (dont la reprise de la liquidation de l'aide médicale) seront traités par des redéploiements internes, rendus possibles par des gains de productivité et la recherche de synergies entre services.

- **une politique aussi volontariste que possible sur l'investissement**

L'investissement sera maintenu à un niveau aussi élevé que possible compte-tenu du fait que, pour sauvegarder les équilibres financiers et préserver la solvabilité de la collectivité, l'endettement ne peut être que très légèrement accru.

Il faut à ce sujet rappeler que la province a vu ces dernières années une forte progression de l'encours de ses prêts (qui a progressé de 174 % du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2015, passant de 7,5 à 20,7 milliards XPF), mais qu'elle a réussi à enrayer cette progression grâce à la politique conduite depuis la mi-2014, en rachetant de façon anticipée 1,3 milliard XPF d'emprunts, d'une part, et en utilisant une part très significative de ses excédents de gestion pour réviser à la baisse, dans ses budgets supplémentaires, ses ressources en emprunts. Ainsi, à fin 2016, l'encours de dette sera ramené 20,2 milliards XPF et le taux d'endettement de la province devrait avoisiner les 41%, contre 44% à fin 2015.

Pour 2017, la province entend maintenir son rythme d'investissement et propose de consacrer, dès le budget primitif, une enveloppe de 8,8 milliards XPF (en croissance de 2%).

Compte-tenu de cet effort, l'équilibre du projet de budget primitif repose sur l'hypothèse d'un recours accru à l'emprunt (4,4 milliards XPF), ainsi que sur un appel plus soutenu du fonds de réserve (fonds de roulement ramené à un peu moins de 30 jours).

Toutefois, comme les années précédentes, nous pensons, à l'occasion du budget supplémentaire 2017, pouvoir ajuster à la baisse le montant de l'emprunt, par intégration du fonds de roulement issu de la gestion 2016.

Pour mener à bien l'ensemble de ses engagements en matière d'investissement, tout en tenant compte de ces contraintes de financement, une politique de rationalisation des crédits a été mise en œuvre. Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) sera révisé en ce sens pour être en phase à notre capacité de financement.

- **des efforts de gestion pour répondre aux principales priorités**

Ce nouveau budget met l'accent sur les 6 priorités suivantes :

1. les engagements au titre de la nouvelle génération de contrat de développement (1,8 milliard XPF répartis sur les différents contrats au titre de la tranche 2017, moyennant une participation de 963 millions XPF de l'Etat au titre du contrat de développement Etat-province Sud) ;
2. le soutien aux programmes communaux (1,8 milliard XPF dont 1,3 milliard XPF sur l'investissement et 513 millions XPF pour les actions de fonctionnement) ;
3. le logement social (1,5 milliard XPF en investissement et fonctionnement pour les opérations d'habitat social) ;
4. l'éducation, et en particulier les collèges publics (dont 1,57 milliard XPF sur le programme de construction et d'équipement des collèges publics et 338 millions XPF pour le fonctionnement des établissements) et l'accompagnement du projet éducatif (80 millions XPF pour financer plusieurs actions dont l'aide à la tenue commune en collège, la mise en place de deux collèges numériques mobilité, le renforcement des moyens de remplacements, l'amélioration du dispositif-classe pour lutter contre les violences scolaires, l'expérimentations dans des écoles pilotes...) ;
5. les mesures du plan d'urgence local pour le soutien à l'emploi – PULSE (343 millions XPF) ;
6. l'aide aux investissements agricoles dans le cadre de la politique publique agricole provinciale (400 millions XPF sur la PPAP) ;

## → Un budget de fonctionnement en réduction de 1%

Pour répondre aux obligations juridiques et financières qui lui incombent, la province s'est efforcée d'opérer un cadrage budgétaire avec comme priorité la double exigence suivante :

- l'inscription de l'intégralité de la dotation aux amortissements dès le budget primitif (estimée à 2,3 milliards XPF en dotation brute). L'article 183 LO précise que la dotation aux amortissements, qui constitue une dépense obligatoire, doit être évaluée de façon sincère et inscrite dans son intégralité afin d'assurer l'équilibre réel du budget. Pour mémoire, la collectivité ne respectait plus cette disposition depuis 2010 ;
- la couverture de l'annuité de l'emprunt (estimée à 2,5 milliards XPF) afin de sauvegarder une épargne nette positive.

L'équilibre du fonctionnement s'est donc établi moyennant la reconduction de l'enveloppe allouée aux programmes d'interventions et de subventions, l'ajustement des provisions inscrites en mouvements financiers <sup>(1)</sup> et une réduction du fonctionnement courant de 8%.

Ainsi, les dépenses de gestion, en réduction de 1%, tiennent compte de l'évolution des dépenses de personnel estimée pour 2017 à 2% (+458 millions XPF) comprenant notamment la croissance du GVT « glissement, vieillesse, technicité » de l'ordre de 1,7 point, la revalorisation du point (+0,6 point au 1<sup>er</sup> février 2017) et les transferts de charges en lien avec fermeture de la maison de l'habitat et la reprise de la gestion des liquidations de l'aide médicale.

### *Les dépenses de fonctionnement 2017 par grands postes budgétaires*

FONCTIONNEMENT	BP 2017	BP 2016	Var. de BP à BP	
<b>dépenses de fonctionnement</b>	<b>45 859 152 516</b>	<b>46 285 376 479</b>	<b>-426 223 963</b>	<b>-1%</b>
<b>Dépenses de gestion :</b>	<b>45 258 052 516</b>	<b>45 600 376 479</b>	<b>-342 323 963</b>	<b>-1%</b>
<i>Rém et charges</i>	20 718 360 000	20 260 765 000	457 595 000	2%
<i>Fonc sces</i>	1 600 221 000	1 742 484 400	-142 263 400	-8%
<i>Interventions et subventions</i>	22 787 971 516	22 802 127 079	-14 155 563	0%
<i>Mvts financiers (1)</i>	151 500 000	795 000 000	-643 500 000	-81%
<b>Intérêts de la dette</b>	<b>601 100 000</b>	<b>685 000 000</b>	<b>-83 900 000</b>	<b>-12%</b>
<b>Épargne dégagée</b>	<b>1 920 000 000</b>	<b>1 711 449 337</b>	<b>208 550 663</b>	<b>12%</b>

<sup>(1)</sup> Pm : ce poste comprenait en 2016 une provision de 750 millions XPF pour remboursement d'un trop perçu éventuel à la Nouvelle-Calédonie. Aucune provision n'est prévue en 2017.

L'épargne brute, qui permet de répondre à nos obligations juridiques et financières, représente 4% des ressources de fonctionnement. Elle reste néanmoins largement insuffisante pour financer les investissements.

Cette insuffisance d'épargne met, à nouveau, en exergue la problématique du déficit structurel du fonctionnement. Elle pose, à nouveau, question sur les conditions de l'autonomie financière de la collectivité si la celle-ci ne retrouve pas une croissance plus dynamique de ses principales ressources et tout particulièrement la dotation globale en provenance de la Nouvelle-Calédonie.

## → Un rythme d'investissement en phase avec notre capacité de financement

Comme rapporté lors du débat d'orientation budgétaire, le faible niveau d'épargne pour autofinancer l'investissement a conduit la province à mettre en œuvre une politique de rationalisation de ses crédits sur cette section du budget. Une révision du plan pluriannuel est donc engagée afin de mettre en phase les programmations annuelles avec la réelle capacité de financement de la collectivité.

Ainsi, le plan pluriannuel qui vous est présenté en annexe affiche un solde à financer au 1<sup>er</sup> janvier 2017 à hauteur de 62,8 milliards XPF. Il s'est établi moyennant :

- 17,35 milliards XPF d'ouvertures d'autorisation de programme (AP) relatives aux nouvelles générations de contrat de développement ;
- - 17,27 milliards XPF d'annulations d'ouvertures d'AP devenues sans objet <sup>(2)</sup> ;
- +2,64 milliards XPF d'ouvertures de nouvelles d'AP (en ajustements complémentaires et en opérations nouvelles) <sup>(2)</sup>.

<sup>(2)</sup> le détail de ces ajustements vous est présenté à l'article 2 du projet de délibération relative au budget primitif pour l'exercice 2017.

\* \* \*

**En recettes**, l'économie générale du budget primitif va porter sur une enveloppe financière équivalente à celle de 2016, soit **56,5 milliards XPF**.

Pour ce nouveau budget, le plan de financement comprend :

- **pour 56%, les dotations légales** en provenance de la Nouvelle-Calédonie (31,82 milliards XPF) ;
- **pour 14%, les ressources fiscales propres** (8,1 milliards XPF) comprenant le produit des centimes additionnels pour 6,5 milliards XPF et les taxes affectées pour 1,6 milliard XPF ;
- **pour 14%, les dotations Etat** avec notamment les dotations globales (6,92 milliards XPF) et les recettes sur le projet de contrat de développement 2017-2021 (962 millions XPF) ;
- **pour 8%, la ressource externe d'emprunt** (4,4 milliards XPF).

Pour solde du plan de financement, soit **8%, les recouvrements divers** avec notamment, les dotations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie (2,5 milliards XPF), les recettes des services (571 millions XPF), la part de la CAFAT sur les dépenses de santé (505 millions XPF), le remboursement des avances en compte-courant Promosud (150 millions XPF), les conventions menées en partenariat avec l'ADEME et VALE NC (88 millions XPF), l'opération ODI menée en partenariat avec les communes (85,8 millions XPF), les intérêts versés par la STCPI (70 millions XPF).

**En dépenses**, le budget s'élève à **56,5 milliards XPF** et se décompose comme suit :

- **31,5 milliards XPF (56%)** consacrés aux programmes d'investissement et d'interventions ;
- **22,3 milliards XPF (39%)** destinés aux dépenses de fonctionnement courant, aux rémunérations et charges sociales ;
- **2,5 milliards XPF** pour prendre en charge l'annuité de la dette, soit 4% du budget provincial ;
- **151 millions XPF** pour des mouvements financiers soit 0,3% du budget provincial dont 25 millions XPF au titre de la constitution d'une provision pour litiges et contentieux.

	BP 2017	BP 2016	Var. de BP à BP	
<b>RECETTES</b>	<b>56 557 797 324</b>	<b>57 020 996 486</b>	<b>-463 199 162</b>	<b>-0,8%</b>
Dotations légales NC	31 823 639 500	32 115 250 670	-291 611 170	-0,9%
Fiscalité	8 105 000 000	8 232 000 000	-127 000 000	-1,5%
Dotations Etat	7 972 225 000	7 163 442 500	808 782 500	11,3%
Dotations spécifiques NC	2 520 940 897	2 294 000 000	226 940 897	9,9%
Recettes des services	571 412 619	685 040 119	-113 627 500	-16,6%
Autres recouvrements	1 164 579 308	1 031 263 197	133 316 111	12,9%
Emprunt	4 400 000 000	5 500 000 000	-1 100 000 000	-20,0%
<b>DEPENSES</b>	<b>56 557 797 324</b>	<b>57 020 996 486</b>	<b>-463 199 162</b>	<b>-0,8%</b>
Investissements directs	8 783 844 808	8 613 620 007	170 224 801	2,0%
Remboursement de la dette	2 515 900 000	2 807 000 000	-291 100 000	-10,4%
Fonctionnement :	<b>45 106 552 516</b>	<b>44 805 376 479</b>	<b>301 176 037</b>	<b>0,7%</b>
Rémunérations et charges	20 718 360 000	20 260 765 000	457 595 000	2,3%
Fonctionnement des services	1 600 221 000	1 742 484 400	-142 263 400	-8,2%
Interventions et subventions	22 787 971 516	22 802 127 079	-14 155 563	-0,1%
Mvts financiers	<b>151 500 000</b>	<b>795 000 000</b>	<b>-643 500 000</b>	<b>-80,9%</b>



Concernant les programmes d'investissements, d'interventions et subventions, les principaux postes de dépenses sont les suivants :

→ **La santé, le logement et la solidarité sociale :**

**12,5 milliards XPF, soit 22% du budget provincial**, seront consacrés au secteur de la santé et du social, comprenant :

- 7,5 milliards XPF pour l'aide médicale, en hausse de 331 millions XPF soit une augmentation à + 5 % ;
- 2,9 milliards XPF pour les actions médico-sociales, dont 1,3 milliard XPF d'aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse et 580 millions XPF pour les aides aux enfants assistés ;
- 1,5 milliard XPF pour les dépenses relatives aux opérations d'habitat social ;
- 519 millions XPF pour les dépenses relatives à la santé publique.

→ **L'enseignement et la réussite éducative :**

**5,5 milliards XPF, soit 10% du budget provincial**, sont consacrés au secteur de l'enseignement et concernent :

- 1,9 milliard XPF pour le programme de construction et d'équipement des collèges publics et leur fonctionnement, comprenant 863 millions XPF pour la poursuite de la construction du collège « APOGOTI », 405 millions XPF de dotation globale aux collèges, 148 millions XPF pour divers travaux de rénovation et 80 millions XPF pour des travaux de câblage informatique dans le cadre du projet « collèges numériques »;
- 1,3 milliard XPF au titre des conventions signées avec les établissements d'enseignement privé, afin de permettre aux enfants de la province scolarisés dans le privé de disposer de conditions de travail équivalentes à celles de leurs pairs inscrits dans les établissements publics ;
- 1,2 milliard XPF d'allocations d'enseignement, afin de poursuivre les efforts au bénéfice des familles les plus défavorisées (incluant l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire aux enfants boursiers pour l'aide à l'achat des tenues communes..) ;
- 503 millions XPF pour soutenir les élèves poursuivant des études supérieures. Sur cette somme, 160 millions XPF bénéficieront aux étudiants boursiers hors territoire et 75 millions XPF seront servis au titre du dispositif dédié aux grandes écoles ;
- 436 millions XPF pour la vie scolaire et éducative, dont 200 millions XPF pour l'opération de développement de l'internet à l'école (ODI), menée en partenariat avec les communes et 120 millions XPF pour l'accompagnement à la scolarité des élèves du primaire ;
- 189 millions XPF au titre du fonctionnement et de l'équipement des internats.

→ **L'emploi et le développement économique :**

**4,9 milliards XPF, soit 9% du budget provincial**, sur les opérations suivantes :

- 1,8 milliard XPF pour les actions en faveur de l'emploi, de l'insertion et de la formation, dont 750 millions XPF pour le programme provincial d'insertion citoyen (PPIC), 639 millions XPF pour les actions d'insertion et les chantiers de jeunes et 240 millions XPF pour la formation ;
- 806 millions XPF pour le secteur du tourisme, dont 500 millions XPF au titre des efforts de promotion internationale de la destination Nouvelle-Calédonie ;
- 699 millions XPF pour le soutien aux secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture ;

- 595 millions XPF pour le soutien à l'investissement au titre du Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE), incluant, pour 400 millions XPF, la mise en œuvre de la politique publique agricole provinciale (PPAP) ;
- 343 millions XPF pour les actions en faveur du Plan d'Urgence Local de Soutien à l'Emploi (PULSE) dont 150,0 millions XPF pour les mesures d'aide à l'emploi, 100 millions XPF dans le cadre du dispositif PPIC, 80 millions XPF pour le soutien à l'investissement et 10 millions XPF au titre du dispositif « Créajeunes » et 3 millions XPF pour le fonctionnement du guichet unique.

→ **L'amélioration des conditions de déplacement de nos administrés :**

**2,7 milliards XPF, soit 5% du budget,** avec principalement les opérations suivantes :

- 1,8 milliard XPF pour le réseau routier ;
- 704 millions XPF pour le transport public terrestre, dont 692 millions XPF au titre de notre participation aux réseaux de transport public de l'agglomération ;
- 158 millions XPF pour les infrastructures aériennes, dont 85,1 millions XPF au titre de l'équipement et du fonctionnement de l'aéroport de l'île des Pins.

→ **L'aménagement et l'environnement :**

**1,7 milliard XPF, soit 3% du budget provincial,** avec une enveloppe dont les principaux postes sont :

- 1 milliard XPF pour les actions en faveur de l'environnement, dont 360,3 millions XPF pour le soutien aux organismes publics et privés (SMGF, SIVM et associations), 128,5 millions XPF pour la gestion des aires protégées aménagées et 93 millions XPF pour la gestion des déchets ;
- 300 millions XPF de subvention d'équilibre en faveur de la SECAL au titre de la ZAC de Dumbéa-sur-Mer et PANDA ;
- 186 millions XPF pour l'urbanisme, y inclus la gestion des déchets inertes (centre de Koutio-Koueta).
- 105 millions XPF pour l'aménagement rural dont 67 millions XPF pour la gestion de la ressource en eau.

→ **Les activités culturelles, sportives et de loisirs :**

**1,3 milliard XPF, soit 2% du budget,** sur les principaux postes suivants :

- 503 millions XPF pour les actions en faveur de la jeunesse, dont 270 millions XPF pour le soutien aux associations, 99 millions XPF pour les opérations du contrat d'agglomération et 70,5 millions XPF pour le centre d'accueil permanent (CAP) de Poé ;
- 336 millions XPF pour les sports, dont 135 millions XPF pour le soutien aux associations, 41,3 millions XPF pour l'entretien des sentiers de randonnée, 41 millions XPF pour le golf de Tina et 30,5 millions XPF pour le centre des activités nautiques (CAN) ;
- 309 millions XPF pour la culture, dont 179 millions XPF pour le soutien aux associations et organismes à vocation culturelle et 40 millions XPF pour les aides à la production audiovisuelle et cinématographique ;
- 230 millions XPF pour le patrimoine, avec 85,5 millions XPF au titre du soutien aux associations, 30,7 millions XPF pour le château Hagen et 27 millions XPF pour la poursuite de la restauration des vestiges de la baie de Kuto à l'île des Pins.

→ **Le développement du territoire de la province Sud :**

**1,3 milliard XPF, soit 2% du budget provincial** pour permettre la poursuite de l'aide aux programmes d'équipement des communes, dont 585,3 millions XPF dans le domaine de l'aménagement et de l'environnement et 244,5 millions XPF pour la culture, jeunesse, sports et loisirs.

→ **Les services publics provinciaux :**

**1,1 milliard XPF, soit 2% du budget provincial**, avec des crédits destinés à l'équipement et au fonctionnement de l'administration.

Se retrouvent sur ce programme le renouvellement de l'équipement informatique pour 244,3 millions XPF, des travaux de réfection sur les bâtiments et logements administratifs pour 188,6 millions XPF, la poursuite du renouvellement du parc automobile pour 19,8 millions XPF et la poursuite de la construction de logements à Thio pour 14 millions XPF.

→ **Les actions en faveur de la qualité de vie et la tranquillité publique :**

**120,5 millions XPF** de crédits de paiement sont proposés sur 2017.

Cette enveloppe est essentiellement consacrée aux aides versées aux communes de l'agglomération pour leurs missions de protection et de surveillance.

NB : d'autres dépenses ayant pour objet la prévention ou le traitement de la délinquance relèvent d'autres lignes budgétaires, et notamment :

- la masse salariale des PPIC mis à disposition des communes de l'agglomération dans des fonctions de sécurité (130 millions XPF) ;
- l'accueil des TIG et RP : 25 millions XPF ;
- le dispositif PEP'S : 60 millions XPF ;
- le dispositif de rappel à la responsabilité parentale : 10,5 millions XPF ;
- le dispositif de prévention de la déscolarisation : 37,5 millions XPF ;
- etc.

\* \* \*

Au-delà, les propositions vont intéresser le fonctionnement de la collectivité et le remboursement de la dette.

Telles sont résumées, les principales orientations du projet de budget primitif que j'ai l'honneur de vous soumettre.

# TITRE I - LES PROPOSITIONS DE CREDITS DE PAIEMENT

## CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES

En mouvements réels, les ressources du budget primitif 2017 s'élèvent à **56,6 milliards XPF**, en baisse de 463 millions XPF par rapport aux recettes du budget primitif 2016 (-1%).

En section d'investissement, les recettes sont en baisse (-3%) principalement du fait d'une diminution des emprunts (-1,1 milliard XPF) et des recettes de services notamment les cessions de biens immobiliers et mobiliers (-106 millions XPF).

En section de fonctionnement, la légère baisse (-0,5%) s'explique essentiellement par la baisse des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie (-0,91%).

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des ressources par critère :

CRITERE	BP 2017		Total BP 2017	BP 2016		Total BP 2016	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
21DNC DOTATIONS LEGALES NC	1 861 712 000	29 961 927 500	31 823 639 500	1 878 771 520	30 236 479 150	32 115 250 670	-1%	-1%	-1%
18FIS FISCALITE	0	8 105 000 000	8 105 000 000	0	8 232 000 000	8 232 000 000	.	-2%	-2%
22DET DOTATIONS LEGALES ETAT	1 077 000 000	5 850 000 000	6 927 000 000	1 097 000 000	5 850 000 000	6 947 000 000	-2%	0%	0%
11EMP EMPRUNTS	4 400 000 000	0	4 400 000 000	5 500 000 000	0	5 500 000 000	-20%	.	-20%
14NC DOTATIONS NC	87 000 000	2 433 940 897	2 520 940 897	44 000 000	2 250 000 000	2 294 000 000	98%	8%	10%
20SCE RECETTES DES SCES	70 562 000	500 850 619	571 412 619	177 147 400	507 892 719	685 040 119	-60%	-1%	-17%
19REC RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	75 895 808	543 588 500	619 484 308	78 751 750	544 661 447	623 413 197	-4%	0%	-1%
10FIN MVTs FINANCIERS	360 000 000	70 000 000	430 000 000	236 000 000	70 000 000	306 000 000	53%	0%	41%
16OPC DOTATIONS - OPC	739 725 000	222 000 000	961 725 000	0	216 442 500	216 442 500	.	3%	344%
17COM DOTATIONS COMMUNES	23 250 000	91 845 000	115 095 000	12 500 000	89 350 000	101 850 000	86%	3%	13%
15ETA DOTATIONS ETAT	83 500 000	0	83 500 000	0	0	0	.	.	.
<b>TOTAL</b>	<b>8 778 644 808</b>	<b>47 779 152 516</b>	<b>56 557 797 324</b>	<b>9 024 170 670</b>	<b>47 996 825 816</b>	<b>57 020 996 486</b>	<b>-3%</b>	<b>0%</b>	<b>-1%</b>

## SECTION 1 - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement comprennent l'ensemble des ressources réelles de la province hors emprunts. Pour 2017, elles s'élèvent à **4,379 milliards XPF** répartis comme suit par provenance :

CRITERE	BP 2017	BP 2016	variation	
			valeur	%
21DNC DOTATIONS LEGALES NC	1 861 712 000	1 878 771 520	-17 059 520	-1%
22DET DOTATIONS LEGALES ETAT	1 077 000 000	1 097 000 000	-20 000 000	-2%
16OPC DOTATIONS - OPC	739 725 000	0	739 725 000	.
10FIN MVTs FINANCIERS	360 000 000	236 000 000	124 000 000	53%
14NC DOTATIONS NC	87 000 000	44 000 000	43 000 000	98%
15ETA DOTATIONS ETAT	83 500 000	0	83 500 000	.
19REC RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	75 895 808	78 751 750	-2 855 942	-4%
20SCE RECETTES DES SCES	70 562 000	177 147 400	-106 585 400	-60%
17COM DOTATIONS COMMUNES	23 250 000	12 500 000	10 750 000	86%
<b>Total général</b>	<b>4 378 644 808</b>	<b>3 524 170 670</b>	<b>854 474 138</b>	<b>24%</b>

### 1. LES DOTATIONS LEGALES

#### 1.1. La Dotation Globale d'Equipement de la Nouvelle-Calédonie (DGE NC)

La dotation globale d'équipement est définie par l'article 181-II de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente 4% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie puis est répartie entre les trois provinces dont 40% pour la province Sud.

Pour 2017, elle est fixée à **1,862 milliard XPF**.

#### 1.2. La Dotation Globale de Construction et d'Equipement des Collèges publics (DGCEC Etat)

Cette dotation en provenance de l'Etat est fixée par l'article 181-IV de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle évolue en fonction du projet de loi de finances.

Pour 2017, elle est fixée à **1,077 milliard XPF** correspondant à la réalisation 2016.

## **2. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES**

Ces dotations représentent les participations de l'Etat dans le cadre du projet de contrat de développement (CD) 2017-2021. Pour 2017, ces ressources s'élèvent à **739,7 millions XPF** en section d'investissement. Le financement par programme se présente comme suit :

### **2.1. L'habitat social**

Les participations de l'Etat s'élèvent à **682,5 millions XPF** comprenant :

- l'aide à l'habitat individuel pour 375,0 millions XPF,
- l'aide à l'habitat groupé pour 307,5 millions XPF.

### **2.2. La santé publique**

Les participations de l'Etat s'élèvent à **49,7 millions XPF** comprenant les études et les travaux concernant :

- la maison de la santé de Waho, à Yaté pour 44,4 millions XPF,
- la maison de santé de Thio pour 5,2 millions XPF.

### **2.3. L'aménagement rural**

Les participations s'élèvent à **7,5 millions XPF** et concernent les études et travaux au titre de l'hydraulique agricole.

## **3. LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

**360,0 millions XPF** de recettes comprenant :

- 150 millions XPF au titre du remboursement par Promosud des avances en compte courant d'associés, conformément à l'échéancier de remboursement de la convention modifiée n°216-06 du 12 mai 2008,
- 115 millions XPF de cautionnements versés au titre de la mise en œuvre du dispositif de contrainte financière prévu par le code de l'environnement (article 416-1) pour les exploitants de sites dont les pratiques environnementales ne sont pas conformes aux prescriptions de protection et de sauvegarde. Ces sommes sont, ensuite, reversées aux exploitants qui auront réalisé les travaux de mise en conformité.
- 95 millions XPF au titre du remboursement des prêts accordés aux particuliers dans le cadre de l'accession au logement.

## **4. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE**

Une recette de **87 millions XPF** est inscrite en provenance de la Nouvelle-Calédonie et de l'Agence pour la Prévention et l'Indemnisation des Calamités Agricoles ou Naturelles (APICAN), comprenant :

- la fin des travaux d'aménagement du giratoire du lycée du Mont-Dore pour 60 millions XPF,
- la réalisation de travaux d'aménagement des cours d'eau pour 22 millions XPF,
- la réalisation d'études sur les zones inondables pour 5 millions XPF.

## **5. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT**

Une recette de **83,5 millions XPF** est inscrite en provenance de l'Etat, comprenant :

- la sécurisation des talus de la RP4 - route de Thio pour 72,5 millions XPF au titre du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) 2016,
- l'équipement numérique des collèges publics pour 11 millions XPF.

## **6. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES**

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent **75,9 millions XPF** répartis sur les programmes ci-après :

### **4.1 L'environnement**

**42,8 millions XPF** de participations de l'ADEME répartis sur les principales opérations suivantes :

- 18,0 millions XPF pour des études sur les déchets dont :
  - 5 millions XPF pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la filière « Emballages »,
  - 4 millions XPF pour l'audit du schéma provincial de gestion des déchets,
  - 3,5 millions XPF pour les impacts économiques liés à la suppression des sacs plastiques,
  - 2,5 millions XPF pour une étude sur les gisements de boues d'hydrocarbures,
  - 1,5 millions XPF pour la mise en œuvre d'une stratégie sur les déchets organiques,
  - 1,5 millions XPF pour la mise en place d'une réglementation des déchets dangereux diffus.
- 12,5 millions XPF pour la poursuite de la construction d'une plateforme de dépotage et de transit des boues d'hydrocarbures,
- 4,5 millions XPF pour une étude sur un centre de tri au Mont-Dore,
- 4,0 millions XPF pour une aide à l'investissement d'un opérateur de valorisation de déchets plastiques non dangereux. Cette valorisation consiste en un broyage des déchets plastiques sous forme de paillettes avant de les exporter vers l'Australie ou l'Asie,
- 2,5 millions XPF pour une aide à l'investissement d'une structure de gestion des déchets de fusées et signaux pyrotechniques périmés,
- 1,3 million XPF pour une étude de faisabilité pour la mise en place d'une plate-forme de compost.

### **4.2 Les équipements communaux**

**33 millions XPF** de participations de l'Agence pour l'Environnement et la Maitrise de l'Energie (ADEME) répartis sur les principales opérations suivantes :

- des études complémentaires pour l'installation de stockage des déchets (ISD) à l'île des Pins pour 16 millions XPF,
- la poursuite de la réalisation de points d'apports volontaire pour le verre sur la Ville de Nouméa pour 9,1 millions XPF,
- la poursuite de la réhabilitation de l'installation de stockage des déchets (ISD) à l'île des Pins pour 5,7 millions XPF,
- le solde de l'opération de mise en place de composteurs par la Ville de Nouméa pour 2,2 millions XPF.

## **7. LES RECETTES DES SERVICES**

**70,5 millions XPF** de recettes des services comprennent :

- la cession de lots non bâtis en zone industrielle et artisanale pour 47,5 millions XPF,
- la cession de biens meubles lors des ventes aux enchères pour 15 millions XPF,
- la vente de bovins et d'ovins pour 8 millions XPF.

## **8. LES DOTATIONS DES COMMUNES**

**23,2 millions XPF** de dotations en provenance des communes et structures intercommunales dont 16,75 millions XPF de la Ville du Mont-Dore et 6,5 millions XPF du Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) pour la sécurisation du carrefour entre la RP1 – route du Sud, le parc de la Coulée et le lotissement Schohn.

## SECTION 2 - LA DETTE

### 1. L'ENCOURS DE DETTE

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2017 s'établit à **20,2 milliards XPF** soit 42% des recettes de fonctionnement.

Les emprunts à taux fixe représentent 70% de cet encours et les emprunts en taux indexé 30%. Cet encours est décomposé comme suit par établissement prêteur :

▪ AFD	10,554 milliards XPF,
▪ CDC	4,987 milliards XPF,
▪ CFFL	1,762 milliard XPF,
▪ SGCB	1,000 milliard XPF,
▪ BCI	960,0 millions XPF,
▪ BNC	937,4 millions XPF.

Pour mémoire, en 2016, 1,6 milliard XPF d'emprunts seront mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement (AFD).

### 2. L'EMPRUNT 2017

Les investissements 2017 sont financés en partie par une ressource externe d'emprunt de **4,4 milliards XPF** contre 5,5 milliards XPF au budget primitif 2016 soit une baisse de 20% de la ressource externe d'emprunt.

En 2017, ces ressources externes d'emprunt financent 50% des investissements directs.

Au BP 2016, les emprunts ont financé les investissements directs à hauteur de 64%. Les ajustements opérés sur l'emprunt au BS 2016 ont permis de ramener ce ratio à hauteur de 13%.

### SECTION 3 - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

De BP à BP, les ressources globales de la section sont en légère baisse de 218 millions XPF soit -0,5%. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de la dotation légale 2017 en provenance de la Nouvelle-Calédonie (-274,5 millions XPF de BP à BP soit -0,9%).

Les recettes directes du budget 2017 s'élèvent à **48 milliards XPF** répartis comme suit :

CRITERE	BP 2017	BP 2016	variation	
			valeur	%
21DNC DOTATIONS LEGALES NC	29 961 927 500	30 236 479 150	-274 551 650	-0,9%
22DET DOTATIONS LEGALES ETAT	5 850 000 000	5 850 000 000	0	0,0%
18FIS FISCALITE	8 105 000 000	8 232 000 000	-127 000 000	-1,5%
14NC DOTATIONS NC	2 433 940 897	2 250 000 000	183 940 897	8,2%
19REC RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	543 588 500	544 661 447	-1 072 947	-0,2%
20SCE RECETTES DES SCES	500 850 619	507 892 719	-7 042 100	-1,4%
16OPC DOTATIONS - OPC	222 000 000	216 442 500	5 557 500	2,6%
17COM DOTATIONS COMMUNES	91 845 000	89 350 000	2 495 000	2,8%
10FIN MVTS FINANCIERS	70 000 000	70 000 000	0	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>47 779 152 516</b>	<b>47 996 825 816</b>	<b>-217 673 300</b>	<b>-0,5%</b>

#### 1. LES DOTATIONS LEGALES

##### 1.1. La dotation globale de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie (DGF NC)

La DGF NC est définie par l'article 181-I de la loi organique modifiée n° 99-209. Elle représente au minimum 51,5% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. De 2003 à 2013, cette quote-part a été portée à 53,5%.

Depuis 2014, la quote-part de cette dotation de fonctionnement a été ramenée à 51,5%. La DGF NC est ensuite répartie entre les trois provinces à concurrence de 50% pour la province Sud, 32% pour la province Nord et 18% pour la province des Iles.

Pour 2017, elle est donc estimée à **29,961 milliards XPF**.

##### 1.2. La dotation globale de fonctionnement de l'Etat (DGF Etat)

Cette dotation est fixée par l'article 181-III de la loi organique modifiée n° 99-209. Son évolution annuelle suit celle des dotations attribuées par l'Etat aux collectivités locales de Métropole.

Pour 2017, il est proposé une inscription à hauteur de **5,850 milliards XPF** correspondant à une reconduction de la dotation prévue d'être perçue pour l'exercice 2016.

#### 2. LA FISCALITE

La fiscalité représente le second poste de recettes de la section. Elle est constituée de centimes additionnels aux impôts locaux et de taxes provinciales.

Pour 2017, le rendement est estimé à **8,105 milliards XPF**, soit -127 millions XPF par rapport à 2016 (-1,5%).

OPERATION	BP 2017	BP 2016	var %
TAXE SUR LE PRODUIT DES JEUX	2 400 000 000	2 500 000 000	-4%
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 500 000 000	1 500 000 000	0%
PATENTES	1 500 000 000	1 500 000 000	0%
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 500 000 000	1 400 000 000	7%
IMPOT SUR LE REVENU VALEURS MOBILIERES	600 000 000	720 000 000	-17%
CONTRIBUTION FONCIERE	350 000 000	350 000 000	0%
TAXES NUITEES	160 000 000	160 000 000	0%
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	60 000 000	70 000 000	-14%
COURSES HIPPIQUES - PMU	35 000 000	32 000 000	9%
<b>TOTAL</b>	<b>8 105 000 000</b>	<b>8 232 000 000</b>	<b>-2%</b>



### **2.1. Les centimes additionnels à la taxe sur les spectacles et le produit des jeux**

Créés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 100 centimes, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2017, leur rendement est prévu à hauteur de **2,4 milliards XPF**.

### **2.2. La taxe sur les communications téléphoniques**

Instaurée en 2003, cette taxe a été fixée par la délibération APS n° 15-2003 du 17 juillet 2003 à 5 XPF par minute, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2017, son rendement est prévu à **1,5 milliard XPF**, soit un montant identique à 2016.

### **2.3. Les centimes additionnels aux patentes**

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990. Depuis 2010, ils sont passés de 15 à 30 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.

Pour 2017, leur rendement est prévu à **1,5 milliard XPF**, soit un montant identique à 2016.

### **2.4. Les centimes additionnels aux droits d'enregistrement**

En vigueur depuis 1990, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes soit le maximum autorisé par le congrès.

Pour 2017, les recettes sont estimées à **1,5 milliard XPF**, en progression de 100 millions XPF (+7%) par rapport à 2016.

### **2.5. Les centimes additionnels à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières**

Créés depuis le 1<sup>er</sup> février 2015, ils sont fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 20 centimes, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2017, leur rendement est prévu à **600 millions XPF**, en baisse de 120 millions XPF (-17%) et correspondant au recouvrement 2016.

### **2.6. Les centimes additionnels à la contribution foncière**

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 10 centimes. Depuis 2010, cette quote-part a été relevée à son maximum passant ainsi de 10 à 30 centimes.

Les recettes 2017 sont estimées à **350 millions XPF**, soit un montant identique à 2016.

### **2.7. La taxe à la nuitée des établissements hôteliers**

Fixée par délibération de l'assemblée de province n°4-2002 du 9 janvier 2002, la taxe à la nuitée varie en fonction de la catégorie de l'hôtel qui est déterminée par le nombre d'étoiles.

Pour 2017, la recette est estimée à **160 millions XPF**, soit un montant identique à 2016.

### **2.8. Les centimes additionnels aux licences et débit de boissons**

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 50 centimes soit le montant maximum autorisé par le congrès.

Les recettes 2017 sont estimées à **60 millions XPF**, en baisse de 10 millions XPF (-14%) et correspondant au recouvrement 2016.

### **2.9. La taxe sur les activités liées au Pari Mutuel Urbain (PMU)**

Créés en 2013 par la loi de pays n° 2013-3 du 4 juin 2013, leur taux a été fixé par délibération du Congrès n°278 du 13 juin 2013 à 20% du produit brut des jeux issu de l'activité du Pari mutuel urbain (PMU) en Nouvelle-Calédonie.

Les recettes 2017 sont estimées à **35 millions XPF**.

### **3. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE**

Les dotations spécifiques versées par la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à **2,433 milliards XPF** répartis sur les programmes suivants :

<b>PROGRAMME</b>	<b>BP 2017</b>	<b>BP 2016</b>	<b>var %</b>
19-MEDICO-SOCIAL	<b>1 478 000 000</b>	1 462 000 000	1%
31-EMPLOI	<b>560 000 000</b>	460 000 000	22%
21-RESEAU ROUTIER	<b>215 075 897</b>	228 700 000	-6%
25-ENVIRONNEMENT	<b>122 365 000</b>	0	.
29-AMENAGEMENT RURAL	<b>25 000 000</b>	25 000 000	0%
16-JEUNESSE	<b>17 000 000</b>	17 000 000	0%
23-COURS D'EAU	<b>16 500 000</b>	25 300 000	-35%
20-SANTE PUBLIQUE	<b>0</b>	32 000 000	-100%
<b>TOTAL</b>	<b>2 433 940 897</b>	<b>2 250 000 000</b>	<b>8%</b>

#### **3.1. Le secteur médico-social**

Les dotations de ce programme s'élèvent à **1,478 milliard XPF** comprenant :

- 850 millions XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au dispositif de minimum vieillesse pour les personnes âgées sur la base d'une allocation maximale de 85 000 XPF par mois et par bénéficiaire sous condition de ressources, d'âge et de résidence, dont 31 000 XPF à la charge de la province Sud.
- 610 millions XPF pour le remboursement des frais de placements des mineurs sous protection judiciaire dans les foyers et les familles d'accueil,
- 10 millions XPF au titre de la délégation relative à l'organisation sociale et médico-sociale,
- 8 millions XPF au titre du remboursement des frais d'enquêtes sociales.

#### **3.2. L'emploi**

Les recettes sont inscrites à hauteur de **560 millions XPF** comprenant :

- 430 millions XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au programme de placement des demandeurs d'emplois,
- 100 millions XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au Plan d'Urgence Local de Soutien à l'Emploi (PULSE),
- 30 millions XPF pour la mise à disposition de personnels du programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC).

#### **3.3. Le réseau routier**

Les recettes s'élèvent à **215,1 millions XPF** comprenant :

- 205,2 millions XPF pour l'entretien de la voirie territoriale, délégué à la province par la Nouvelle-Calédonie. Un montant de 170 millions XPF est inscrit en dépenses.
- 9,9 millions XPF pour la contribution pour déprédation de voirie.

#### **3.4. L'environnement**

**122,3 millions XPF** de recettes de la Nouvelle-Calédonie au titre de la taxe de soutien aux actions de lutte contre les pollutions (TAP).

#### **3.5. L'aménagement rural**

**25 millions XPF** de recettes au titre de la gestion pour le compte de la Nouvelle-Calédonie des forages en eau.

#### **3.6. La jeunesse**

**17 millions XPF** sont versés par la Nouvelle-Calédonie pour le contrôle des Centres de Vacances et de Loisirs (CVL) délégué à la province Sud par convention depuis 2007.

#### **3.7. L'entretien des cours d'eau**

**16,5 millions XPF** de recettes en provenance de la Nouvelle-Calédonie et l'Agence pour la Prévention et l'Indemnisation des Calamités Agricoles ou Naturelles (APICAN) pour couvrir les dépenses effectuées par la province pour l'entretien des cours d'eau.

#### **4. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES**

Les recouvrements et participations diverses s'élèvent à **543,6 millions XPF** répartis sur les programmes suivants :

<b>PROGRAMME</b>	<b>BP 2017</b>	<b>BP 2016</b>	<b>var %</b>
17-AIDE MEDICALE	<b>455 000 000</b>	445 500 000	2%
20-SANTE PUBLIQUE	<b>55 000 000</b>	55 000 000	0%
25-ENVIRONNEMENT	<b>24 388 500</b>	36 461 447	-33%
22-INFRASTRUCTURE AERIENNE	<b>7 700 000</b>	7 700 000	0%
01-ADMINISTRATION	<b>1 500 000</b>	0	.
<b>TOTAL</b>	<b>543 588 500</b>	<b>544 661 447</b>	<b>0%</b>

##### **4.1 L'aide médicale**

Les recettes s'élèvent à **455 millions XPF** et comprennent :

- 450 millions XPF de remboursement opéré par la CAFAT et les mutuelles au titre du tiers-payant assuré par la province Sud dans le cadre de l'aide médicale gratuite,
- 5 millions XPF de remboursement de sommes indûment perçues par des ressortissants de l'aide médicale de la Nouvelle-Calédonie.

##### **4.2 La santé publique**

**55 millions XPF** au titre des remboursements, par la CAFAT, des consultations effectuées au bénéfice des ressortissants de l'aide médicale dans les circonscriptions médicales.

##### **4.3 L'environnement**

Les participations s'élèvent à **24,3 millions XPF** et comprennent notamment :

- **12,3 millions XPF** en provenance de l'ADEME au titre de l'accord-cadre 2011-2015 pour le financement partiel d'un programme de subventions et d'interventions avec notamment :
  - 3,0 millions XPF pour des études relatives à l'élimination des boues d'hydrocarbures,
  - 2,5 millions XPF pour un appel à projet pour développer les alternatives aux sacs plastiques,
  - 2,5 millions XPF pour un appel à projet pour une formulation sur les déchets organiques,
  - 1,4 millions XPF pour l'organisation de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD 2017),
  - 0,7 million XPF pour la mise en œuvre d'une formation en faveur des communes destinées à harmoniser les outils de suivis et à maîtriser les coûts de traitement et de collecte des déchets.
- **12,0 millions XPF** en provenance de la Communauté du Pacifique Sud (CPS) au titre de la convention INTEGRE (Initiative des Territoires pour la Gestion Régionale de l'Environnement) pour renforcer la gestion participative locale, la gestion de la fréquentation des milieux marins et côtiers du Grand Lagon Sud (GLS) et élaborer un schéma d'orientation de gestion environnementale.

##### **4.4 Les infrastructures aériennes**

**7,7 millions XPF** pour le remboursement, par le locataire, des frais d'entretien des locaux de l'aérodrome de l'île des pins.

##### **4.5 L'administration**

**1,5 millions XPF** au titre de divers remboursements au titre de dommages et intérêts.

## 5. LES RECETTES DES SERVICES

500,8 millions XPF de recettes des services sont proposées, répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME	BP 2017	BP 2016	var %
01-ADMINISTRATION	261 186 719	320 533 719	-19%
25-ENVIRONNEMENT	73 184 900	41 400 000	77%
20-SANTE PUBLIQUE	55 000 000	57 000 000	-4%
15-SPORTS	32 400 000	32 400 000	0%
11-INTERNATS	26 000 000	26 000 000	0%
16-JEUNESSE	24 000 000	23 000 000	4%
26-URBANISME	20 000 000	0	.
22-INFRASTRUCTURE AERIENNE	2 740 000	3 440 000	-20%
30-TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	2 619 000	2 619 000	0%
40-STATIONS PROVINCIALES	2 000 000	1 000 000	100%
21-RESEAU ROUTIER	1 720 000	500 000	244%
<b>TOTAL</b>	<b>500 850 619</b>	<b>507 892 719</b>	<b>-1%</b>

### 5.1 L'administration

261,1 millions XPF qui concernent principalement :

- les locations d'immeubles provinciaux 126,5 millions XPF,
- les locations de terrains 63,0 millions XPF,  
dont 22 millions XPF au titre des stations-services sur les voies express  
et 38,7 millions XPF au titre de baux sur lots industriels
- les redevances d'occupation du domaine public maritime 61,0 millions XPF,
- les prestations du bureau de gestion agricole 5,0 millions XPF,
- la location des logements provinciaux 2,1 millions XPF,
- la location des installations de KOWE KARA 2,0 millions XPF.

### 5.2 L'environnement

73,1 millions XPF comprenant essentiellement :

- les droits d'entrée, la vente de produits et les locations du parc zoologique  
et forestier « Michel CORBASSON » 32,1 millions XPF,
- les droits d'entrée du parc provincial de la Rivière Bleue 15,9 millions XPF,
- la vente d'eau brute au Sheraton de Déva 11,2 millions XPF,
- le remboursement des frais d'enquêtes relatives aux installations  
classées pour la protection de l'environnement (ICPE) 7,9 millions XPF,
- les droits d'entrée des sites du Grand Sud 6,0 millions XPF.

### 5.3 La santé publique

55 millions XPF pour la facturation des soins médicaux dispensés dans les circonscriptions médicales.

### 5.4 Les sports

32,4 millions XPF comprenant :

- les participations aux activités du Centre des Activités Nautiques (CAN) 30,0 millions XPF,
- les participations des tiers aux camps de vacances 2,4 millions XPF.

### 5.5 Les internats

26 millions XPF comprenant :

- les participations des parents d'élèves et des autres provinces aux frais de  
pensions et demi-pensions des enfants accueillis dans les internats provinciaux  
de Bourail et de La Foa, 17,0 millions XPF,
- la fourniture de repas aux écoles primaires 9,0 millions XPF.

### 5.6 La jeunesse

24 millions XPF au titre des participations des tiers aux frais de restauration et d'hébergement au centre d'accueil permanent (CAP) de Poé.

### 5.7 L'urbanisme

**20 millions XPF** au titre des redevances aux titres des dépôts de déchets inertes.

### 5.8 Les autres postes de recettes

**9,1 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- locations des locaux des aérodromes provinciaux de l'Ile des pins, de Ouatom et de Poé 2,7 millions XPF,
- locations des locaux de la gare routière de Montravel 2,6 millions XPF,
- produits d'exploitation des stations provinciales 2,0 millions XPF,
- remboursements par les assurances des dégâts occasionnés par les usagers sur la voirie provinciale 1,7 millions XPF.

## 6. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Les participations sur opérations contractualisées concernent les participations de l'Etat au titre du projet de contrat de développement Etat/province Sud 2017-2021.

Les participations attendues de l'Etat, pour **222,0 millions XPF** concernent les opérations suivantes :

- l'insertion avec les chantiers de jeunes 75,0 millions XPF,
- l'insertion avec la lutte contre l'exclusion à la tribu de Saint-Louis 15,0 millions XPF,
- la vie scolaire avec les actions d'accompagnement scolaire 90,0 millions XPF,
- l'emploi avec le dispositif des PPIC au titre du soutien scolaire 22,5 millions XPF,
- le fonctionnement des internats d'excellence 19,5 millions XPF.

PROGRAMME	BP 2017	BP 2016	var %
33-INSERTION	90 000 000	123 442 500	-27%
12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	90 000 000	52 500 000	71%
31-EMPLOI	22 500 000	22 500 000	0%
11-INTERNATS	19 500 000	18 000 000	8%
<b>TOTAL</b>	<b>222 000 000</b>	<b>216 442 500</b>	<b>3%</b>

## 7. LES RECETTES DES COMMUNES

**91,8 millions XPF** de participations des communes sont proposées, répartis sur les programmes suivants :

PROGRAMME	BP 2017	BP 2016	var %
12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	87 345 000	85 400 000	2%
30-TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	4 500 000	3 950 000	14%
<b>TOTAL</b>	<b>91 845 000</b>	<b>89 350 000</b>	<b>3%</b>

Les participations des communes concernent les opérations suivantes :

- opération développement de l'internet à l'école (ODI) 85,8 millions XPF,
- participation de la Ville de Nouméa pour l'entretien de la gare de Montravel 4,5 millions XPF.

## 8. LES MOUVEMENTS FINANCIERS

**70 millions XPF** de recettes en provenance de la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) au titre des intérêts fixes.

## CHAPITRE 2 – LES DEPENSES REELLES

Les dépenses du budget primitif 2017 en mouvements réels s'élèvent **56,5 milliards XPF**, en diminution de -463,2 millions XPF par rapport au budget primitif 2016 (-0,8%).

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des emplois par critères et section :

CRITERE	BP 2017		Total BP 2017	BP 2016		Total BP 2016	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
01IPH INV PROVINCIAUX - HCD	4 726 919 329	0	4 726 919 329	5 009 725 047	0	5 009 725 047	-6%	.	-6%
02ITH INV POUR TIERS - HCD	175 250 000	0	175 250 000	713 794 000	0	713 794 000	-75%	.	-75%
03OPC INV - OPC	1 645 620 951	0	1 645 620 951	788 947 439	0	788 947 439	109%	.	109%
04PER PERSONNEL ET ELUS	0	20 718 360 000	20 718 360 000	0	20 260 765 000	20 260 765 000	.	2%	2%
05FON FONC DES SCES	0	1 600 221 000	1 600 221 000	0	1 742 484 400	1 742 484 400	.	-8%	-8%
06INT INTERVENTIONS - HCD	0	18 360 845 682	18 360 845 682	0	18 279 069 434	18 279 069 434	.	0%	0%
07SUB SUBVENTIONS - HCD	2 091 054 528	3 832 449 834	5 923 504 362	2 065 153 521	4 087 309 224	6 152 462 745	1%	-6%	-4%
08OPC INTERVENTIONS - OPC	0	594 676 000	594 676 000	0	435 748 421	435 748 421	.	36%	36%
10FIN MVTS FINANCIERS	145 000 000	151 500 000	296 500 000	36 000 000	795 000 000	831 000 000	303%	-81%	-64%
11EMP EMPRUNTS	1 914 800 000	601 100 000	2 515 900 000	2 122 000 000	685 000 000	2 807 000 000	-10%	-12%	-10%
<b>TOTAL</b>	<b>10 698 644 808</b>	<b>45 859 152 516</b>	<b>56 557 797 324</b>	<b>10 735 620 007</b>	<b>46 285 376 479</b>	<b>57 020 996 486</b>	<b>0%</b>	<b>-1%</b>	<b>-0,8%</b>

Entre 2017 et 2016, on constate que :

- les investissements directs augmentent de +170 millions XPF (+2%)
- les dépenses de gestion augmentent de +301,1 millions XPF (+0,7%) comprenant :
  - les rémunérations et charges afférentes, en croissance de 457,6 millions XPF (+2,3%),
  - le fonctionnement des services, en diminution de -142,3 millions XPF (-8,2%),
  - les interventions et subventions de fonctionnement, en diminution de 14,1 millions XPF (-0,1%),
- l'annuité de l'emprunt est en diminution de -291,1 millions XPF (-10,4%),
- les mouvements financiers s'élèvent à 151,5 millions XPF et comprennent une provision pour litige à hauteur de 25 millions XPF.

En mouvements réels, la structure des dépenses 2017 se présente comme suit par grands postes :

CRITERE	BP 2017		Total BP 2017	BP 2016		Total BP 2016	var %		Total var %
	INV	FONC		INV	FONC		INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	8 783 844 808		8 783 844 808	8 613 620 007		8 613 620 007	2%		2,0%
DEPENSES DE GESTION		45 106 552 516	45 106 552 516		44 805 376 479	44 805 376 479		0,7%	0,7%
<i>Rémunérations et charges</i>		20 718 360 000	20 718 360 000		20 260 765 000	20 260 765 000		2%	2,3%
<i>Fonctionnement des services</i>		1 600 221 000	1 600 221 000		1 742 484 400	1 742 484 400		-8%	-8,2%
<i>Interventions et subventions</i>		22 787 971 516	22 787 971 516		22 802 127 079	22 802 127 079		0%	-0,1%
ANNUITE DE L'EMPRUNT	1 914 800 000	601 100 000	2 515 900 000	2 122 000 000	685 000 000	2 807 000 000	-10%	-12%	-10,4%
MOUVEMENTS FINANCIERS		151 500 000	151 500 000		795 000 000	795 000 000	.	-81%	-80,9%
<b>TOTAL</b>	<b>10 698 644 808</b>	<b>45 859 152 516</b>	<b>56 557 797 324</b>	<b>10 735 620 007</b>	<b>46 285 376 479</b>	<b>57 020 996 486</b>	<b>0%</b>	<b>-1%</b>	<b>-0,8%</b>

## SECTION 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs comprennent toutes les dépenses d'équipement à l'exception du remboursement en capital des emprunts.

Pour 2017, ces investissements directs s'élèvent à **8,783 milliards XPF** avec la répartition suivante par programme :

PROGRAMME	BP 2017	BP 2016	var %
18 HABITAT SOCIAL	1 445 239 460	1 348 436 349	7%
20 SANTE PUBLIQUE	178 000 000	194 200 000	-8%
19 MEDICO-SOCIAL	138 720 000	386 329 672	-64%
01 ADMINISTRATION	24 760 000	12 660 000	96%
<b>FONCTION 4-SANTE-SOCIAL</b>	<b>1 786 719 460</b>	<b>1 941 626 021</b>	<b>-8%</b>
07 COLLEGES PUBLICS	1 570 225 824	1 263 800 000	24%
11 INTERNATS	29 000 000	43 560 000	-33%
10 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	14 250 000	0	.
09 ENSEIGNEMENT PRIVE	12 500 000	37 750 000	-67%
01 ADMINISTRATION	3 000 000	3 300 000	-9%
<b>FONCTION 2-ENSEIGNEMENT</b>	<b>1 628 975 824</b>	<b>1 348 410 000</b>	<b>21%</b>
45 EQUIPEMENT COMMUNAL	1 292 839 309	1 289 016 324	0%
<b>FONCTION 10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX</b>	<b>1 292 839 309</b>	<b>1 289 016 324</b>	<b>0%</b>
21 RESEAU ROUTIER	1 105 650 000	1 572 132 000	-30%
22 INFRASTRUCTURE AERIENNE	66 700 000	126 700 000	-47%
24 INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	50 000 000	20 000 000	150%
30 TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	500 000	500 000	0%
<b>FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>	<b>1 222 850 000</b>	<b>1 719 332 000</b>	<b>-29%</b>
34 SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	625 000 000	450 000 000	39%
25 ENVIRONNEMENT	146 000 000	126 500 000	15%
38 TOURISME	115 000 000	98 500 000	17%
40 STATIONS PROVINCIALES	70 900 000	33 000 000	115%
39 EXPANSION GENERALE	15 080 000	79 960 615	-81%
33 INSERTION	8 700 000	2 500 000	248%
37 AGRICULTURE	7 000 000	26 400 000	-73%
31 EMPLOI	600 000	0	.
01 ADMINISTRATION	400 000	400 000	0%
35 PECHE ET AQUACULTURE		800 000	-100%
<b>FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT° PROFESSIONNELLE</b>	<b>988 680 000</b>	<b>818 060 615</b>	<b>21%</b>
27 ZIZA-ZAC	300 000 000	0	.
25 ENVIRONNEMENT	291 996 710	187 900 000	55%
26 URBANISME	170 000 000	114 000 000	49%
29 AMENAGEMENT RURAL	95 000 000	65 300 000	45%
01 ADMINISTRATION	10 000 000	2 000 000	400%
<b>FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>	<b>866 996 710</b>	<b>369 200 000</b>	<b>135%</b>
01 ADMINISTRATION	668 583 505	805 260 047	-17%
02 INSTITUTIONS	2 500 000	5 000 000	-50%
<b>FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>671 083 505</b>	<b>810 260 047</b>	<b>-17%</b>
13 PATRIMOINE	118 150 000	127 350 000	-7%
15 SPORTS	106 020 000	78 915 000	34%
14 CULTURE	40 000 000	0	.
16 JEUNESSE	18 780 000	9 100 000	106%
01 ADMINISTRATION	200 000	700 000	-71%
<b>FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>	<b>283 150 000</b>	<b>216 065 000</b>	<b>31%</b>
46 TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	42 550 000	101 650 000	-58%
<b>FONCTION 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE</b>	<b>42 550 000</b>	<b>101 650 000</b>	<b>-58%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 783 844 808</b>	<b>8 613 620 007</b>	<b>2%</b>

La répartition des propositions des crédits par type de financement se présente comme suit :

Financement	HCD	CD	CA	CCA	CPEC	PCI	CI
HCD	6 931 534 372						
OPC		1 033 720 800	346 151 388	206 689 485	157 225 000	93 193 763	15 330 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 931 534 372</b>	<b>1 033 720 800</b>	<b>346 151 388</b>	<b>206 689 485</b>	<b>157 225 000</b>	<b>93 193 763</b>	<b>15 330 000</b>

HCD : opérations hors contrat

OPC : opérations sous contrats comprenant les contrats suivants :

- CD : Contrat de Développement
- CA : Contrat d'Agglomération
- CCA : Convention-Cadre ADEME
- CPEC : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur
- CI : Contrat de développement Inter-collectivités
- PCI : Programmes en faveur des Communes de l'Intérieur

## 1. L'HABITAT SOCIAL ET LA SANTE PUBLIQUE

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **1,787 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### Programme 18 – Habitat social

**1,445 milliard XPF** répartis comme suit par opération et financement :

#### → L'aide à l'habitat groupé

**902,5 millions XPF** pour le financement des aides à la pierre attribuées aux opérateurs sociaux tels que la SEM AGGLO, la Société Immobilière de Calédonie (SIC) et le Fonds Calédonien de l'Habitat (FCH) pour la réalisation de logements locatifs aidés (LLA).

Ces crédits se répartissent comme suit par financement :

- 451,8 millions XPF hors contrat de plan,
- 410 millions XPF sur le CD 2017-2021,
- 40,7 millions XPF sur le CD 2011-2016.

#### → L'aide à l'habitat individuel

**500 millions XPF** de crédits, sur CD 2017-2021, destinés aux actions suivantes :

- les aides à l'accession et à la construction 394 millions XPF,
- l'aménagement et la réhabilitation des logements existants avec l'Office pour l'amélioration des Logements (OPAL) 106 millions XPF.

#### → Les autres opérations

**42,7 millions XPF** de crédits comprenant :

- la réalisation d'études spécifiques en matière d'habitat 25,0 millions XPF,
- les études préalables dans le cadre de la résorption de la presque île océanienne 17,7 millions XPF.

### Programme 20 – Santé publique

**178 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la construction de la maison de santé de Waho à Yaté, financée sur CD 2011-2016 et 2017-2021 60,0 millions XPF,
- l'acquisition et le renouvellement du matériel médical dans les centres médicaux 40,0 millions XPF,
- l'achèvement et l'équipement de la maison de santé de Dumbéa-sur-mer, dont 1 million XPF sur CD 2011-2016, 37,0 millions XPF,
- l'entretien, la rénovation et l'équipement des centres médicaux 34,0 millions XPF,
- l'extension et la rénovation de la maison de la santé de Thio 7,0 millions XPF.

### Programme 19 – Médico-social

**138,7 millions XPF** répartis comme suit par opération et financement :

- l'achèvement et l'équipement du foyer de l'enfance à Dumbéa-sur-mer, dont 5 millions XPF sur CD 2011-2016, 114,0 millions XPF,
- la participation aux travaux d'aménagement des locaux des associations dont 7 millions XPF pour le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) et 4 millions XPF pour l'Instance de Coordination Gérontologique (ICG), 13,2 millions XPF,
- l'entretien, la rénovation et l'équipement des foyers 11,5 millions XPF.



## Programme 01 – Administration

**24,8 millions XPF** comprenant 15 millions XPF pour l'acquisition d'une ambulance pour le CMS de l'Ile des pins, 4 millions XPF pour l'achat de divers mobiliers et matériels et 3 millions XPF pour des travaux de bâtiments.

## 2. L'ENSEIGNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **1,629 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### Programme 07 - Collèges publics

Le programme de construction, de rénovation et d'équipements des collèges s'élève à **1,570 milliard XPF** pour l'exercice 2017 décomposé comme suit :

#### → Le collège APOGOTI

**863 millions XPF** de crédits pour la poursuite de la construction du collège APOGOTI à Dumbéa-sur-mer.

#### → L'entretien, la rénovation et l'équipement des collèges

**148 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- |   |                  |
|---|------------------|
| ▪ les travaux de sécurité et d'hygiène dans divers collèges | 80 millions XPF, |
| ▪ divers travaux d'aménagement dans les collèges            | 45 millions XPF, |
| ▪ la réfection des logements de fonction                    | 15 millions XPF, |
| ▪ le renouvellement des équipements                         | 8 millions XPF.  |

#### → La dotation d'équipement aux collèges publics

**135 millions XPF** de crédits de subventions répartis comme suit :

- |  |                     |
|--|---------------------|
| ▪ une dotation d'équipement pour l'acquisition de matériel pédagogique, de mobiliers et de manuels scolaires et la réalisation de petits travaux | 130,0 millions XPF, |
| ▪ une dotation exceptionnelle pour l'acquisition de véhicule, de matériels et équipements sportifs   | 5,0 millions XPF.   |

#### → Le câblage informatique

**80 millions XPF** de crédits pour la poursuite du câblage informatique et l'amélioration des infrastructures existantes dans les collèges.

#### → Le collège MARIOTTI

**69,9 millions XPF** de crédits répartis comme suit :

- |   |                    |
|---|--------------------|
| ▪ la réfection de la peinture extérieure  | 37,9 millions XPF, |
| ▪ la construction d'un atelier pour les agents  | 19,9 millions XPF, |
| ▪ le réaménagement de la cuisine  | 8,6 millions XPF,  |
| ▪ les études pour la construction d'une salle dédiée à l'éducation physique et sportive | 3,4 millions XPF.  |

#### → Le désamiantage

**63,6 millions XPF** de crédits pour des travaux de désamiantage dans les collèges de Rivière-Salée, Mariotti et Magenta.

#### → Le matériel et l'équipement numérique

**60 millions XPF** de crédits destinés à l'acquisition de matériels informatiques et numériques pour l'équipement des collèges dans le cadre de l'opération « Collèges numériques ».

Ces crédits intègrent également l'acquisition d'appareils mobiles dans le cadre du projet « collège connecté ».

→ **Les travaux d'assainissement**

**50 millions XPF** de crédits pour la réfection des réseaux d'assainissement des collèges pour leur raccordement au réseau communal, dont 44,6 millions XPF pour les travaux au collège de Magenta et 5,5 millions XPF pour les études au collège Mariotti.

→ **Le collège de Rivière-Salée**

**46,2 millions XPF** de crédits pour les peintures extérieures.

→ **Les autres opérations**

**54,3 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- la construction d'un préau sportif et la réfection des vestiaires EPS au collège Francis CARCO de Koutio 17,7 millions XPF,
- la construction d'une lingère et l'aménagement des vestiaires au collège de Magenta 13,4 millions XPF,
- les peintures extérieures du collège de Boulari 8,7 millions XPF,
- les études pour la reconstruction du collège de Thio 8,1 millions XPF,
- une étude sur les poteaux de soutènement du collège d'Auteuil 3,0 millions XPF,
- les études pour la rénovation des salles de SVT et technologie et le suivi du mur Flize au collège BAUDOUX 2,9 millions XPF.

**Programme 11 - Internats**

**29 millions XPF** de crédits sont proposés et répartis sur les opérations suivantes :

- la rénovation et l'équipement des internats 20,0 millions XPF, comprenant notamment :
  - divers gros travaux de réfection 11,0 millions XPF,
  - divers travaux de sécurité et d'hygiène 6,0 millions XPF,
  - l'acquisition d'équipements et de matériels 3,0 millions XPF,
- la réfection de la devanture de l'internat de La Foa 7,0 millions XPF,
- la réfection de la charpente et de la toiture de l'internat de Bourail 2,0 millions XPF.

**Programme 10 – Enseignement supérieur**

**14,2 millions XPF** de crédits sont proposés au titre du CI 2017-2021 et répartis sur les opérations suivantes :

- l'extension de l'IUT, le réaménagement des laboratoires, l'équipement du pôle numérique et technologique (PNT) et l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur 8,0 millions XPF,
- la participation à la construction d'une antenne de l'Université de Nouvelle Calédonie en province Nord 6,2 millions XPF.

**Programme 09 - Enseignement privé**

**12,5 millions XPF** de crédits pour le solde de la participation 2016 aux travaux de mise aux normes et de rénovation des établissements de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC).

**Programme 01 – Administration**

**3 millions XPF** pour des aménagements dans les bâtiments.

### 3. L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élève à **1,293 milliard XPF**. Ces crédits se répartissent en études et subventions directes pour 1,160 milliard XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée pour 132,7 millions XPF.

#### **a. Le programme des subventions**

Le tableau ci-dessous présente le détail par fonction, sous-fonction et financement :

Foact'	SOUS-FONCTION	HCD	CA	CPEC	CCA	PCI	TOTAL
	GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	71	30 281 000	92 181 300	24 650 000	123 342 775	270 455 075
	GESTION DE L'EAU	73		47 530 938	79 700 000		127 230 938
	AUTRES	78	115 080 635				115 080 635
	URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS	76	23 564 748	10 801 650		5 000 000	39 366 398
	BIODIVERSITE, PROTECTION MARINE, PAYSAGES, AMENAGEMENT FORESTIER	74	29 000 000				29 000 000
	PRODUCTION ET MAITRISE DE L'ENERGIE	72				4 200 000	4 200 000
	<b>Fonction 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>		<b>197 926 383</b>	<b>150 513 888</b>	<b>104 350 000</b>	<b>123 342 775</b>	<b>9 200 000</b>
	SPORTS	32	5 000 000	135 625 000	27 500 000	28 250 000	196 375 000
	CULTURE	31	16 000 000	18 375 000			34 375 000
	AUTRES	38	10 800 000				10 800 000
	JEUNESSE (ACTION SOCIO-EDUCATIVE ET LOISIRS)	33		3 000 000			3 000 000
	<b>Fonction 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>		<b>31 800 000</b>	<b>157 000 000</b>	<b>27 500 000</b>	<b>28 250 000</b>	<b>244 550 000</b>
	SERVICES GENERAUX	02	200 000 000				200 000 000
	<b>Fonction 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>		<b>200 000 000</b>				<b>200 000 000</b>
	INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE	81		25 375 000		55 743 763	81 118 763
	<b>Fonction 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>			<b>25 375 000</b>		<b>55 743 763</b>	<b>81 118 763</b>
	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	21		24 637 500			24 637 500
	<b>Fonction 2-ENSEIGNEMENT</b>			<b>24 637 500</b>			<b>24 637 500</b>
	LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS (DONT AIDE MEDICALE)	55		14 000 000			14 000 000
	<b>Fonction 5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE</b>			<b>14 000 000</b>			<b>14 000 000</b>
	AGRICULTURE ET PECHE - SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS ET BIO SECURITE	92	10 500 000				10 500 000
	<b>Fonction 9-ECONOMIE</b>		<b>10 500 000</b>				<b>10 500 000</b>
	<b>TOTAL</b>		<b>440 226 383</b>	<b>346 151 388</b>	<b>157 225 000</b>	<b>123 342 775</b>	<b>93 193 763</b>

HCD : opérations hors contrat

OPC : opérations sous contrats 2011-2016 et 2017-2021 comprenant le CA : Contrat d'Agglomération, le CPEC : Contrat Province Sud-Etat-Communes de l'intérieur, la CCA : Convention-Cadre ADEME et le PCI : Programmes en faveur des Communes de l'Intérieur

#### → **L'aménagement et environnement**

**585,3 millions XPF** de crédits de paiement décomposés comme suit :

- la gestion des déchets et la lutte contre les pollutions 270,4 millions XPF,  
comportant :
  - les infrastructures communales de traitement et de stockage des déchets, 161,6 millions XPF,

OPERATION	CCA	HCD	CPEC	TOTAL
Construction de quais d'apport volontaire à Dumbéa	57 179 835			57 179 835
Construction d'une installation de stockage des déchets à l'île des pins	32 000 000		8 000 000	40 000 000
Réhabilitation des dépotoirs du SIVM SUD		30 281 000		30 281 000
Installations de points d'apport volontaire pour le verre à Nouméa	18 342 940			18 342 940
Réhabilitation du dépotoir de l'île des Pins	11 400 000			11 400 000
Installations de composteurs à Nouméa	4 420 000			4 420 000
<b>TOTAL</b>	<b>123 342 775</b>	<b>30 281 000</b>	<b>8 000 000</b>	<b>161 623 775</b>

Les opérations sur CCA sont financées à 50% par l'ADEME, soit une participation de 61,6 millions XPF.

- la réalisation de travaux d'assainissement dans les communes de l'agglomération au titre des CA 2011-2016 et 2017-2021 92,2 millions XPF,
- la réalisation de travaux d'assainissement dans les communes de l'intérieur au titre du CPEC 2017-2021 16,6 millions XPF,

- la gestion de l'eau 127,2 millions XPF,  
comprenant notamment :
  - les travaux d'adduction d'eau potable dans les communes de l'intérieur, sur CPEC 2017-2021 79,7 millions XPF,
  - les travaux d'adduction d'eau potable dans les communes de l'agglomération sur CA 2011-2016 et 2017-2021 47,5 millions XPF,
- des crédits qui seront répartis en fonction de l'avancement des dossiers et des justificatifs présentés par les communes 115,0 millions XPF,
- l'urbanisme, le logement et les espaces publics 39,4 millions XPF,  
comprenant notamment :
  - l'aménagement de la place du village de Poya 12,0 millions XPF,
  - les équipements urbains du CA 2017-2021 10,8 millions XPF,
  - l'élaboration et la révision des plans d'urbanisme directeur (PUD) des communes 7,7 millions XPF,
  - la construction du marché municipal de Poya et l'installation de grilles 3,8 millions XPF.
- la biodiversité, les paysages et l'aménagement forestier 29,0 millions XPF,  
comprenant :
  - l'aménagement du parc de la Dumbéa 20,0 millions XPF,
  - la participation aux investissements du Syndicat Mixte des Grandes Fougères (SMGF) 9,0 millions XPF.
- l'électrification de la maison commune de Moindah au titre du PCI 2011-2015. 4,2 millions XPF,

→ **La culture, jeunesse, sports et loisirs**

**244,5 millions XPF** de crédits de paiement décomposés comme suit :

- les équipements sportifs 196,4 millions XPF,  
comprenant notamment :
  - les équipements de proximité des CA 2011-2016 et 2017-2021 135,6 millions XPF,
  - les équipements de proximité du PCI 2011-2015 dont 26,2 millions XPF pour la réalisation de trois plateaux sportifs à Thio, 28,2 millions XPF,
  - les équipements de proximité du CPEC 2017-2021 27,5 millions XPF.
- les équipements culturels 34,4 millions XPF,  
comprenant notamment :
  - les équipements de proximité du CA 2011-2016 18,4 millions XPF,
  - la participation à la restauration de la fontaine Céleste 16,0 millions XPF.
- la participation à la restauration du fort de Téremba 10,8 millions XPF.
- les équipements de jeunesse du CA 2017-2021 3,0 millions XPF,

→ **L'administration générale**

**200 millions XPF** de crédits qui seront répartis en fonction de l'avancement des dossiers et des justificatifs présentés par les communes.

→ **Les transports et communication**

**81,1 millions XPF** de crédits de paiement comprenant notamment :

- les travaux de voirie sur PCI 2011-2015 55,7 millions XPF,
- les travaux de voirie sur CPEC 2017-2021 25,4 millions XPF.

→ **L'enseignement**

**24,6 millions XPF** de crédits de paiement pour les équipements scolaires sur CA 2011-2016 et CA 2017-2021.

→ **La protection et l'action sociale**

**14 millions XPF** de crédits de paiement pour les équipements de proximités sur CA 2011-2016.

→ **L'économie**

**10,5 millions XPF** de crédits de paiement pour une participation à la modernisation des hippodromes.

**b. Le programme des maitrises d'ouvrage déléguées**

Pour l'exercice 2017, les crédits proposés pour les opérations en faveur des communes, réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée, s'élèvent ainsi à **132,7 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

OPERATION	COMMUNE	SECTEUR	DEPENSES	RECETTES (PM)
CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	toutes communes	enseignement	55 000 000	0
MD-ROUTE MUNICIPALE 15	MONT-DORE	voirie	40 000 000	0
EXTENSION DES PISTES DE TINA	NOUMEA	sports	13 400 000	0
BOUCLES DE TINA	NOUMEA	sports	13 300 000	0
YATE-ROUTES MUNICIPALES 10 & 12	YATE	voirie	10 000 000	0
PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	toutes communes	patrimoine	1 000 000	0
<b>TOTAL</b>			<b>132 700 000</b>	<b>0</b>

#### **4. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **1,223 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

##### **Programme 21 - Réseau routier**

**1,105 milliard XPF** financés en totalité hors contrat de plan et répartis comme suit par opérations :

Libellé de l'opération	TOTAL
RENFORCEMENT RP RESEAU SUD 2015-2019	200 000 000
RECONSTRUCTIONS OUVRAGES D'ART 2015-2019	188 000 000
SECURISATION DES TALUS 2015-2019	150 000 000
REPARAT° & CONFORMITE OUVRAG. ART 15-19	127 000 000
SECURISATION 2015-2019	127 000 000
RENFORCEMENT RP RESEAU NORD 2015-2019	125 000 000
AMENAGEMENT DES ROUTES 2015-2019	120 000 000
REPRISE D'OUVRAGE D'ASSAINISSEMENT 15-19	40 000 000
ETUDES SUR RESEAU ROUTIER 2015-2019	15 000 000
MATERIEL D'ENTRETIEN DE VOIRIE 2015-2019	7 050 000
TERRAINS - RESEAU ROUTIER	5 000 000
RESEAU ROUTIER - FRAIS D'INSERTION	1 600 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 105 650 000</b>

→ **Le renforcement des routes provinciales du réseau Sud**

**200 millions XPF** de crédits comprenant les travaux suivants :

- la réfection des chaussées sur diverses routes provinciales 100,0 millions XPF,
- le renforcement de la RP7-route de Numbo 50,0 millions XPF,
- le renforcement de la VE2 50,0 millions XPF.

→ **La reconstruction d'ouvrages d'arts**

**188 millions XPF** d'études et de travaux comprenant :

- l'achèvement de la reconstruction du radier Brinon sur la RP18-route de Sarraméa 95,0 millions XPF,
- la reconstruction de la virole sur la rue Auer 60,0 millions XPF,
- l'achèvement de la reconstruction de l'ouvrage Châtelain sur la RP1- route du Sud à Plum 15,0 millions XPF,
- la reconstruction du pont FIORI sur la RP5-route du col d'Amieu 10,0 millions XPF,
- les études préalables à la reconstruction des ouvrages 8,0 millions XPF.

→ **La sécurisation des talus**

**150 millions XPF** pour les travaux de sécurisation de la RP4-Route de Thio, financés pour moitié par le Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) qui participe à la réalisation d'équipements publics collectifs dans l'outre-mer.

→ **Les réparations et la mise en conformité des ouvrages d'art**

**127 millions XPF** de crédits concernant notamment les travaux suivants :

- la réparation du pont de Rivière Salée 50,0 millions XPF,
- la réparation du pont de Kenu In 35,0 millions XPF,
- la mise en conformité des dispositifs de retenues 22,0 millions XPF,
- l'achèvement du pont de Nakalé à Thio 5,0 millions XPF,
- les inspections détaillées et les diagnostics « béton » 5,0 millions XPF.

→ **La sécurisation routière**

**127 millions XPF** de travaux d'éclairage, de signalisation directionnelle, de traitement des obstacles latéraux et de sécurisation des cheminements piétonniers comprenant :

- l'installation de dispositif de retenue et anti-franchissement dont 20 millions XPF pour la VE2 et 20 millions XPF sur le secteur de Montravel-Impérial, 48,0 millions XPF,
- la sécurisation des carrefours sur les routes provinciales (RP1, RP3, RP17) 30,0 millions XPF,
- l'éclairage public sur la RP1-route du Sud, section de Saint-Louis 30,0 millions XPF,
- les équipements d'exploitation routière 13,0 millions XPF,
- la signalisation sur la RP1 – route du Sud 6,0 millions XPF.

→ **Le renforcement des routes provinciales du réseau Nord**

**125 millions XPF** de crédits pour la seconde tranche du renforcement de la RP5-route du col d'Amieu.

→ **L'aménagement des routes**

**120 millions XPF** d'études et de travaux comprenant :

- la fin des travaux de doublement de la VE2 à Koutio 70,0 millions XPF,
- la fin de la réalisation d'un giratoire d'accès pour le lycée du Mont-Dore 50,0 millions XPF.

→ **La reprise des ouvrages d'assainissement**

**40 millions XPF** de travaux comprenant :

- la réalisation de caniveaux bétonnés sur la RP4-route de Thio 20,0 millions XPF,
- la réalisation d'ouvrages sur la RP2-route de la corniche 20,0 millions XPF.

→ **Les autres opérations**

**28,6 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- des études préalables à la réalisation de travaux 15,0 millions XPF,
- l'acquisition de divers matériels pour l'entretien de la voirie 7,0 millions XPF,
- l'acquisition de terrain pour la réalisation de routes 5,0 millions XPF,
- les frais d'insertion pour les avis d'appel d'offres 1,6 million XPF.

## Programme 22 - Infrastructure aérienne

66,7 millions XPF répartis sur les opérations suivantes :

### → L'aérodrome de Moué à l'Île des pins

55,3 millions XPF de travaux comprenant notamment :

- les aménagements et le gros entretien des installations 26,0 millions XPF,  
avec :
  - 10 millions XPF pour des travaux anticorrosion et d'étanchéité sur la tour de contrôle
  - 8 millions XPF pour les peintures extérieures et la révision des menuiseries des bâtiments,
  - 8 millions XPF pour l'installation d'une cuve à carburant,
  
- l'acquisition d'équipements aéronautiques 9,7 millions XPF,
- la réalisation de travaux de déboisement 6,0 millions XPF,
- une étude sur la glissance et la portance de la piste 5,0 millions XPF,
- l'acquisition de divers matériels 5,0 millions XPF.

### → L'aérodrome de Poé

7,8 millions XPF de crédits dont 5 millions XPF pour l'élargissement de la piste et 1,7 million XPF pour une étude de la glissance de la piste.

### → Les autres opérations

3,6 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'aérodrome de Ouatom 1,8 million XPF  
pour des travaux de maintenance et l'entretien du matériel,
- les hélistations 1,8 million XPF  
pour l'équipement des sites des îlots Maître et Amédée.

## Programme 24 - Infrastructure portuaire

50 millions XPF pour l'aménagement du petit wharf de Kuto.

## Programme 30 - Transport public terrestre

0,5 million XPF pour des travaux d'aménagement de la gare routière de Montravel.

## **5. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION**

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **988,7 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### **Programme 34 - Soutien à l'investissement**

Les crédits relatifs au soutien à l'investissement s'élèvent à **625 millions XPF**.

Au titre des aides à l'investissement, les crédits inscrits à hauteur de 595 millions XPF se répartissent sur les opérations suivantes :

- secteur rural, maritime et développement durable (PPAP) 400 millions XPF,  
comprenant :
  - 200 millions XPF pour les dossiers agréés à compter de 2017 au titre du dispositif de soutien à la PPAP (DISPPAP),
  - 120 millions XPF pour les dossiers agréés en 2015 et 2016 au titre du Code des Aides pour le soutien à l'Economie (CASE),
  - 80 millions XPF pour les dossiers agréés en 2016 au titre des mesures transitoires.
  
- secteur commercial et artisanal 85 millions XPF,  
dans le cadre du CASE,
  
- plan d'urgence local pour le soutien de l'économie (PULSE) 80 millions XPF,  
dans le cadre du CASE,
  
- secteur touristique 30 millions XPF.  
dans le cadre du CASE.

Au titre des fonds de développement et de soutien, les crédits inscrits à hauteur de 30 millions XPF se répartissent comme suit :

- le fonds de garantie de la province Sud (FGPS) 20 millions XPF,
- le plan d'urgence de l'industrie touristique 10 millions XPF.

### **Programme 25 – Environnement**

**146 millions XPF** de crédits pour l'aménagement du domaine de Déva, comprenant notamment :

- les infrastructures principales et les réseaux annexes 70,0 millions XPF,  
dont 55 millions XPF pour l'aménagement de l'entrée  
et 15 millions XPF pour la poursuite de la réalisation de la route
  
- la mise en valeur touristique et le développement économique du  
domaine de Déva, confiés par convention à la SEM Mwe Ara 40,0 millions XPF,
  
- la poursuite de l'aménagement des espaces annexes de la vallée Tabou 17,5 millions XPF,
  
- les études et les travaux pour la construction d'un bâtiment  
pour le Peloton de Surveillance et d'Intervention à Cheval (PSIC)  
de la gendarmerie nationale 16,0 millions XPF,
  
- l'achèvement du sentier de découverte de la biodiversité au marais Fournier 2,5 millions XPF.



L'ensemble des crédits relatifs au domaine de Déva s'élève à 342,5 millions XPF et se répartissent comme suit :

#### SECTION D'INVESTISSEMENT

RUBRIQUES	DIR	BP 2017
INFRASTRUCTURES ET RESEAUX-TRAVAUX	DEPS	70 000 000
MISE EN VALEUR TOURISTIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DFA	40 000 000
ESPACES ANNEXES VALLEE TABOU	DC	17 500 000
BATIMENT PSIC	DEPS	16 000 000
SENTIERS MARAIS FOURNIER & FORET SECHE-TRAVAUX	DEPS	2 500 000
		<b>146 000 000</b>

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

RUBRIQUES	DIR	BP 2016
MISE EN VALEUR TOURISTIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DFA	160 000 000
ENTRETIEN ET SUIVI RESEAU DE L'EAU BRUTE	DDR	17 000 000
FESTIVAL DE DEVA	DC	15 000 000
ENTRETIEN ET REPARATION DES VOIES ET RESEAUX	DEPS	3 500 000
SUIVI ENVIRONNEMENTAL	DENV	1 000 000
		<b>196 500 000</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>342 500 000</b>
----------------------	--	--------------------

### Programme 38 – Tourisme

115 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'aménagement des sites touristiques 70,0 millions XPF,  
comprenant :
  - 40 millions XPF pour la sécurisation de la baie de Kanuméra,
  - 30 millions XPF pour la démolition des installations hôtelières de l'îlot Casy
- la zone d'accueil des croisiéristes à Kuto 30,0 millions XPF,
- la signalisation touristique, dans la région de Bourail essentiellement 15,0 millions XPF.

### Programme 40 - Stations provinciales

70,9 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'aménagement et l'équipement de la station zootechnique de Port-Laguerre 60,5 millions XPF,  
comprenant :
  - 30 millions XPF pour la rénovation et l'équipement de la stabulation,
  - 22 millions XPF pour la mise en place d'une conduite d'eau brute à partir d'une retenue collinaire,
  - 7 millions XPF pour l'importation d'embryons de race Brahman,
- la reprise de la conduite d'eau brute et l'équipement de la bio-fabrique de Saint-Louis 7,0 millions XPF,
- l'aménagement de la station aquacole de Saint-Vincent 3,4 millions XPF.

### Programme 39 - Expansion générale

15,1 millions XPF de crédits comprenant :

- des études relatives à la mise en œuvre d'un plan stratégique sur l'économie et l'emploi 14,0 millions XPF,
- la participation au financement des équipements scientifiques du Consortium de Coopération pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation en Nouvelle-Calédonie (CRESICA) sur CI 2017-2021 1,1 million XPF.

### Programme 33 – Insertion

**8,7 millions XPF** de crédits comprenant :

- une subvention à la Mission d'Insertion des Jeunes (MIJ) pour la mise en conformité électrique de ses locaux 5,7 millions XPF,
- la participation à l'acquisition de divers équipements nécessaires à la réalisation de chantiers d'insertion 3,0 millions XPF.

### Programme 37 – Agriculture

**7 millions XPF** de crédits comprenant :

- l'acquisition d'équipements pour les besoins des services 3,8 millions XPF,
- la participation aux investissements du centre d'expérimentation agronomique de l'ADECAL Technopole 3,2 millions XPF.

### Programme 31 - Emploi

**0,6 million XPF** de crédits pour l'achat de kits liés à la méthode de recrutement par simulation (MRS).

### Programme 01 – Administration

**0,4 million XPF** de crédits l'acquisition de matériel et mobilier pour les services.

## 6. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les investissements relatifs à l'aménagement et à l'environnement s'élèvent à **867 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opération :

### Programme 27 - Zones industrielles, artisanales et d'aménagement concerté

**300 millions XPF** pour une subvention d'équilibre à la Société d'Équipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL) au titre des ZAC de Dumbéa-sur-Mer et PANDA.

### Programme 25 – Environnement

**292 millions XPF** répartis principalement comme suit par opération et financement :

#### → La gestion des déchets

**83,3 millions XPF** de crédits comprenant :

- la réalisation de diverses études 45,0 millions XPF, avec notamment :
  - 10 millions XPF pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la filière « Emballages »,
  - 9 millions XPF pour la réalisation d'un centre de tri au Mont-Dore,
  - 8 millions XPF pour l'audit de schéma provincial de gestion des déchets,
  - 7 millions XPF pour une étude sur les impacts économiques de la suppression des sacs plastiques et les alternatives possibles,
  - 3 millions XPF pour la mise en œuvre d'une stratégie sur les déchets organiques,
  - 3 millions XPF pour la réglementation des déchets dangereux diffus.

- la participation à des projets relatifs au traitement des déchets avec notamment : 38,3 millions XPF
  - 25 millions XPF pour la construction d'une plate-forme de dépotage et de transit des boues d'hydrocarbures,
  - 8 millions XPF pour la valorisation des déchets non dangereux de plastique,
  - 5 millions XPF pour le traitement des fusées et signaux pyrotechniques périmés.

Ces études sont financées à 50% par l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

→ **Les aires protégées aménagées**

**65 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la conservation et la gestion de la biodiversité comprenant notamment : 28,0 millions XPF,
  - 12 millions XPF pour la réalisation du profil environnemental de la province Sud,
  - 5 millions XPF pour la reprise d'archives dans le cadre du projet de Centre de Ressources Environnementales (CRE),
  - 3,9 millions XPF pour l'inventaire paysager,
  - 2 millions XPF pour l'élaboration d'une stratégie de gestion des aires protégées.
  
- les aires aménagées du Grand Nouméa 11,0 millions XPF, comprenant notamment :
  - 6 millions XPF pour la pose de balises, mouillages et corps-morts,
  - 3 millions XPF pour le bilan et la rédaction de nouveaux plans des aires de gestion durable des ressources marines.
  
- les aires aménagées du Nord 6,0 millions XPF, pour la pose de balises, corps-morts, mouillages écologiques et de panneaux,
- l'élaboration de guides dans le cadre du dispositif de compensation environnementale 4,6 millions XPF,
- divers aménagements au Bois du Sud 4,5 millions XPF,
- divers aménagements au Cap N'Dua 3,0 millions XPF,
- divers aménagements sur les sites de la Madeleine et de Netcha 2,6 millions XPF.

→ **Le parc zoologique et forestier**

**56 millions XPF** de crédits destinés notamment à :

- la réfection des voiries intérieures 21,0 millions XPF,
- le gros entretien du parc 18,0 millions XPF, dont 12 millions XPF pour la remise en état du bâtiment des soigneurs,
- l'amélioration de l'accessibilité aux personnes handicapées et la sécurité des visiteurs 7,1 millions XPF,
- la modernisation des installations 6,4 millions XPF, dont 3 millions XPF pour l'agrandissement des volières.

→ **Le parc provincial de la rivière bleue**

**45 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- l'aménagement du parc 11,5 millions XPF, dont 9 millions XPF pour l'entretien et l'amélioration du réseau de pistes,
- la rénovation et l'aménagement des aires d'accueil 10,5 millions XPF,
- la réparation du pont PERIGNON 10,0 millions XPF,
- l'aménagement du camp des kaoris 5,0 millions XPF,
- l'aménagement des bâtiments du parc 5,0 millions XPF.

→ **La conservation et la gestion de la biodiversité**

**26,6 millions XPF** de crédits dont 25,1 millions XPF pour une étude sur l'abondance et les déplacements des requins.

Cette étude est réalisée en partenariat avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) qui met à la disposition de la collectivité toutes leurs compétences techniques et procède à l'analyse des données récoltées.

→ **La surveillance des milieux naturels**

**15 millions XPF** de crédits dont 13,3 millions XPF pour le gros entretien des unités de surveillance et 1,7 million XPF pour le renouvellement du matériel.

→ **Le fonds de compensation environnemental**

**1 million XPF** pour des opérations de conservation, de restauration ou de création de forêt sèche dans les espaces publics des communes du Grand Nouméa.

### **Programme 26 – Urbanisme**

**170 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- le stockage des déchets inertes 150,0 millions XPF,  
dont 80 millions XPF pour les travaux d'endigage et 70 millions XPF pour la mise en place d'un pont bascule,
- les études sur les zones inondables 10,0 millions XPF,
- les études portant sur des aménagements urbains 7,0 millions XPF,  
dont 5 millions XPF pour une zone industrielle ICPE sur Koutio-Koueta et 2 millions XPF pour le quartier de la Briqueterie,
- une étude relative à la valorisation des plages existantes 3,0 millions XPF.

### **Programme 29 – Aménagement rural**

**95 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **La gestion de la ressource en eau**

**57 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la participation aux travaux de recherche d'eau 32,0 millions XPF,
- la poursuite des diagnostics hydrauliques des cours d'eau de la côte ouest 17,0 millions XPF,
- la poursuite de l'étude du biseau d'eau salée sur les zones littorales de la côte ouest 8,0 millions XPF.

→ **Les périmètres irrigués collectifs**

**28 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- une étude d'irrigation du secteur de la Tontouta en prévision du développement de grandes cultures dans le cadre de la PPAP 18,0 millions XPF,
- la participation aux travaux de stabilisation et d'entretien des ouvrages de la Tamoia 10,0 millions XPF.

→ **L'hydraulique agricole**

**10 millions XPF** de crédits d'études, au titre du CD 2017-2021, pour le renforcement de la ressource en eau brute dans les zones agricoles à fortes potentialités.

### **Programme 01 – Administration**

**10 millions XPF** de crédits pour l'aménagement des hélistations de l'îlot Maître et de l'îlot Amédée.

## **7. L'ÉQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION**

Les dépenses de ce secteur s'établissent à **671,1 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

### **Programme 01 - Administration**

**668,6 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

#### → **L'équipement informatique**

**244,3 millions XPF** comprenant notamment :

- le matériel et les logiciels nécessaires au fonctionnement et à la surveillance des systèmes et réseaux 82,4 millions XPF,
- l'acquisition de micro-ordinateurs, de licences bureautiques et de matériels périphériques 77,3 millions XPF,
- la mise à jour des logiciels de gestion des aides et des subventions 15,0 millions XPF,
- la mise à jour des logiciels de gestion du courrier et des actes, les projets liés à l'internet, l'intranet et l'E-administration 14,6 millions XPF,
- le renouvellement et la mise à jour des logiciels de gestion des ressources humaines 10,0 millions XPF,
- la mise à jour de l'infocentre 10,0 millions XPF,
- la mise à jour des logiciels de gestion du patrimoine 7,0 millions XPF,
- l'évolution de l'application de gestion médicale 3,0 millions XPF.

#### → **Les consignations, dépôts et cautionnements**

115 millions XPF pour le remboursement de cautionnements versés au titre de la mise en œuvre du dispositif de contrainte financière prévu par le code de l'environnement (article 416-1) pour les exploitants de sites dont les pratiques environnementales ne sont pas conformes aux prescriptions de protection et de sauvegarde.

Ces sommes seront reversées aux exploitants qui auront réalisé les travaux de mise en conformité. Un montant identique est inscrit en recettes.

#### → **Les grosses réparations et les aménagements dans les bâtiments provinciaux**

**96,4 millions XPF** de crédits pour des travaux de rénovations et d'aménagements, répartis comme suit :

- les bâtiments du secteur Sud 86,9 millions XPF,  
comprenant notamment :
  - 17,4 millions XPF pour les bâtiments de la Direction de l'Enseignement,
  - 12,8 millions XPF pour le Centre Administratif de la province Sud,
  - 11,5 millions XPF pour la sécurisation de l'Hôtel de province,
  - 8,0 millions XPF pour les bâtiments de la Direction du Foncier et de l'Aménagement,
  - 7,3 millions XPF pour les bâtiments de la Direction de l'Economie, de la Formation et de l'Emploi,
  - 7,0 millions XPF pour les bâtiments de la Direction Provinciale de l'Action Sanitaire et Sociale,
  - 5,0 millions XPF pour les bâtiments de la Direction de l'Équipement.
- les bâtiments du secteur Nord 9,5 millions XPF,  
comprenant notamment :
  - 5,5 millions XPF pour les bâtiments de la Direction du Développement Rural,
  - 3,7 millions XPF pour les bâtiments de la Direction de l'Équipement.

#### → **L'hôtel de province**

**38,6 millions XPF** de crédits pour des travaux de remise aux normes de sécurité incendie du rez-de-chaussée du bâtiment.

#### → **Le gros entretien et les aménagements dans les logements**

**29,6 millions XPF** de crédits pour des travaux de rénovation et d'aménagement sur les logements provinciaux.

→ **L'amélioration de la conception énergétique**

**24 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- des travaux d'amélioration énergétique dans les bâtiments 18,0 millions XPF  
dont 15 millions XPF pour les locaux de la Direction de l'Enseignement  
et 3 millions XPF pour le CMS de Boulari,
- l'installation de climatiseurs et de luminaires basse consommation 3,0 millions XPF,
- le lancement de nouveaux audits d'amélioration énergétique 3,0 millions XPF.

→ **Les études pré-programmes**

**20 millions XPF** pour la réalisation d'études préalables à la réalisation de programmes de travaux dont 15 millions XPF pour un plan de déplacement de l'administration.

→ **La coopération régionale**

**20 millions XPF** de crédits pour d'éventuelles aides aux collectivités locales de la région.

→ **Les autres opérations**

**80,6 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'acquisition de véhicules 19,8 millions XPF,
- l'acquisition de données géographiques numériques 15,1 millions XPF,
- l'achèvement de la construction de logements à Thio 14,0 millions XPF,
- l'acquisition de matériel et mobiliers pour les directions 13,5 millions XPF,
- le gros entretien de l'hélicoptère 7,6 millions XPF,
- divers travaux sur le Centre Administratif de la province Sud (CAPS)  
principalement pour la réalisation de murs acoustiques 5,6 millions XPF,
- divers travaux sur les bâtiments 4,0 millions XPF,
- l'acquisition et le renouvellement de mobilier dans les logements 1,0 million XPF.

## **Programme 02 – Institutions**

**2,5 millions XPF** de crédits pour les sites internet provinciaux annexes tel que celui mis en place sur 2016 pour le Guichet d'Appui Prioritaire à l'Emploi (GAPE).

## **8. LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS**

Les crédits affectés à ce secteur s'élèvent à **283,1 millions XPF** répartis notamment sur les opérations suivantes :

### **Programme 13 – Patrimoine**

Les crédits relatifs au patrimoine s'élèvent à **118,1 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

→ **La protection du patrimoine bâti de l'île des pins**

**27 millions XPF** de crédits pour la restauration des vestiges de la baie de Kuto dans le cadre du projet d'amélioration de l'accueil des croisiéristes.

→ **La conservation et la sauvegarde du patrimoine**

**23 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la participation aux travaux de restauration de la cathédrale Saint Joseph 10 millions XPF,
- le dispositif d'aides à la restauration des bâtiments classés 10 millions XPF,
- la participation aux travaux de restauration du vieux temple 3 millions XPF.

→ **L'anse N'Du**

**22 millions XPF** de crédits pour les travaux de conservation de la structure de la prison.

→ **Le château HAGEN**

**18,5 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la réalisation de travaux de conservation des bâtiments 17,5 millions XPF,  
dont 14,5 millions XPF pour la maison TARAGNAT et 3 millions XPF  
pour la maison au banian
- l'acquisition de matériels nécessaires aux ateliers pédagogiques  
et animations du jardin 1,0 million XPF.

→ **Le patrimoine archéologique**

**9,3 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- la constitution d'une base de données pour la carte archéologique terrestre  
et sous-marine et des sites sacrés 5,0 millions XPF,
- les opérations d'archéologie préventive et les campagnes de recherche  
dans le cadre de l'inventaire des biens maritimes culturels 4,3 millions XPF.

→ **Les autres opérations**

**18,3 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- les travaux de conservation de la boulangerie de Nouville 7,5 millions XPF,
- les travaux de conservation du bâtiment cellulaire du CHS de Nouville 6,0 millions XPF,
- l'acquisition d'œuvres et objets d'art 2,5 millions XPF,
- la poursuite de la mise en place de panneaux d'interprétation  
et de valorisation des monuments historiques 1,3 million XPF,
- une étude sur l'assainissement de Ko We Kara 1,0 million XPF.

## **Programme 15 – Sports**

**106 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- le golf de Tina 41,0 millions XPF,  
dont 35 millions XPF pour le développement d'activités touristiques et  
d'actions en faveur de la jeunesse dans le domaine golfique, confié par  
convention à la SAEM de Tina,
- la participation à l'acquisition d'équipements sportifs par les  
comités provinciaux et associations 20,0 millions XPF,
- l'équipement et l'aménagement des sentiers de randonnées 13,5 millions XPF,
- l'équipement du centre des activités nautiques (CAN) 13,0 millions XPF,
- l'aménagement et l'entretien des sites sportifs 13,0 millions XPF,  
principalement pour le centre des activités nautiques
- l'équipement du stade PLGC 3,1 millions XPF,
- le renouvellement des équipements des éducateurs sportifs 1,9 million XPF,
- le gros entretien des boucles de Netcha 0,5 million XPF.

## **Programme 14 – Culture**

**40 millions XPF** pour l'aide à la production audiovisuelle et cinématographique.

## **Programme 16 – Jeunesse**

**18,8 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

- le centre d'accueil de Poé 13,8 millions XPF  
dont 8 millions XPF pour divers aménagements et 5,7 millions XPF  
pour l'acquisition de matériel.
- la participation à l'acquisition d'équipements par les associations  
œuvrant dans le domaine de la jeunesse, 5,0 millions XPF,

## Programme 01 – Administration

0,2 million XPF pour l'achat de divers mobiliers et matériel pour les directions provinciales.

### 9. LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

Ce programme regroupe l'ensemble des investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage provinciale réalisée pour le compte de personnes de droit public ou privé.

Ce programme 46 – « travaux pour autre tiers » regroupe toutes les opérations réalisées en faveur de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou de tiers privés.

Il exclut les investissements en faveur des communes qui sont rattachés au programme 45 – « investissement communaux ».

Le traitement comptable de ces opérations est identique à celui du programme 45 – « investissement communaux ».

Ainsi, chaque opérations est présentée en dépenses et en recettes ce qui permet de présenter les participations de l'Etat, de la Nouvelle-Calédonie ou des tiers pour l'opération concernée.

A l'achèvement des travaux, le bilan de l'opération doit être équilibré.

Cet équilibre se fait généralement par une subvention d'investissement qui représente ainsi la contribution provinciale définitive.

Pour 2017, les crédits proposés s'élèvent ainsi à **42,5 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

OPERATION POUR TIERS	SECTEUR	DEPENSES	RECETTES (PM)
ENTRETIEN DES COURS D'EAU	cours d'eau	22 500 000	22 000 000
REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	environnement	16 900 000	0
PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	patrimoine	1 650 000	0
REHABILITATION ET REBOUCHAGE DE FORAGES	hydraulique	1 000 000	0
SITE D'ESCALADE DE TEREKA	sport	500 000	0
<b>TOTAL</b>		<b>42 550 000</b>	<b>22 000 000</b>

#### → L'aménagement et l'entretien des cours d'eau

**22,5 millions XPF** de crédits pour les travaux d'aménagement des cours d'eau dont 22 millions XPF financés par l'Agence pour la Prévention et l'Indemnisation des Calamités Agricoles ou Naturelles (APICAN).

#### → La réhabilitation des sites dégradés

**16,9 millions XPF** de crédits comprenant :

- la réhabilitation des sites dégradés au col de Plum et à la Coulée 16,0 millions XPF,
- un accompagnement technique en matière de protection des berges des cours d'eau et de restauration des terrains de montagne 0,9 million XPF.

#### → Les autres opérations

**3,1 millions XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

- la poursuite de la mise en place de panneaux d'interprétation et de valorisation des monuments historiques 1,6 million XPF,
- la réhabilitation et le rebouchage de forages impactés par des remontées salines 1,0 million XPF,
- l'aménagement et l'entretien du site d'escalade de Téréka 0,5 million XPF.



## SECTION 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Entre 2017 et 2016, les dépenses de fonctionnement affichent une baisse de 342,3 millions XPF (-1%) décomposée comme suit :

- ➔ + 457,6 millions XPF au titre des rémunérations et charges afférentes,
- ➔ - 14,1 millions XPF au titre des interventions et subventions,
- ➔ - 142,3 millions XPF au titre du fonctionnement des services,
- ➔ - 643,5 millions XPF au titre des mouvements financiers.

La structure de la section de fonctionnement se présente comme suit par grands postes :

POSTES	BP 2017	%	BP 2016	%	var %
Rémunérations et charges afférentes	20 718 360 000	46%	20 260 765 000	44%	2%
Fonctionnement des services	1 600 221 000	4%	1 742 484 400	4%	-8%
Interventions directes et subventions	22 787 971 516	50%	22 802 127 079	50%	0%
Mouvements financiers	151 500 000	0%	795 000 000	2%	-81%
<b>TOTAL</b>	<b>45 258 052 516</b>	<b>100%</b>	<b>45 600 376 479</b>	<b>100%</b>	<b>-1%</b>

En 2016, 750 millions XPF de mouvements financiers liés à des remboursements prévisionnels de dotations légales calédoniennes ont été inscrits. Cette inscription n'est pas reconduite au BP 2017.

Ainsi, en charge corrigée, l'évolution des dépenses de fonctionnement affichent une hausse de 407,7 millions XPF (+1%) décomposées comme suit par grands postes :

POSTES	BP 2017	%	BP 2016	%	var %
Rémunérations et charges afférentes	20 718 360 000	46%	20 260 765 000	44%	2%
Fonctionnement des services	1 600 221 000	4%	1 742 484 400	4%	-8%
Interventions directes et subventions	22 787 971 516	50%	22 802 127 079	50%	0%
Mouvements financiers	151 500 000	0%	45 000 000	0%	237%
<b>TOTAL</b>	<b>45 258 052 516</b>	<b>100%</b>	<b>44 850 376 479</b>	<b>98%</b>	<b>1%</b>

## A – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS

### 1. LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES

L'enveloppe relative au personnel provincial et aux élus s'élève à **20,718 milliards XPF**.

#### 1. La rémunération des agents et les dépenses annexes

**20,281 milliards XPF** de crédits concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales des agents titulaires et non titulaires 19,355 milliards XPF,

Sur ce poste de rémunérations et charges sociales des agents titulaires et non titulaires, la consommation 2016 est estimée à environ 18,879 milliards XPF.

Les crédits 2017 progressent donc de 476 millions XPF et prend en compte les mesures suivantes :

- 308 millions XPF pour le glissement-vieillesse-technicité (GVT) estimé à +1,63%, croissance identique à celle constatée entre 2015 et 2016,
- 113 millions XPF pour la prise en compte de l'augmentation de la valeur du point d'indice de +0,6% à compter du 1<sup>er</sup> février 2017,
- 55 millions XPF pour les créations de postes liées au transfert des personnels de la Maison de l'habitat à la Direction du Logement.

Sur l'exercice 2017, la collectivité doit poursuivre son plan de maîtrise des dépenses. Il n'y aura donc aucune création de poste. Les besoins nouveaux (augmentation de la population du secteur médico-social, évolutions réglementaires et d'activités de certains secteurs, etc...) devront être intégralement satisfaits par des gains de productivité.

- les remplaçants d'instituteurs, 425,0 millions XPF,
- les remplaçants divers, 224,0 millions XPF,
- la formation du personnel provincial, 182,0 millions XPF,  
comprenant :
  - la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP), 137,7 millions XPF,
  - les formations spécifiques hors IFAP, 33,0 millions XPF,
  - les indemnités de formation, les frais de transports et d'hébergement 11,2 millions XPF.
- les frais communs relatifs au personnel permanent, 95,1 millions XPF.  
dont 25,0 millions XPF pour le fonds d'insertion professionnelle des handicapés et 22,6 millions XPF de frais de transport de personnes et de bagages.

L'instruction comptable M52 opère une répartition par fonction des crédits relatifs à la rémunération des agents provinciaux.

La répartition par fonction, chapitre et direction de la rémunération des agents titulaires, des remplaçants et des autres dépenses de personnels se présente comme suit :

FONCTION	Chapitres	Directions	masse salariale	remplaçants	autres dép. de personnel	BP 2017	répartition
0-ADMINISTRATION DE LA COLLECTIVITE	930	DJA-DFA-DFI-DRH-DSI	2 460 458 200	224 000 000	277 360 000	2 961 818 200	15%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 870 000 000	425 000 000		10 295 000 000	51%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DJS	516 000 000			516 000 000	3%
4-SANTE-SOCIAL	934-935	DASS-DL	3 057 625 000			3 057 625 000	15%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	1 534 101 800			1 534 101 800	8%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DENV	806 815 000			806 815 000	4%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	1 110 000 000			1 110 000 000	5%
<b>TOTAL</b>			<b>19 355 000 000</b>	<b>649 000 000</b>	<b>277 360 000</b>	<b>20 281 360 000</b>	<b>100%</b>

Les crédits relatifs aux remplaçants d'instituteurs et les divers remplaçants sont affectés respectivement à la fonction 2-Enseignement et à la fonction 0-Administration générale.

## **2. Les indemnités des élus et les dépenses annexes**

**437,0 millions XPF** de crédits concernant notamment :

- les indemnités et les charges sociales des élus, 420 millions XPF,
- les frais de transport et les indemnités liés aux missions, 15 millions XPF,
- la formation des élus. 2 millions XPF.

## 2. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Les crédits relatifs au fonctionnement courant de la collectivité s'élèvent à **1,6 milliard XPF**, en baisse de 8% par rapport à 2016.

La répartition par postes de dépenses est la suivante :

POSTES	BP 2017	%	BP 2016	%	var %
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	820 106 000	51%	896 029 400	51%	-8%
ADMINISTRATION GENERALE	360 425 000	23%	389 955 000	22%	-8%
CENTIMES ADDITIONNELS	139 600 000	9%	136 000 000	8%	3%
PARC AUTOMOBILE	107 150 000	7%	118 500 000	7%	-10%
LOGEMENTS	41 900 000	3%	69 250 000	4%	-39%
TELECOMM. - LIGNES SPECIALISEES	40 000 000	2%	40 000 000	2%	0%
HELICOPTERE	23 900 000	1%	22 250 000	1%	7%
KO WE KARA	20 490 000	1%	20 000 000	1%	2%
DOMMAGES, INTERETS ET PENALITES	10 000 000	1%	10 000 000	1%	0%
FONCTIONNEMENT DES FOYERS	8 750 000	1%	14 600 000	1%	-40%
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SOINS	8 600 000	1%	10 600 000	1%	-19%
ILOT AMEDEE-FONCTIONNEMENT	7 700 000	0%	6 700 000	0%	15%
STADE DU PLGC	5 600 000	0%	5 600 000	0%	0%
AUTRES POSTES	6 000 000	0%	3 000 000	0%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>1 600 221 000</b>	<b>100%</b>	<b>1 742 484 400</b>	<b>100%</b>	<b>-8%</b>

La répartition des dépenses par fonction M52, chapitre et direction se présente comme suit :

FONCTION	Chapitres	Directions	BP 2017	répartition
0-ADMINISTRATION DE LA COLLECTIVITE	930-940-941	DEPS-DJA-DFA-DFI-DRH-DSI	1 170 641 000	73%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	64 400 000	4%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DJS	23 400 000	1%
4-SANTE-SOCIAL	934-935	DASS-DL	209 895 000	13%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT <sup>o</sup> PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	104 150 000	7%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DENV	27 735 000	2%
<b>TOTAL</b>			<b>1 600 221 000</b>	<b>100%</b>

### 1. L'entretien du patrimoine

**820,1 millions XPF** de crédits concernant principalement :

- la protection du personnel provincial et la surveillance des bâtiments provinciaux 197,0 millions XPF,
- les dépenses d'électricité, 99,0 millions XPF,
- les locations de bâtiments 90,0 millions XPF,
- le nettoyage des locaux 85,3 millions XPF,
- la maintenance des logiciels 55,0 millions XPF,
- la maintenance sur les photocopieurs et onduleurs 51,5 millions XPF,
- les travaux d'entretien des bâtiments 38,1 millions XPF,
- les charges locatives et de copropriété 29,0 millions XPF,
- l'entretien des terrains 26,5 millions XPF,
- les locations mobilières 20,0 millions XPF,
- l'entretien et les réparations sur biens mobiliers 19,9 millions XPF.

### 2. L'administration générale

**360,4 millions XPF** de crédits dont 3 millions XPF pour le dispositif PULSE au titre du guichet unique.

Les principaux postes concernent principalement :

- les frais de télécommunications 103,1 millions XPF,
- les frais de voyages et de déplacements 77,1 millions XPF,
- les fournitures de bureau 24,9 millions XPF,
- les prestations de services 22,4 millions XPF,
- la documentation générale et technique 14,7 millions XPF,
- les transports collectifs du personnel 12,6 millions XPF,
- les indemnités pour utilisation de véhicule personnel 10,2 millions XPF,
- les frais d'actes et de contentieux 10,0 millions XPF.

### 3. Les centimes additionnels

**139,6 millions XPF** de crédits pour les frais de collectes des centimes additionnels à reverser à la Nouvelle-Calédonie.

### 4. Le parc automobile

**107,1 millions XPF** concernant principalement :

- le carburant 52,5 millions XPF,
- l'entretien des véhicules provinciaux 37,1 millions XPF,
- les primes d'assurances 9,9 millions XPF.

### 5. Les logements

**41,9 millions XPF** de crédits dont 24 millions XPF pour les locations, 11 millions XPF pour les travaux d'entretien et 3 millions XPF pour les charges locatives.

Dans un objectif de maîtrise des dépenses, certains baux n'ont pas été reconduits ce qui explique la baisse de ce poste de 27 millions XPF par rapport à 2016 (-39%).

### 6. Les lignes spécialisées

**40 millions XPF** de crédits pour les liaisons informatiques spécialisées et l'accès à Internet.

### 7. L'hélicoptère

**23,9 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement de l'hélicoptère dont 10,2 millions XPF pour les primes d'assurances, 6,2 millions XPF pour l'entretien, 4 millions XPF pour le carburant et 2,8 millions XPF pour le gardiennage.

L'augmentation de 1,6 million XPF (+7%) par rapport à 2016 est essentiellement liée à la hausse du coût des prestations de gardiennage (+1 million XPF).

### 8. Le centre de Ko We Kara

**20,5 millions XPF** de crédits pour l'entretien du centre dont 11 millions XPF pour la sécurisation des lieux lors de festivités et 3 millions XPF pour l'entretien du terrain.

### 9. Les dommages et intérêts

**10 millions XPF** pour d'éventuels dommages et intérêts à verser.

La répartition par fonction, chapitre et directions de l'ensemble des dépenses communes se présente comme suit :

FONCTION	Chapitres	Directions	Masse salariale	Remplaçants	Institutions (Elus)	Autres dép. de personnel	Fonc. des services	BP 2017	%
0-ADMINISTRATION DE LA COLLECTIVITE	930	DEPS-DFA-DFI-DJA-DRH-DSI	2 460 458 200	224 000 000	437 000 000	277 360 000	1 170 641 000	4 569 459 200	20%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 870 000 000	425 000 000			64 400 000	10 359 400 000	46%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DJS	516 000 000				23 400 000	539 400 000	2%
4-SANTE-SOCIAL	934-935	DASS-DL	3 057 625 000				209 895 000	3 267 520 000	15%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	1 534 101 800				104 150 000	1 638 251 800	7%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DENV	806 815 000				27 735 000	834 550 000	4%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	1 110 000 000				0	1 110 000 000	5%
<b>TOTAL</b>			<b>19 355 000 000</b>	<b>649 000 000</b>	<b>437 000 000</b>	<b>277 360 000</b>	<b>1 600 221 000</b>	<b>22 318 581 000</b>	<b>100%</b>

## B – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Les dépenses d'interventions et de subventions s'élèvent à **22,787 milliards XPF**. Ces dépenses se répartissent sur les postes suivants :

POSTES	BP 2017	%	BP 2016	%	var %
INTERVENTIONS SUR ET HORS CONTRAT	18 955 521 682	83%	18 714 817 855	82%	1%
SUBVENTIONS HORS CONTRAT	3 832 449 834	17%	4 087 309 224	18%	-6%
<b>TOTAL</b>	<b>22 787 971 516</b>	<b>100%</b>	<b>22 802 127 079</b>	<b>100%</b>	<b>-0,06%</b>

Ces dépenses se répartissent sur les fonctions et programmes suivants :

PROGRAMME	BP 2017	BP 2016	var %
17 AIDE MEDICALE	7 491 690 000	7 160 500 000	5%
19 MEDICO-SOCIAL	2 824 060 000	3 182 362 684	-11%
20 SANTE PUBLIQUE	341 240 000	349 600 000	-2%
18 HABITAT SOCIAL	66 755 000	175 444 416	-62%
42 MISSION CONDITION FEMININE	34 500 000	27 000 000	28%
<b>FONCTION 4-SANTE-SOCIAL</b>	<b>10 758 245 000</b>	<b>10 894 907 100</b>	<b>-1%</b>
31 EMPLOI	1 095 300 000	847 300 000	29%
38 TOURISME	691 000 000	889 000 000	-22%
33 INSERTION	630 774 500	674 585 000	-6%
37 AGRICULTURE	610 400 000	545 436 452	12%
39 EXPANSION GENERALE	398 810 000	296 950 215	34%
36 FORMATION	240 400 000	252 795 000	-5%
25 ENVIRONNEMENT	180 500 000	170 800 000	6%
35 PECHE ET AQUACULTURE	81 700 000	108 200 000	-24%
40 STATIONS PROVINCIALES	23 900 000	23 900 000	0%
<b>FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI &amp; FORMAT° PROFESSIONNELLE</b>	<b>3 952 784 500</b>	<b>3 808 966 667</b>	<b>4%</b>
09 ENSEIGNEMENT PRIVE	1 277 400 000	1 296 753 943	-1%
08 ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 215 111 004	1 284 300 711	-5%
10 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	489 197 840	519 021 088	-6%
12 VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	435 980 000	399 320 000	9%
07 COLLEGES PUBLICS	338 000 000	300 500 000	12%
11 INTERNATS	159 754 200	159 754 200	0%
<b>FONCTION 2-ENSEIGNEMENT</b>	<b>3 915 443 044</b>	<b>3 959 649 942</b>	<b>-1%</b>
30 TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	704 000 000	724 500 000	-3%
21 RESEAU ROUTIER	701 688 270	744 350 000	-6%
22 INFRASTRUCTURE AERIENNE	91 125 000	91 075 000	0%
24 INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	20 000 000	2 450 000	716%
<b>FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION</b>	<b>1 516 813 270</b>	<b>1 562 375 000</b>	<b>-3%</b>
16 JEUNESSE	484 077 500	376 220 000	29%
14 CULTURE	268 804 000	299 047 500	-10%
15 SPORTS	230 460 000	247 765 000	-7%
13 PATRIMOINE	111 507 994	121 602 800	-8%
<b>FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS</b>	<b>1 094 849 494</b>	<b>1 044 635 300</b>	<b>5%</b>
25 ENVIRONNEMENT	748 557 329	662 814 900	13%
41 DEVELOPPEMENT FORESTIER	96 000 000	79 000 000	22%
26 URBANISME	16 400 000	20 975 000	-22%
23 COURS D'EAU	15 000 000	46 000 000	-67%
29 AMENAGEMENT RURAL	10 000 000	15 400 000	-35%
<b>FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT</b>	<b>885 957 329</b>	<b>824 189 900</b>	<b>7%</b>
01 ADMINISTRATION	319 228 879	360 403 170	-11%
02 INSTITUTIONS	224 150 000	226 500 000	-1%
<b>FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>543 378 879</b>	<b>586 903 170</b>	<b>-7%</b>
01 ADMINISTRATION	120 500 000	120 500 000	0%
<b>FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC</b>	<b>120 500 000</b>	<b>120 500 000</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22 787 971 516</b>	<b>22 802 127 079</b>	<b>-0,06%</b>

## **1. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE**

Pour le budget 2017, les crédits sur ce programme sont prévus à hauteur de **10,758 milliards XPF** en baisse de -136,7 millions XPF par rapport à 2016 (-1%).

### **Programme 17 – Aide médicale**

Les dépenses d'aide médicale s'élèvent à **7,492 milliards XPF** pour l'exercice 2017, en progression de 331,2 millions XPF (+5%) par rapport à 2016.

Pour 2017, les crédits proposés se répartissent sur les postes suivants :

▪ les liquidations des dépenses de santé	4,235 milliards XPF,
▪ les dotations globales de financement des centres hospitaliers	2,620 milliards XPF,
▪ les soins externes du CHT	325 millions XPF,
▪ la prise en charge des moyens séjours aux CHT et CHS	150 millions XPF,
▪ les frais de gestion CAFAT	80 millions XPF,
▪ le Fonds Autonome de Compensation des Transports sanitaires terrestres et Urgences ambulancière (FACTOR)	40 millions XPF,
▪ les liquidations province Sud pour les soins externes du CHS	30 millions XPF,
▪ les dépenses de santé avec les prothésistes dentaires	8 millions XPF,
▪ l'aide à la continuité territoriale pour les bénéficiaires de l'aide médicale	3 millions XPF.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la CAFAT n'aura, progressivement, plus de mandat de gestion pour les liquidations des dépenses de santé liées à l'aide médicale gratuite.

Sur 2017, la répartition des 4,235 milliards XPF de liquidations de dépenses de santé s'établit comme suit :

- 2,635 milliards XPF de crédits dont la gestion est reprise par les services de la DPASS,
- 1,6 milliard XPF de crédits qui seront liquidés par les services de la CAFAT au titre du mandat de gestion résiduel.

### **Programme 19 – Médico-social**

**2,824 milliards XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

#### → **L'aide aux personnes âgées :**

**1,483 milliard XPF** de crédits, en hausse de 7 millions XPF (+0,5%), répartis sur les principales actions suivantes :

▪ les aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse	1,295 milliard XPF,
▪ les frais de placement	153,0 millions XPF,
▪ le dispositif Sociatel	16,0 millions XPF,
▪ la Contribution Calédonienne de Solidarité sur les aides versées	9,0 millions XPF,
▪ les indemnités personnelles	8,0 millions XPF,
▪ les aides pour le maintien à domicile	1,5 million XPF.

#### → **L'aide aux enfants assistés :**

**580 millions XPF** de crédits, comprenant notamment :

▪ les frais d'hébergement versés à l'ASEANC	180 millions XPF,
▪ la rémunération et les charges sociales des familles d'accueil	180 millions XPF,
▪ les mesures éducatives en milieu ouvert de l'ASEANC et l'APEJ	100 millions XPF,
▪ les frais de placement familial et dans les foyers	88 millions XPF,
▪ les frais de transport	20 millions XPF.

#### → **Les subventions :**

**455 millions XPF** de crédits, comprenant les principaux bénéficiaires suivants :

▪ le foyer Béthanie – Les manguiers	76,0 millions XPF,
▪ l'association l'Accueil	50,1 millions XPF,
▪ l'ASAMAD	43,6 millions XPF,

▪ l'instance de coordination gérontologique	41,0 millions XPF,
▪ l'association gestionnaire Les Manguiers	36,3 millions XPF,
▪ l'association ACSMS – Le refuge	24,7 millions XPF,
▪ l'association Valentin Haüy – groupe NC	24,3 millions XPF,
▪ l'association de réintégration des anciens prisonniers (RAPSA)	21,0 millions XPF,
▪ l'Observatoire de Prévention de l'action sociale et médico-social (OPASS)	18,2 millions XPF,
▪ l'association pour la surdité	18,0 millions XPF,
▪ l'association « Les bois noirs »	15,0 millions XPF,
▪ l'association calédonienne d'aide aux personnes âgées	13,0 millions XPF,
▪ l'association pour le soutien des enfants et adolescents déficients (ASEAD)	11,4 millions XPF.

→ **L'aide à la famille :**

**220 millions XPF** de crédits, comprenant notamment :

▪ les aides à l'entrée et au maintien dans les logements	100,0 millions XPF,
▪ les aides de première nécessité	60,0 millions XPF,
▪ les frais de transport	30,0 millions XPF,
▪ les aides diverses à l'insertion	12,0 millions XPF,
▪ les aides à la garderie	12,0 millions XPF.

→ **Les autres opérations :**

**86,1 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

▪ les vacances	39,5 millions XPF,
▪ les frais de fonctionnement des foyers provinciaux	34,7 millions XPF,
▪ la formation des personnels des structures sociales et médico-sociales,	6,0 millions XPF,
▪ l'aide aux personnes handicapées essentiellement pour le dispositif SOCIATEL	4,6 millions XPF,
▪ les interventions au titre des actions sur la parentalité	1,3 million XPF.

## Programme 20 – Santé publique

**341,2 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

▪ l'achat de produits de produits pharmaceutiques et de vaccins destinés aux centres médico-sociaux	107,0 millions XPF,
▪ les vacances et les charges sociales afférentes	82,0 millions XPF,
▪ la participation au fonds autonome de compensation des dépistages au titre de la santé publique	45,0 millions XPF,
▪ le fonctionnement des centres médico-sociaux dont 10,5 millions XPF pour les honoraires médicaux,	31,5 millions XPF,
▪ les subventions, dont 8,6 millions XPF pour l'Agence Sanitaire de Nouvelle-Calédonie au titre du programme addictologie et 5 millions XPF pour l'association médicale de lutte contre l'ivresse publique et manifeste,	23,3 millions XPF,
▪ le fonctionnement du Centre Médical Polyvalent (CMP) dont 16 millions XPF pour des honoraires médicaux	16,3 millions XPF,
▪ les frais de transport et de destruction des déchets infectieux et la blanchisserie des vêtements des structures de Nouméa et du Grand Nouméa	15,3 millions XPF,
▪ l'éducation sanitaire pour les campagnes et interventions de prévention dans les écoles et les tribus,	12,4 millions XPF,
▪ des évaluations, études et prospectives dans le cadre du schéma provincial de l'action sanitaire et sociale	5,0 millions XPF.

## Programme 18 – Habitat social

**66,7 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- la mission de coordination de la restructuration de l’habitat insalubre du site de Kawati 33,0 millions XPF,
- les frais de gestion relatifs aux aides individuelles à l’habitat 23,0 millions XPF,
- les interventions au titre du CA 2017-2021 7,5 millions XPF.

## Programme 42 – Mission condition féminine

**34,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- le fonctionnement de la Maison de la Femme, la promotion de l’autonomie des femmes et des actions de sensibilisation et de prévention auprès des publics cibles 25,0 millions XPF,
- une enveloppe de crédits de subventions destinée à soutenir les associations de femmes 9,5 millions XPF.

## 2. L’ECONOMIE, LE TRAVAIL, L’EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**3,952 milliards XPF** prévus en 2017, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### Programme 31 – Emploi

**1,095 milliard XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- le Programme Provincial d’Insertion Citoyenne (PPIC) dont 100 millions XPF dans le cadre du Plan d’Urgence Local de Soutien à l’Emploi (PULSE) 750,0 millions XPF,
- les dispositifs d’aide à l’emploi et d’accompagnement des entreprises en difficulté dans le cadre du dispositif PULSE 150,0 millions XPF,
- les contrats provinciaux d’aide à l’emploi 75,3 millions XPF,
- le dispositif de soutien scolaire dont 30 millions XPF sur CD 2017-2021, 33,0 millions XPF,
- les frais communs pour l’accompagnement des demandeurs d’emplois dans leurs démarches, y compris dans les communes de l’intérieur 25,0 millions XPF,
- les contrats d’emploi en faveur des personnes handicapées 20,0 millions XPF,
- le dispositif d’évaluation en milieu de travail des demandeurs d’emploi 13,0 millions XPF,
- l’aide à la mobilité 10,0 millions XPF,
- la formation des agents recrutés dans le cadre du PPIC 8,0 millions XPF,
- les aides au transport 5,0 millions XPF,
- les indemnités des stagiaires travaillant dans les services de la collectivité 5,0 millions XPF,
- le dispositif du service civique 1,0 million XPF.

### Programme 38 – Tourisme

**691 millions XPF** de crédits prévus en 2017 répartis sur les opérations suivantes :

#### → Les subventions :

**583 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le GIE Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud 500,0 millions XPF,
- les points I d’information touristique 65,0 millions XPF,
- le syndicat des activités nautiques touristiques 10,5 millions XPF.



→ **Les autres interventions en matière touristique :**

<b>108 millions XPF</b> de crédits pour les principales actions suivantes :	
▪ la participation au fonctionnement de l' Aquarium des lagons	66,0 millions XPF,
▪ l' accompagnement des structures touristiques en matière d' hébergement et d' activités et la formation en technologie culinaire	25,2 millions XPF,
▪ des études de satisfaction des touristes locaux et étrangers	7,0 millions XPF,
▪ le classement, la labellisation des hôtels, gîtes et campings	6,5 millions XPF.

**Programme 33 – Insertion**

**630,7 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

<b>274,4 millions XPF</b> de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :	
▪ la Mission d' Insertion des Jeunes (MIJ)	214,0 millions XPF,
▪ l' association ACTIVE dont 27 millions XPF pour les chantiers d' insertion et 10,4 millions XPF pour les actions diverses,	37,4 millions XPF,
▪ le Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) pour le transport des stagiaires entre Nouméa et Koné/Koumac	14,0 millions XPF,
▪ l' association l' Accueil pour la réinsertion des personnes sans domicile fixe par le travail de produits agricoles	9,0 millions XPF.

→ **Les chantiers de jeunes :**

**170 millions XPF** pour la réalisation de chantiers de jeunes dont 100 millions XPF sur CD 2017-2021.

→ **Les stages d'insertion :**

**105,5 millions XPF** pour les stages d'insertion au titre des programmes SAFIR, PILOT et jobs d'été.

→ **Les autres opérations :**

<b>80,9 millions XPF</b> de crédits comprenant :	
▪ les frais communs pour l' organisation d' actions ponctuelles, de sessions collectives d' insertion et la mise en place d' ateliers facilitant l' insertion professionnelle,	46,3 millions XPF,
▪ la lutte contre l' exclusion à la tribu de Saint-Louis sur CD 2017-2021	20,0 millions XPF,
▪ les actions d' insertion du CA 2017-2021 pour le projet socio-culturel global de la tribu de Saint-Louis,	10,8 millions XPF,
▪ l' acquisition de matériel et frais de transport au titre des travaux d' intérêt général (TIG)	3,8 millions XPF.

**Programme 37 – Agriculture**

**610,4 millions XPF** de crédits prévus et répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

<b>394 millions XPF</b> de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :	
▪ la Chambre d' Agriculture de Nouvelle-Calédonie (CANC)	93,5 millions XPF,
▪ l' aide à l' organisation des courses hippiques cette mesure est compensée par une recette de 35 millions XPF au titre du Pari Mutuel Urbain (PMU)	58,6 millions XPF,
▪ l' Agence de Développement de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) pour la technopole Ressources Terrestres	48,6 millions XPF,
▪ l' Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA)	47,0 millions XPF,
▪ les subventions au titre des mesures spécifiques d' accompagnement de la production de pâturages améliorés, de céréales et d' agnelles prévues dans le cadre de la politique publique agricole provinciale (PPAP)	30,0 millions XPF,

- le réseau professionnel pour une agriculture innovante et responsable (REPAIR) 19,0 millions XPF,
- l'association Bio Calédonia 12,0 millions XPF,
- le groupement des agriculteurs biologiques (GAB NC) 12,0 millions XPF,
- l'UPRA Bovine, l'UPRA Equine et l'UPRA Calédonie Sélection 10,5 millions XPF,
- le comité de foire de Bourail 7,2 millions XPF,
- les producteurs laitiers au titre de l'aide à la qualité 7,0 millions XPF,
- l'établissement d'élevage de cervidés 7,0 millions XPF.

→ **Les autres opérations :**

**216,4 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- l'Institut Agronomique Calédonien (IAC) 82,5 millions XPF.  
pour son fonctionnement, au titre du CDI 2017-2021,
- les frais communs relatifs à l'agriculture 44,4 millions XPF,  
dont :
  - 28 millions XPF pour l'aide aux soins vétérinaires des animaux de rente,
  - 12 millions XPF pour des parcours de formations dans les filières prioritaires et à enjeux, dans le cadre de la PPAP,
- la protection sociale des exploitants agricoles 37,5 millions XPF,
- diverses études dans le domaine agricole 37,0 millions XPF,  
dont 31 millions XPF au titre d'études et prestations dans le cadre de la mise en œuvre de la politique publique agricole provinciale (PPAP)
- l'agriculture familiale au titre des prestations d'animation de groupes d'acteurs régionaux 15,0 millions XPF.

### Programme 39 – Expansion générale

**398,8 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**296,5 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris 98,0 millions XPF,
- l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) 35,0 millions XPF,
- les radios associatives 30,0 millions XPF,
- le dispositif Créajeunes 18,0 millions XPF  
dont 10 millions XPF dans le cadre du PULSE,
- l'association Nouméa centre-ville 15,3 millions XPF,
- l'association Nouvelle-Calédonie Initiative (NCI) pour le soutien à la plate-forme d'initiative locale (PFIL) 15,0 millions XPF,
- l'Agence de Développement de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) 12,1 millions XPF,
- l'association Néo Food 8,0 millions XPF,
- la chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) 7,4 millions XPF.

→ **Les interventions diverses en matière économique**

**44 millions XPF** de crédits pour les principales actions suivantes :

- l'accueil des croisiéristes et l'animation dans les hôtels par l'association We Ce Ca 17,7 millions XPF,
- la participation de la province Sud à deux cycles de formation de chefs d'entreprise et cadres dirigeants assurés par des enseignants d'HEC Paris 6,6 millions XPF,

→ **La technopole de l'ADECAL**

**42 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement et la programmation de l'ADECAL-Technopole sur CI 2017-2021.

→ **Le plan stratégique Economie-Emploi**

**15 millions XPF** de crédits comprenant :

- des études sur des projets de diversification ou de structuration des filières économiques 10,0 millions XPF,
- des études pour la mise en œuvre d'un plan stratégique Economie-Emploi 5,0 millions XPF.

**Programme 36 – Formation**

**240,4 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- les subventions 129,5 millions XPF,  
dont 125 millions XPF pour l'Ecole de la deuxième chance,
- l'organisation de stages de formation 100,0 millions XPF,
- les frais communs 10,9 millions XPF,  
pour des formations spécifiques à destination des prestataires touristiques  
et des personnels des offices de tourisme.

**Programme 25 – Environnement**

**180,5 millions XPF** de crédits prévus en 2017 répartis sur les principales opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**160 millions XPF** de crédits pour la SEM MWE ARA pour la gestion de l'aménagement du domaine de DEVA.

→ **Les autres opérations :**

**20,5 millions XPF** de crédits pour le domaine de Déva comprenant :

- la maintenance du réseau d'adduction d'eau brute 10,0 millions XPF,
- la consommation électrique du captage du Cap 7,0 millions XPF,
- l'entretien et la réparation des voies et réseaux 3,5 millions XPF.

**Programme 35 – Pêche et aquaculture**

**81,7 millions XPF** de crédits prévus en 2017 répartis sur les principales opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**77,3 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- l'aide aux producteurs de juvéniles d'holothuries 25,0 millions XPF,
- l'ADECAL Technopole maritime 20,0 millions XPF,
- l'aide à l'exploitation des pêcheurs professionnels côtiers 14,0 millions XPF,
- le Groupement des Fermes Aquacoles 8,0 millions XPF,
- l'IFREMER 5,6 millions XPF,
- la participation au fonctionnement du syndicat  
des pêcheurs professionnels côtiers 3,5 millions XPF.

→ **La pêche et l'aquaculture :**

**4,4 millions XPF** de crédits principalement pour la fabrication, la pose et l'entretien des dispositifs de concentration de poissons (DCP).

## Programme 40 – Stations provinciales

**23,9 millions XPF** comprenant des crédits pour le fonctionnement de :

- la station zootechnique de Port-Laguerre 14,0 millions XPF,
- la bio-fabrique de Saint-Louis 5,0 millions XPF,
- la pépinière de Port-Laguerre 4,9 millions XPF.

## 3. L'ENSEIGNEMENT

**3,915 milliards XPF** prévus en 2017, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### Programme 09 – Enseignement privé

**1,277 milliard XPF** de crédits destinés au fonctionnement des structures de l'enseignement privé, en application des conventions en vigueur.

Ces crédits se répartissent aux profits des bénéficiaires suivants :

- Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC) 1,224 milliard XPF,
- Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE) 45,9 millions XPF,
- Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (FELP) 7,0 millions XPF,

### Programme 08 – Allocations d'enseignement

**1,215 milliard XPF** de crédits pour les bourses et allocations d'enseignement répartis sur les opérations suivantes :

Opérations	BP 2016	BUDGET 2016	CA 2016 à fin octobre	CA 2016 estimé à fin décembre	BP 2017
Bourses demi-pension	430 000 000	415 188 850	401 856 350	401 856 350	404 000 000
Bourses pension	69 900 000	65 759 400	65 759 400	65 759 400	66 000 000
Bourses externat	19 690 000	19 746 636	17 819 085	17 872 227	19 695 000
Bourses internat demi-pension	17 000 000	19 011 000	17 881 800	17 881 800	19 000 000
Bourses internat pension	12 900 000	12 934 650	11 837 900	11 837 900	16 200 000
<b>TOTAL BOURSES</b>	<b>549 490 000</b>	<b>532 640 536</b>	<b>515 154 535</b>	<b>515 207 677</b>	<b>524 895 000</b>
Gratuité - demi-pension	453 033 961	353 944 317	315 823 494	331 110 513	392 912 744
Gratuité - pension	45 500 000	42 820 238	34 960 233	40 214 698	45 900 000
<b>TOTAL REPAS GRATUITS</b>	<b>498 533 961</b>	<b>396 764 555</b>	<b>350 783 727</b>	<b>371 325 211</b>	<b>438 812 744</b>
Allocations spéciale rentrée scolaire	139 136 000	138 402 261	136 884 100	136 884 100	152 462 510
Frais de transport	73 440 750	84 167 248	75 154 477	77 154 977	78 940 750
Manuels scolaires	23 700 000	23 700 000	19 109 590	19 109 590	20 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 284 300 711</b>	<b>1 175 674 600</b>	<b>1 097 086 429</b>	<b>1 119 681 555</b>	<b>1 215 111 004</b>

### Programme 10 – Enseignement supérieur

**489,2 millions XPF** de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :

- les bourses pour les études hors de la Nouvelle-Calédonie 160,0 millions XPF,
- les bourses d'excellence 75,2 millions XPF,
- les frais de transports 50,0 millions XPF,
- les mesures de suivi et d'accompagnement des étudiants boursiers avant et après leur départ en Métropole 48,4 millions XPF,
- les primes d'installation des étudiants non boursiers en Métropole 26,2 millions XPF,
- les prix d'encouragement à la recherche 25,2 millions XPF,
- les allocations de rentrée 21,0 millions XPF,
- les bourses pour les études en Nouvelle-Calédonie 19,9 millions XPF,
- la protection sociale des étudiants 18,0 millions XPF,
- les aides forfaitaires BTS 13,0 millions XPF,
- la prise en charge des intérêts des prêts contractés par les étudiants 8,7 millions XPF,
- les prix d'excellence 8,0 millions XPF.

## Programme 12 – Vie scolaire et éducative

**436 millions XPF** de crédits qui concernent principalement les opérations suivantes :

- la location et la maintenance de matériel informatique dans les écoles primaires dans le cadre de l'opération « Développement de l'Internet » (ODI) 200,0 millions XPF,
- les actions d'accompagnement à la scolarité financées sur le CD 2017-2021, 120,0 millions XPF,
- les subventions, 49,2 millions XPF, comprenant :
  - 14 millions XPF pour les projets d'actions éducatives,
  - 11,5 millions XPF pour le soutien scolaire hors contrat,
  - 10,9 millions XPF pour l'aide au transport des collégiens de Boulouparis vers La Foa,
  - 6,8 millions XPF pour l'association Les lucioles pour la prise en charge d'une institutrice à la maison de l'autisme,
  - 6 millions XPF pour le fonctionnement de l'Académie des Langues Kanak (ALK),
- les frais communs 42,6 millions XPF, dont 22,6 millions XPF pour les sorties scolaires et 10 millions de prix pour les bacheliers ayant obtenu une mention,
- les actions éducatives dans les écoles primaires avec les dispositifs d'écoles prioritaires, 13,5 millions XPF.

## Programme 07 – Collèges publics

**338 millions XPF** comprenant :

- la participation aux charges de fonctionnement des collèges publics 270,0 millions XPF,
- la maintenance et l'assistance technique des matériels et logiciels 54,0 millions XPF,
- l'entretien des bâtiments et des espaces verts 14,0 millions XPF.

## Programme 11 – Internats

**159,7 millions XPF** de crédits pour les postes suivants :

- l'alimentation 76,1 millions XPF,
- la gestion générale des internats de Bourail et La Foa 53,1 millions XPF, dont 10,5 millions XPF pour l'électricité et 6,7 millions XPF pour l'hébergement des étudiants de l'île Ouen,
- les actions directes au titre du dispositif des internats d'excellence 30,5 millions XPF, dont 24 millions XPF sur CD 2017-2021.

## 4. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATION

**1,517 milliard XPF** répartis sur les programmes et opérations suivants :

### Programme 30 – Transport public terrestre

**704 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les transports publics suburbains :**

**692 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du réseau de transport publics géré par le Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) et comprenant notamment la compensation du déficit d'exploitation du réseau de transports suburbains exploité par CARSUD.

→ **Les autres opérations :**

**12 millions XPF** de crédits comprenant :

- la participation provinciale au Syndicat Mixte des Transports Interurbains (SMTI) 10,0 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien de la gare routière de Montravel 2,0 millions XPF.

### **Programme 21 – Réseau routier**

**701,7 millions XPF** de crédits comprenant :

- l'entretien du réseau provincial 422,2 millions XPF,
- l'entretien du réseau territorial, délégué par convention et financé en intégralité par la Nouvelle-Calédonie 170,0 millions XPF,
- l'entretien des ouvrages d'arts 46,0 millions XPF,
- la réparation de la voirie suite aux accidents 38,5 millions XPF,
- l'entretien des routes communales 25,0 millions XPF.

### **Programme 22 – Infrastructure aérienne**

**91,1 millions XPF** de crédits comprenant :

- la gestion et le fonctionnement de l'aéroport de l'Ile des pins 85,1 millions XPF,
- le fonctionnement de l'aérodrome de Ouatom 3,0 millions XPF,
- le fonctionnement de l'aérodrome de Poé 2,8 millions XPF,
- l'entretien des hélistations 0,2 million XPF.

### **Programme 24 – Infrastructure portuaire**

**20 millions XPF** de crédits pour l'entretien des wharfs et des ouvrages maritimes.

## **5. LA CULTURE, LA JEUNESSE, LES SPORTS ET LES LOISIRS**

**1,095 milliard XPF** de crédits prévus en 2017, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### **Programme 16 – Jeunesse**

**484 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**270 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires et actions suivantes :

- l'aide aux associations pour l'organisation de centres de vacances et de loisirs et d'actions de formation 93,8 millions XPF,
- les aides aux vacances pour les enfants boursiers 88,0 millions XPF,
- l'aide aux associations œuvrant en faveur de la jeunesse (FOL, village de Magenta, ACAF, Challenge) 59,0 millions XPF.

→ **Les actions en faveur de la jeunesse du contrat d'agglomération 2017-2021 :**

**98,7 millions XPF** pour la participation provinciale aux actions menées par les communes de l'agglomération en faveur de la jeunesse CA 2017-2021.

→ **Les autres opérations :**

**115,4 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- le fonctionnement du centre d'accueil permanent (CAP) de Poé 70,5 millions XPF, dont 32 millions XPF pour la restauration, 9 millions XPF pour l'entretien des locaux et 5,2 millions XPF pour l'entretien du terrain,

- la politique de la jeunesse 19,9 millions XPF,  
dont 5 millions XPF pour l'animation des réseaux « Jeunesse » et  
5 millions XPF pour la participation de jeunes de la province Sud à la  
Conférence de la Jeunesse et des Sports du Pacifique à Fidji,
- les actions globalisées pour la jeunesse 9,4 millions XPF,  
dont 1,5 million XPF pour la mise en place du dispositif numérique  
et 1 million XPF pour la mise en place d'un guide des bonnes pratiques alimentaires,
- les actions en faveur de la jeunesse dans les communes de l'intérieur  
au titre du CPEC 2017-2021 8,0 millions XPF,
- l'organisation du carrefour vacances 7,6 millions XPF.

## Programme 14 – Culture

**268,8 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

### → Les subventions :

**179,0 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le Conservatoire de Musique et de Danse de la Nouvelle-Calédonie (CMDNC) 47,4 millions XPF,
- la bibliothèque Bernheim 30,5 millions XPF,
- le théâtre de l'île 20,3 millions XPF,
- l'Agence de Développement de la Culture Kanak (ADCK) 14,0 millions XPF,
- l'association « le chapito » 6,9 millions XPF,
- l'aide à la création des compagnies professionnelles de théâtre 6,5 millions XPF,
- l'école de cirque 6,0 millions XPF,
- la maison du livre 5,7 millions XPF,
- l'association « salle d'ici et d'ailleurs » 5,5 millions XPF.

### → Les autres opérations :

**89,8 millions XPF** de crédits pour les opérations suivantes :

- l'organisation d'animations culturelles diverses 22,0 millions XPF,  
dont 15 millions XPF pour le festival « les couleurs de Déva »  
et 5 millions XPF pour les Francofolies,
- la formation artistique 11,7 millions XPF,  
pour l'attribution de bourses d'enseignement artistique
- l'organisation du festival « Les voix du Sud » 11,0 millions XPF,
- le fonctionnement du bureau d'accueil de tournage 9,4 millions XPF,
- la création et la diffusion des cultures urbaines 8,6 millions XPF,
- l'éducation artistique et culturelle 7,6 millions XPF,
- les actions en faveur des publics spécifiques 4,7 millions XPF,
- la création et la diffusion audiovisuelle 3,9 millions XPF,
- la création et la diffusion du livre et de la lecture 3,5 millions XPF,
- la création et la diffusion des arts plastiques 2,7 millions XPF,
- la participation à la fête de la musique 2,5 millions XPF,
- l'aide à la création et diffusion musicale 2,2 millions XPF.

## Programme 15 – Sports

**230,5 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

### → Les subventions :

**135 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires et actions suivants :

- le soutien aux associations et clubs sportifs 52,3 millions XPF,

- l'aide à l'organisation de grandes manifestations sportives 17,0 millions XPF,
- le soutien au comité provincial olympique et sportif Sud 8,0 millions XPF,
- les aides exceptionnelles aux sportifs 6,5 millions XPF,
- le soutien à l'union nationale du sport scolaire (UNSS) 6,0 millions XPF,
- l'association des piroguiers du Mont-Dore 5,2 millions XPF,
- le soutien au dispositif « boursier sport pour tous » 5,0 millions XPF,
- le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVM) Côte Ouest 5,0 millions XPF.

→ **Les sentiers de randonnées :**

**27,8 millions XPF** pour la gestion et l'entretien des sentiers de randonnées.

→ **Les actions en faveur de la pratique du sport :**

**17,8 millions XPF** dont 4,6 millions XPF pour les vacances et les charges sociales des animateurs sportifs, 3,9 millions XPF pour des contrats de prestation de service et 1,9 million XPF pour les frais de transport.

→ **Le centre des activités nautiques (CAN) :**

**17,5 millions XPF** pour le fonctionnement du centre et l'entretien du matériel.

→ **Les autres opérations :**

**32,4 millions XPF** pour l'entretien des sites sportifs suivants :

- les activités sur les sites de pleine nature (NetchAventure, TinAventure ...) 11,0 millions XPF,
- les pistes de Tina 11,0 millions XPF,
- les boucles de Netcha 9,0 millions XPF,
- le site d'escalade de Téréka 1,3 million XPF.

## Programme 13 – Patrimoine

**111,5 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**85,6 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- la Ville de Nouméa 24,0 millions XPF,  
pour le fonctionnement du musée de la seconde guerre mondiale
- l'institut d'archéologie de Nouvelle-Calédonie et du pacifique 22,5 millions XPF,
- l'association Marguerite 15,0 millions XPF,
- le musée maritime 12,0 millions XPF,
- l'association témoignage d'un passé (ATUP) 5,6 millions XPF.

→ **Les autres opérations :**

**25,9 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes :

- l'entretien du château HAGEN 12,2 millions XPF,
- la valorisation du patrimoine bâti 6,0 millions XPF,
- la gestion des collections provinciales 3,1 millions XPF,  
dont 2,4 millions XPF pour la location de dock pour la collection Paturel
- le programme de collecte de la mémoire orale 1,7 million XPF,
- la valorisation du patrimoine 1,0 million XPF.  
pour la coédition d'un ouvrage sur le bagne.



## 6. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

885,9 millions XPF prévus en 2017, répartis sur les programmes et opérations suivants :

### Programme 25 – Environnement

748,6 millions XPF de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**360,4 millions XPF** de crédits avec les principaux bénéficiaires suivants :

- le Syndicat Mixte des Grandes Fougères 82,6 millions XPF,
- le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVM) pour la gestion du stock historique de véhicules hors d'usage financée intégralement par la taxe de soutien aux actions de lutte contre les pollutions (TAP) 62,4 millions XPF,
- le soutien aux filières « Responsabilité élargie des producteurs (REP) » financé intégralement par la TAP 60,0 millions XPF,
- le SIVM Sud 49,5 millions XPF, comprenant notamment :
  - 32 millions XPF pour le fonctionnement des déchèteries de Boulouparis, La Foa, Bourail et Thio,
  - 15 millions XPF pour la création d'une cellule d'ingénierie,
  - 2,5 millions XPF pour la participation aux missions d'ingénierie en faveur des communes de brousse,
- le comité de gestion de la zone côtière ouest (ZCO) 10,0 millions XPF,
- la commune de Yaté pour le fonctionnement de la déchèterie 10,0 millions XPF,
- le Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE) 9,5 millions XPF,
- la société calédonienne d'ornithologie (SCO), 8,7 millions XPF,
- l'association SCAL' AIR 8,7 millions XPF.

→ **Le suivi des projets industriels et miniers du Grand Sud :**

**72 millions XPF** de crédits comprenant les principales actions suivantes :

- le fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement (CEIL) 61,0 millions XPF,
- le recensement des zones pour les compensations prévues dans les arrêtés miniers 6,0 millions XPF,
- la déclinaison locale de la doctrine ERC (« Eviter, Réduire, Compenser ») et les modalités de mise en œuvre de mesures compensatoires 5,0 millions XPF.

→ **La gestion et l'entretien des aires protégées aménagées:**

**63,5 millions XPF** de crédits comprenant les principales actions sont les suivantes :

- la gestion des aires de la Netcha, de la Madeleine et des Bois du Sud 23,5 millions XPF,
- l'entretien des aires aménagées et des îlots 20,3 millions XPF,
- la lutte contre les espèces envahissantes dont le miconia 9,0 millions XPF,
- l'entretien des mouillages et balisages 8,0 millions XPF.

→ **Le parc provincial de la rivière-bleue :**

**46,0 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du parc dont 16 millions XPF pour l'entretien de la voirie et des terrains, 4,5 millions XPF pour le service de navette automobile et 4,5 millions XPF pour le carburant.

→ **La surveillance des milieux naturels :**

**43,5 millions XPF** de crédits comprenant les principaux postes suivants :

- la régulation d'espèces exotiques envahissantes sur les sites provinciaux 9,0 millions XPF,
- le carburant des unités de surveillance 8,0 millions XPF,
- une étude sur les espèces envahissantes 5,1 millions XPF,
- l'entretien et la réparation du matériel et des bateaux 5,0 millions XPF,
- le contrôle des espèces envahissantes 4,0 millions XPF,
- une étude sur les espèces chassées 3,1 millions XPF.

→ **Les installations classées :**

**40,2 millions XPF** pour le suivi et la surveillance des installations classées dont 37,3 millions XPF pour les prestations de la Direction des Mines et de l'Energie de Nouvelle-Calédonie (DIMENC).

→ **Le parc zoologique et forestier :**

**38 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du parc comprenant notamment :

- l'eau, l'assainissement et l'électricité 7,5 millions XPF,
- l'alimentation des animaux 7,0 millions XPF,
- l'entretien et les réparations 5,0 millions XPF.

→ **La conservation des espaces naturels**

**26,8 millions XPF** concernant une subvention à verser au GIP Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) de Nouvelle-Calédonie, dans le cadre du CDI 2017-2021.

→ **Les actions de conservation et de gestion de la biodiversité :**

**18,8 millions XPF** de crédits comprenant notamment :

- l'évaluation du plan d'action et de sauvegarde du cagou 4,0 millions XPF,
- l'organisation d'ateliers de concertation sur l'utilisation coutumière des tortues vertes 3,0 millions XPF,
- l'amélioration de l'outil de calcul des mesures compensatoires 2,0 millions XPF,
- l'évaluation des risques et des responsabilités dans les aires protégées 2,0 millions XPF,
- l'achèvement de l'inventaire des lézards à l'Ile des pins 1,9 million XPF.

→ **Le Centre National de Recherche sur le nickel et l'environnement (CNRT)**

**11,6 millions XPF** de crédits pour le fonctionnement du CNRT au titre du CDI 2017-2021.

→ **La gestion des déchets :**

**9,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- des études relatives à l'élimination des boues d'hydrocarbures 6,0 millions XPF,
- l'organisation de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD 2017) 2,0 millions XPF,
- la mise en œuvre d'une formation, à destination des communes, pour harmoniser les outils de suivis et la maîtrise des coûts de traitement et de collecte des déchets 1,5 million XPF.

Ces trois actions sont financées à 50% par l'ADEME.

→ **Les autres opérations :**

**18,2 millions XPF** de crédits répartis sur les principales opérations suivantes :

- les actions de sensibilisation à l'environnement 8,7 millions XPF,
- les frais d'enquêtes relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) 7,9 millions XPF,
- l'actualisation du code de l'environnement 1,5 million XPF.

## **Programme 41 – Développement forestier**

**96 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

→ **Les subventions :**

**79 millions XPF** de crédits comprenant :

- le fonctionnement de l'opérateur forestier « Sud Forêt » 70,0 millions XPF,
- l'ERPA pour l'aide au transport des bois bruts et transformés 9,0 millions XPF.

→ **La sylviculture et reboisement :**

**17 millions XPF** de crédits comprenant :

- la gestion de la régénération naturelle des pinus et l'entretien des plantations forestières à l'Ile des pins 13,0 millions XPF,
- l'achat de plants forestiers destinés au reverdissement des sites dégradés 4,0 millions XPF.

**Programme 26 – Urbanisme**

**16,4 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- diverses études relatives aux aménagements urbains 9,4 millions XPF, comprenant :
  - 6,1 millions XPF pour les honoraires des commissaires enquêteurs,
  - 2,5 millions XPF pour la conception d'un guide relatif aux plans d'urbanisme directeurs,
- des frais d'études pour l'amélioration de la réglementation 7,0 millions XPF,

**Programme 23 – Cours d'eau**

**15 millions XPF** pour l'entretien des cours d'eau financé en totalité par l'APICAN.

**Programme 29 – Aménagement rural**

**10 millions XPF** de crédits pour le suivi de l'évolution du biseau salé.

**7. L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS**

**543,4 millions XPF** répartis sur opérations suivantes :

**a. La communication et l'information**

Pour l'exercice 2017, les crédits relatifs à la communication s'élèvent à **190 millions XPF** pour la promotion des actions provinciales dans les différents domaines d'action de la collectivité dont 53 millions XPF pour des insertions dans les médias et sur internet, 32 millions XPF pour la réalisations de films et de spots radios et 20 millions XPF pour la réalisation de brochures, de flyers et d'affiches.

**b. Les subventions**

**145,5 millions XPF** de crédits comprenant :

- la participation au fonctionnement des infrastructures communales 100,0 millions XPF,
- les subventions aux communes pour la gestion des débits de boissons 22,0 millions XPF,
- l'amicale des personnels de la province Sud 10,0 millions XPF,
- les subventions au titre des relations publiques 8,5 millions XPF,
- les subventions au titre de la coopération régionale 5,0 millions XPF.

**c. Les relations publiques**

**25,6 millions XPF** de crédits pour diverses actions relevant des relations publiques.

**d. Les autres opérations :**

**23,4 millions XPF** de crédits répartis sur les opérations suivantes :

- l'entretien et la gestion du domaine public maritime 12,9 millions XPF,
- la coopération régionale 8,0 millions XPF,
- le fonds documentaire 2,0 millions XPF,
- les frais d'actes sur terrains provinciaux 0,5 million XPF.

## **8. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC**

Pour 2017, il est proposé **120,5 millions XPF** de crédits de paiement.

Cette enveloppe sera destinée aux missions de protection des personnes et de surveillance des bâtiments, assurées par les communes de la province Sud et la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM).

### **C – LES MOUVEMENTS FINANCIERS**

**151,5 millions XPF** sont proposés pour les opérations suivantes :

- |  |                     |
|--|---------------------|
| ▪ l'admission en non-valeur<br>pour des créances qui ne sont plus en mesure d'être recouvrées au terme<br>des procédures habituelles appliquées par le trésorier de la collectivité, | 100,0 millions XPF, |
| ▪ la constitution d'une provision<br>pour couvrir le risque de versement de dommages et intérêts au titre de litiges,  | 25,0 millions XPF,  |
| ▪ l'annulation de titres émis à tort   | 21,5 millions XPF,  |
| ▪ les remises gracieuses   | 5,0 millions XPF.   |

## SECTION 3 – LES CHARGES FINANCIERES

### 1. LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS

Le remboursement en capital s'élève, pour 2017, à 1,914 milliard XPF contre 2,122 milliard XPF en 2016 soit une baisse de -207,2 millions XPF (-10%).

La charge des intérêts s'établit à 564,1 millions XPF en baisse de 77,9 millions XPF par rapport à 2016 (-12%).

Ces crédits, d'un montant total de **2,478 milliards XPF**, comprennent les annuités suivantes :

- dette en place 2 364 millions XPF,
- prévision de mobilisation 2017 115 millions XPF.

La répartition des crédits entre dette en place et à mobiliser se présente comme suit :

	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE
<b>DETTE EN PLACE</b>	<b>502 100 000</b>	<b>1 861 800 000</b>	<b>2 363 900 000</b>
AFD (dont 1,6 Mdf de 2016 à 3,8% sur 15 ans)	229 000 000	1 028 000 000	1 257 000 000
BNC	22 800 000	149 000 000	171 800 000
CDC	106 100 000	327 100 000	433 200 000
CFFL	38 100 000	162 500 000	200 600 000
BCI (dont CAP BRED : 6,2 MF)	17 700 000	95 200 000	112 900 000
SGCB (dont SWAP de taux : 43,4 MF)	49 800 000	100 000 000	149 800 000
intérêts courus non échus (ICNE) <sup>1</sup>	8 600 000	0	8 600 000
provision pour variation de taux	30 000 000	0	30 000 000
<b>PREVISION DE MOBILISATION 2017</b>	<b>62 000 000</b>	<b>53 000 000</b>	<b>115 000 000</b>
2 Mdf à 3,8 % sur 15 ans	62 000 000	53 000 000	115 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>564 100 000</b>	<b>1 914 800 000</b>	<b>2 478 900 000</b>

<sup>1</sup> Contraction des ICNE 2016 (134,7 MF) moins ICNE 2017 (126,1 MF) soit environ 8,6 MF

### 2. LA LIGNE DE TRESORERIE

Pour 2017, les intérêts et commission de non-utilisation prévus au titre des lignes de trésorerie s'élèvent à **37 millions XPF**, contre 43 millions XPF en 2016 soit une baisse de 6 millions XPF (-14%).

Cette réduction est liée d'une part, à la baisse des taux et d'autre part, à une offre financière avec une marge plus faible que celle de 2016 (*marge : 2% contre 2,33% et commission : 0,2% contre 0,28%*).

## CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

### 1. LES AMORTISSEMENTS

Malgré la baisse des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie pour la troisième année consécutive, une dotation aux amortissements est assurée au budget primitif.

Cette dotation 2017 est estimée pour son montant net à **1,920 milliard XPF** et décomposée comme suit :

- 2,320 milliard XPF au titre de la dotation aux amortissements,
- 400 millions XPF au titre de la reprise des subventions d'équipements reçues. Cette inscription en dépenses d'investissement et en recette de fonctionnement vient en diminution des 2,320 milliard XPF d'amortissement.

### 2. LES RECLASSEMENTS COMPTABLES

**985 millions XPF** sont prévus au titre des reclassements comptables suivants :

- les avances opérées dans le cadre des aides individuelles habitat social 500 millions XPF, reclassées :
  - en subventions à hauteur de 350 millions XPF,
  - en prêts à hauteur de 150 millions XPF.
- les frais d'études et de recherche qui ont abouti à des travaux 485 millions XPF.

## CHAPITRE 4 – L'AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement est constitué de l'ensemble des mouvements d'ordre qui permettent de financer les dépenses d'investissement à partir des ressources de fonctionnement.

L'autofinancement est constitué :

- d'une partie obligatoire avec la dotation aux amortissements des biens acquis, des subventions d'équipements versées et des frais d'étude et de recherche en faveur de tiers,
- d'une partie facultative avec le prélèvement sur l'excédent de recettes de fonctionnement affecté à la section d'investissement.

Pour 2017, l'autofinancement net s'élève à **1,920 milliard XPF** au titre du montant net de la dotation aux amortissements.

La structure de financement du budget primitif 2017 se présente comme suit :

RECETTES	BP 2017		BP 2016		Var. BP/BP
	INV	FONC	INV	FONC	
RESSOURCES REELLES	4 378 644 808	47 779 152 516	3 524 170 670	47 996 825 816	1,2%
EMPRUNTS	4 400 000 000		5 500 000 000		-20,0%
AUTOFINANCEMENT	1 920 000 000		1 711 449 337		.
<b>TOTAL</b>	<b>10 698 644 808</b>	<b>47 779 152 516</b>	<b>10 735 620 007</b>	<b>47 996 825 816</b>	<b>-0,4%</b>

DEPENSES	BP 2017		BP 2016		Var. BP/BP
	INV	FONC	INV	FONC	
INVESTISSEMENTS DIRECTS	8 783 844 808		8 613 620 007		2,0%
DEPENSES DE GESTION		45 258 052 516		45 600 376 479	-0,8%
EMPRUNTS	1 914 800 000	601 100 000	2 122 000 000	685 000 000	-10,4%
AUTOFINANCEMENT		1 920 000 000		1 711 449 337	12,2%
<b>TOTAL</b>	<b>10 698 644 808</b>	<b>47 779 152 516</b>	<b>10 735 620 007</b>	<b>47 996 825 816</b>	<b>-0,4%</b>

Pour 2017, le niveau de l'épargne de gestion, de l'épargne brute et nette se présente comme suit :

		BP 2017	BP 2016
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	A	47 779 152 516	47 996 825 816
DEPENSES DE GESTION	B	45 258 052 516	45 600 376 479
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	<b>C (A-B)</b>	<b>2 521 100 000</b>	<b>2 396 449 337</b>
Intérêts sur emprunts	D	601 100 000	685 000 000
<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>E (C-D)</b>	<b>1 920 000 000</b>	<b>1 711 449 337</b>
Taux		4,0%	3,6%
Remb. en capital des emprunts	F	1 914 800 000	2 122 000 000
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>G (E-F)</b>	<b>5 200 000</b>	<b>-410 550 663</b>

## TITRE II – LES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES

Par délibération modifiée n° 10-2014/APS du 26 juin 2014, l'assemblée de province s'est dotée d'un règlement budgétaire et financier conforme aux dispositions de l'instruction M52 et valable pour la durée de la mandature.

Ce règlement budgétaire et financier définit notamment les règles de gestion applicable pour la gestion pluriannuelle et financière des crédits dans le cadre des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE).

Dans son titre 5, chapitre 2-E, il précise, qu'à chaque session budgétaire, un état récapitulatif des autorisations de programmes et d'engagement est joint en annexe des rapports de présentation des documents budgétaires (budget primitif, budget supplémentaire et décision modificative).

Cette annexe présente les évolutions proposées en matière d'engagements pluriannuels avec notamment, les ouvertures, les ajustements et les clôtures d'AP et d'AE.

A ce titre, les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programmes et d'engagement dans le cadre du présent budget primitif 2017 se présentent comme suit par programme :

### 1. LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

#### → Les ouvertures

PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	OUVERTURE AP BP 2017
	07-2017-1	COLLEGE DE BOULARI 16-20	DES	902	157 000 000
	07-2017-3	COLLEGE D'AUTEUIL	DES	902	50 000 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>207 000 000</b>
	13-2017-1	PAT ARCHEO-CARTE ARCHEOLOGIQUE	DC	903	15 000 000
	13-2017-2	PROJETS ARTISTIQUES	DC	903	10 000 000
<b>PROGRAMME 13 - PATRIMOINE</b>					<b>25 000 000</b>
	15-2017-3	GOLF DE TINA	DJS	903	525 000 000
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>					<b>525 000 000</b>
	18-2017-4	HABITAT - AIDES A L'AMENAGEMENT	DL	905	200 000 000
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>					<b>200 000 000</b>
	20-2017-1	EQUIPEMENTS MEDICAUX 2017-2020	DASS	904	100 000 000
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>					<b>100 000 000</b>
	25-2017-1	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DC	907	40 000 000
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>40 000 000</b>
	34-2017-1	DISPOSITIF DE SOUTIEN PPA 2017-2021	DDR	909	520 000 000
<b>PROGRAMME 34 - SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>					<b>520 000 000</b>
	45-2017-8	STATION EPURATION 2 KOUTIO	DENV	907	230 000 000
	45-2017-16	SYNDICAT INTERCOMMUNAL COTE OUEST	DJS	903	55 000 000
	45-2017-17	PARC DE DUMBEA	DJS	903	60 000 000
	45-2017-18	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DFA	907	40 000 000
	45-2017-19	YATE-ROUTES MUNICIPALES 10 & 12	DEPS	924079	600 000 000
	45-2017-20	MD-ROUTE MUNICIPALE 15	DEPS	924080	40 000 000
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>1 025 000 000</b>
<b>Total général</b>					<b>2 642 000 000</b>

## → Les ajustements

PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AP	AJUSTEMENT AP - BP 2017		MONTANT DE L'AP AJUSTEE
						REDUCTION	AUGMENTATION	
	01-2006-3	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	DFA	900	5 883 139 549	-11 309 041	0	5 871 830 508
	01-2012-4	ACQUISITION VEHICULES 2012-2016	DFA	900	990 000 000	-103 792 958	0	886 207 042
	01-2013-2	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	DEPS	900	983 531 174	-171 236 707	0	812 294 467
	01-2014-4	ACQUISITION DE TERRAINS	DFA	900	250 000 000	-250 000 000	0	0
	01-2014-8	CONSTRUCTION DE BATIMENTS ADMINISTRATIFS	DEPS	900	3 622 500 000	-725 000 000	0	2 897 500 000
	01-2015-2	AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DES LOGEMENTS	DEPS	900	260 000 000	-20 000 000	0	240 000 000
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>11 989 170 723</b>	<b>-1 281 338 706</b>	<b>0</b>	<b>10 707 832 017</b>
	07-2006-1	TOUS COLLEGES	DES	902	2 967 051 970	0	6 18 697 960	3 585 749 930
	07-2006-4	COLLEGE DE MAGENTA	DES	902	389 113 966	-638 960	0	388 475 006
	07-2006-8	COLLEGE DE RIVIERE SALEE	DES	902	655 744 280	0	60 000 000	715 744 280
	07-2006-9	COLLEGE BAUDOUX	DES	902	409 530 424	-50 000 000	0	359 530 424
	07-2006-10	COLLEGE DE THIO	DES	902	178 173 160	-2 240 314	0	175 932 846
	07-2006-12	COLLEGE DE BOURAIL	DES	902	292 169 875	-406 144	0	291 763 731
	07-2006-20	COLLEGE DE LA FOA	DES	902	720 830 628	0	10 000 000	730 830 628
	07-2006-21	COLLEGE PAITA NORD	DES	902	1 943 481 107	-46 500 000	0	1 896 981 107
	07-2007-1	COLLEGE DUMBEA SUR MER	DES	902	2 435 000 000	0	24 540 409	2 459 540 409
	07-2012-1	COLLEGE APOGOTTI	DES	902	2 500 000 000	0	70 000 000	2 570 000 000
	07-2015-6	COLLEGES - ASSAINISSEMENT	DES	902	125 000 000	0	467 500 000	592 500 000
	07-2016-1	COLLEGE MARIOTTI 16-20	DES	902	28 000 000	0	124 000 000	152 000 000
	07-2016-2	COLLEGE DE MAGENTA 16-20	DES	902	10 000 000	0	8 000 000	18 000 000
	07-2016-4	COLLEGE FRANCIS CARCO 16-20	DES	902	106 000 000	0	60 000 000	166 000 000
	07-2016-5	COLLEGE BAUDOUX 16-20	DES	902	101 000 000	0	16 800 000	117 800 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>12 861 095 410</b>	<b>-99 785 418</b>	<b>1 459 538 369</b>	<b>14 220 848 361</b>
	09-2006-1	ENSEIGNEMENT PRIVE	DES	902	3 250 000 000	-704 970 190	0	2 545 029 810
<b>PROGRAMME 09 - ENSEIGNEMENT PRIVE</b>					<b>3 250 000 000</b>	<b>-704 970 190</b>	<b>0</b>	<b>2 545 029 810</b>
	11-2011-2	INTERNATS D'EXCELLENCE	DES	902	626 001 720	-450 000 000	0	176 001 720
	11-2016-2	INTERNAT LA FOA	DES	902	7 500 000	0	1 500 000	9 000 000
<b>PROGRAMME 11 - INTERNATS</b>					<b>633 501 720</b>	<b>-450 000 000</b>	<b>1 500 000</b>	<b>185 001 720</b>
	13-2015-1	BATIMENTS CLASSES - AIDES A LA RESTRUCTURATION	DC	903	57 000 000	0	43 000 000	100 000 000
	13-2015-2	REAMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	DEPS	903	245 000 000	-237 212 109	0	7 787 891
	13-2015-3	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DU PATRIMOINE BATI	DEPS	903	92 500 000	-21 416 000	0	71 084 000
<b>PROGRAMME 13 - PATRIMOINE</b>					<b>394 500 000</b>	<b>-258 628 109</b>	<b>43 000 000</b>	<b>178 871 891</b>
	14-2013-1	RESTRUCTURATION DE LA FOL	DC	903	1 820 000 000	-608 000 000	0	1 212 000 000
<b>PROGRAMME 14 - CULTURE</b>					<b>1 820 000 000</b>	<b>-608 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 212 000 000</b>
	15-2011-1	LES BOUCLES DE DEVA	DJS	903	46 758 157	-2 519 793	0	44 238 364
	15-2013-3	GOLF DE TINA	DJS	903	204 292 708	-86 608 693	0	117 684 015
	15-2015-1	STADE DU PLGC	DJS	903	100 000 000	-90 000 000	0	10 000 000
	15-2015-2	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	DJS	903	135 000 000	-90 000 000	0	45 000 000
	15-2015-3	LES BOUCLES DE NETCHA	DJS	903	42 171 391	-41 882 116	0	289 275
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>					<b>528 222 256</b>	<b>-311 010 602</b>	<b>0</b>	<b>217 211 654</b>
	16-2015-1	CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT DE POE	DJS	903	110 000 000	-70 000 000	0	40 000 000
	16-2015-2	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES SITES DE LOISIRS	DEPS	903	80 000 000	-577 470	0	79 422 530
<b>PROGRAMME 16 - JEUNESSE</b>					<b>190 000 000</b>	<b>-70 577 470</b>	<b>0</b>	<b>119 422 530</b>
	18-2006-1	HABITAT SOCIAL	DL	905	34 096 701 420	-2 252 555 110	0	31 844 146 310
	18-2013-2	HABITAT - AIDES GROUPEES	DL	905	1 100 000 000	-341 115 104	0	758 884 896
	18-2015-1	HABITAT - AIDES GROUPEES HCD - PROG 2015	DL	905	1 000 000 000	-517 701 988	0	482 298 012
	18-2017-2	HABITAT - AIDES GROUPEES	DL	905	3 113 330 000	0	1 500 000 000	4 613 330 000
	18-2017-3	HABITAT - AIDES INDIVIDUELLES	DL	905	3 000 000 000	0	700 000 000	3 700 000 000
<b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>					<b>42 310 031 420</b>	<b>-3 111 372 202</b>	<b>2 200 000 000</b>	<b>41 398 659 218</b>
	19-2015-1	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES FOYERS	DEPS	905	43 675 115	0	10 000 000	53 675 115
<b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>					<b>43 675 115</b>	<b>0</b>	<b>10 000 000</b>	<b>53 675 115</b>
	20-2011-3	EQUIPEMENTS MEDICAUX	DASS	904	200 000 000	-7 503 727	0	192 496 273
	20-2015-1	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES CMS & CMP	DEPS	904	348 000 000	-45 000 000	0	303 000 000
	20-2015-2	CONSTRUCTION-EXTENSION ET EQUIPEMENT DES MAISONS DE SANTE	DEPS	904	1 361 250 000	-176 250 000	0	1 185 000 000
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>					<b>1 909 250 000</b>	<b>-228 753 727</b>	<b>0</b>	<b>1 680 496 273</b>
	21-2006-7	RP10 - ROUTE DE PETCHIKARA	DEPS	908	150 000 000	-25 673 161	0	124 326 839
	21-2015-1	FIABILISATION ET SECURISATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	DEPS	908	12 845 200 000	-2 035 000 000	0	10 810 200 000
	21-2015-2	AMENAGEMENT ROUTES PRINCIPALES URBAINES	DEPS	908	3 045 000 000	-2 585 000 000	0	460 000 000
	21-2015-3	AMENAGEMENT ROUTES PRINCIPALES RURALES	DEPS	908	609 000 000	-211 000 000	0	398 000 000
	21-2015-4	AMENAGEMENT ROUTES EXPRESS	DEPS	908	2 950 000 000	-980 000 000	0	1 970 000 000
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>					<b>19 599 200 000</b>	<b>-5 836 673 161</b>	<b>0</b>	<b>13 762 526 839</b>
	22-2015-2	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES AERIENNES	DEPS	908	181 000 000	0	37 233 600	218 233 600
<b>PROGRAMME 22 - INFRASTRUCTURE AERIENNE</b>					<b>181 000 000</b>	<b>0</b>	<b>37 233 600</b>	<b>218 233 600</b>
	24-2015-1	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	DEPS	908	500 000 000	-492 726 860	0	7 273 140
	24-2015-2	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES MARITIMES	DEPS	908	711 929 158	-200 709 521	0	511 219 637
<b>PROGRAMME 24 - INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>					<b>1 211 929 158</b>	<b>-693 436 381</b>	<b>0</b>	<b>518 492 777</b>
	25-2008-5	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DEPS	907	4 029 028 375	-850 000 000	0	3 179 028 375
	25-2011-1	ADEME-ACCORD CADRE 2011-2015	DENV	907	195 000 000	0	51 742 056	246 742 056
	25-2015-2	PARC ZOOLOGIQUE ET FORESTIER	DENV	907	120 000 000	-15 623 027	0	104 376 973
	25-2015-3	AIRES AMENAGEES DU GRAND SUD	DENV	907	77 500 000	0	71 500 000	149 000 000
	25-2015-8	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES PARCS PROVINCIAUX	DEPS	907	242 750 000	0	67 460 214	310 210 214
	25-2016-4	CONSERVATION ET GESTION DE LA BIODIVERSITE	DENV	907	62 500 000	0	87 945 237	150 445 237
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>4 726 778 375</b>	<b>-865 623 027</b>	<b>278 647 507</b>	<b>4 139 802 855</b>
	26-2013-1	SCHEMAS PROVINCIAUX D'AMENAGEMENT	DFA	907	40 000 000	-19 000 000	0	21 000 000
	26-2016-2	STOCKAGE DES DECHETS INERTES 2017-2022	DEPS	907	70 000 000	0	10 000 000	80 000 000
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>					<b>110 000 000</b>	<b>-19 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>101 000 000</b>



PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AP	AJUSTEMENT AP - BP 2017		MONTANT DE L'AP AJUSTEE
						REDUCTION	AUGMENTATION	
	29-2011-1	HYDRAULIQUE AGRICOLE	DDR	907	147 998 664	-200 000	0	147 798 664
	29-2015-1	PERIMETRES IRRIGUES COLLECTIFS	DDR	907	10 000 000	0	50 000 000	60 000 000
	29-2015-2	HYDRAULIQUE AGRICOLE	DDR	907	207 640 000	0	100 000 000	307 640 000
	29-2017-1	HYDRAULIQUE AGRICOLE	DDR	907	666 670 000	0	1 133 330 000	1 800 000 000
<b>PROGRAMME 29 - AMENAGEMENT RURAL</b>					<b>1 032 308 664</b>	<b>-200 000</b>	<b>1 283 330 000</b>	<b>2 315 438 664</b>
	34-2006-5	CAFI - SECTEUR MARITIME	DDR	909	663 785 079	-12 000	0	663 773 079
	34-2006-6	CAFI - SECTEUR RURAL	DDR	909	3 260 259 229	-18 554 895	0	3 241 704 334
	34-2011-1	PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	DDR	909	100 000 000	-2 000 000	0	98 000 000
	34-2015-1	CASE MARITIME - MISE EN ŒUVRE PPAP	DDR	909	370 000 000	0	100 000 000	470 000 000
	34-2015-4	CASE - INDUSTRIE & COMMERCE	DEFE	909	214 198 023	0	100 000 000	314 198 023
	34-2015-5	CASE - TOURISME	DEFE	909	58 558 305	0	50 000 000	108 558 305
<b>PROGRAMME 34 - SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>					<b>4 666 800 636</b>	<b>-20 566 895</b>	<b>250 000 000</b>	<b>4 896 233 741</b>
	35-2006-3	AQUACULTURE MARINE	DDR	909	764 000 000	-77 289 566	0	686 710 434
<b>PROGRAMME 35 - PECHE ET AQUACULTURE</b>					<b>764 000 000</b>	<b>-77 289 566</b>	<b>0</b>	<b>686 710 434</b>
	38-2015-1	AMENAGEMENT ET GROS ENTRETIEN DES SITES TOURISTIQUES	DEPS	909	567 500 000	-3 000 000	0	564 500 000
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>					<b>567 500 000</b>	<b>-3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>564 500 000</b>
	40-2006-1	STATION ZOOTECHNIQUE DE PORT LAGUERRE	DDR	909	240 442 091	-23 001 755	0	217 440 336
	40-2006-2	CFPPA & SRMH - EXTENSION	DDR	909	110 406 200	-7 383 122	0	103 023 078
	40-2011-2	SMHSL - EXTENSION DE LA BIOFABRIQUE	DDR	909	82 000 000	-8 262 241	0	73 737 759
	40-2015-4	STATION ZOOTECHNIQUE DE PORT LAGUERRE	DDR	909	100 000 000	0	100 000 000	200 000 000
<b>PROGRAMME 40 - STATIONS PROVINCIALES</b>					<b>532 848 291</b>	<b>-38 647 118</b>	<b>100 000 000</b>	<b>594 201 173</b>
	45-2006-17	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DC	903	270 522 596	-13 706 810	0	256 815 786
	45-2006-20	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DENV	907	1 488 235 664	-119 960 378	0	1 368 275 286
	45-2006-21	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DJS	903	894 961 027	-49 334 933	0	845 626 094
	45-2006-23	INTERNET A L'ECOLE	DES	924011	831 800 000	0	262 241 464	1 094 041 464
	45-2006-24	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DEPS	908	2 032 859 085	-14 040 110	0	2 018 818 975
	45-2006-25	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DC	903	319 457 750	-28 246 403	0	291 211 347
	45-2006-28	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DJS	903	436 737 284	-140 936 870	0	295 800 414
	45-2006-29	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DENV	907	2 023 299 251	-144 310 116	0	1 878 989 135
	45-2008-1	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DFI	907	1 291 642 639	-436 000 000	0	855 642 639
	45-2009-2	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DES	902	77 797 671	-42 000 000	0	35 797 671
	45-2011-2	COMMUNES - OPERATIONS DU CD	DEPS	908	370 000 000	-5 000 000	0	365 000 000
	45-2011-3	ADEME-ACCORD CADRE 2011-2015	DENV	907	945 000 000	-200 000 000	0	745 000 000
	45-2012-1	SECURITE ET ORDRE PUBLIC - CONTRIBUTIONS	DEPS	901	75 903 031	-50 000 000	0	25 903 031
	45-2012-2	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS - CONTRIBUTIONS	DEPS	903	55 000 000	0	5 000 000	60 000 000
	45-2012-3	TRANSPORT ET COMMUNICATION - CONTRIBUTIONS	DEPS	908	1 924 061 463	-375 095 060	0	1 548 966 403
	45-2012-4	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT - CONTRIBUTIONS	DEPS	907	662 240 114	-45 088 890	0	617 151 224
	45-2012-6	CS-ROUTE DE LEBRIS	DEPS	924032	180 000 000	-15 500 000	0	164 500 000
	45-2012-16	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DJS	924010	10 000 000	-10 000 000	0	0
	45-2012-19	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DDR	909	5 000 000	-5 000 000	0	0
	45-2012-25	EXTENSION DES PISTES DE TINA	DJS	924037	100 000 000	-20 000 000	0	80 000 000
	45-2012-26	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DFA	907	40 000 000	-13 897 045	0	26 102 955
	45-2015-2	BOUCLES DE TINA	DEPS	924073	50 000 000	0	125 314 160	175 314 160
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>14 084 517 575</b>	<b>-1 728 116 615</b>	<b>392 555 624</b>	<b>12 748 956 584</b>
	46-2012-3	REHABILITATION DES RETENUES COLLINAIRES	DDR	924030	15 000 000	-13 510 939	0	1 489 061
<b>PROGRAMME 46 - TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>					<b>15 000 000</b>	<b>-13 510 939</b>	<b>0</b>	<b>1 489 061</b>
<b>Total général</b>					<b>123 421 329 343</b>	<b>-16 420 500 126</b>	<b>6 065 805 100</b>	<b>113 066 634 317</b>

→ Les clôtures

PROG.	N° AP	LIBELLE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AP	AJUSTEMENT AP - BP17	MONTANT DE L'AP AJUSTEE
	01-2010-1	LES MANGUIERS	DFA	900	450 251		450 251
	01-2012-2	CARTOGRAPHIE	DFA	900	65 000 000	-14 032 737	50 967 263
	01-2012-3	FONDS DOCUMENTAIRES	DFA	900	31 292 887		31 292 887
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>96 743 138</b>	<b>-14 032 737</b>	<b>82 710 401</b>
	07-2006-3	COLLEGE DE NORMANDIE	DES	902	90 828 765		90 828 765
	07-2006-14	COLLEGE DE KAMERE	DES	902	89 543 077		89 543 077
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>180 371 842</b>		<b>180 371 842</b>
	11-2006-1	INTERNAT DE BOURAIL	DES	902	159 851 322		159 851 322
<b>PROGRAMME 11 - INTERNATS</b>					<b>159 851 322</b>		<b>159 851 322</b>
	13-2006-1	BOULANGERIE DE NOUVILLE	DC	903	231 235 620	-91 716 328	139 519 292
	13-2007-2	CHS DE NOUVILLE	DC	903	40 087 332	-12 751 543	27 335 789
	13-2009-1	MUSEE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	DC	903	104 119 505	-9 700 000	94 419 505
	13-2013-1	GENDARMERIE DE TOMO	DC	903	50 000 000	-47 416 790	2 583 210
<b>PROGRAMME 13 - PATRIMOINE</b>					<b>425 442 457</b>	<b>-161 584 661</b>	<b>263 857 796</b>
	14-2012-3	SUP DIGITAL	DC	903	120 000 000	-120 000 000	0
	14-2014-3	ECOLE DU CIRQUE	DC	903	10 000 000	-10 000 000	0
<b>PROGRAMME 14 - CULTURE</b>					<b>130 000 000</b>	<b>-130 000 000</b>	<b>0</b>
	15-2010-1	LES BOUCLES DE NETCHA	DJS	903	52 428 609	-171 591	52 257 018
	15-2013-2	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	DEPS	903	3 785 917		3 785 917
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>					<b>56 214 526</b>	<b>-171 591</b>	<b>56 042 935</b>
	16-2014-1	AMENAGEMENT DES STRUCTURES SOCIO-EDUCATIVES PROVINCIALES	DJS	903	50 000 000	-50 000 000	0
<b>PROGRAMME 16 - JEUNESSE</b>					<b>50 000 000</b>	<b>-50 000 000</b>	<b>0</b>
	19-2011-1	INSTITUT AUTISME	DASS	905	39 854 547	-12 000 000	27 854 547
<b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>					<b>39 854 547</b>	<b>-12 000 000</b>	<b>27 854 547</b>
	20-2006-6	CMS DE BOULARI	DASS	904	0		0
	20-2006-7	CMS DE YATE	DASS	904	3 118 483		3 118 483
	20-2011-2	CMS DE L'ILE DES PINS	DASS	904	80 325 750	-115 500	80 210 250
<b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>					<b>83 444 233</b>	<b>-115 500</b>	<b>83 328 733</b>
	21-2006-3	AMENAGEMENT DIVERS DU RESEAU ROUTIER	DEPS	908	1 984 293 818		1 984 293 818
	21-2006-4	PATRIMOINE PROVINCIAL MOBILIER	DEPS	908	129 326 733	-372 385	128 954 348
	21-2006-11	VOIES EXPRESS	DEPS	908	1 190 156 282		1 190 156 282
	21-2011-1	RP3 - ROUTE DE YATE	DEPS	908	608 770 276	-2 724 787	606 045 489
	21-2012-1	TRAVAUX SUR VOIRIE AVANT RETROCESSION	DEPS	908	34 122 050	-8 318 709	25 803 341
<b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>					<b>3 946 669 159</b>	<b>-11 415 881</b>	<b>3 935 253 278</b>
	25-2006-4	PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	DENV	907	668 677 673	-5 369 479	663 308 194
	25-2010-1	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	DENV	907	227 937 170	-49 286 452	178 650 718
	25-2015-13	GESTION DES DECHETS	DENV	907	50 000 000	-48 217 100	1 782 900
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>946 614 843</b>	<b>-102 873 031</b>	<b>843 741 812</b>
	26-2012-3	ETUDES DES ZONES INONDABLES	DFA	907	1 699 837		1 699 837
<b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>					<b>1 699 837</b>		<b>1 699 837</b>
	38-2012-1	DESTINATION GRAND SUD	DEFE	909	40 000 000	-40 000 000	0
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>					<b>40 000 000</b>	<b>-40 000 000</b>	<b>0</b>
	45-2006-9	COMMUNES - OPERATIONS DU CD	DEPS	924	307 903 456		307 903 456
	45-2006-11	COMMUNES - OPERATIONS DU CD	DC	903	6 612 500	-2 567 500	4 045 000
	45-2006-14	COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC	DC	903	50 625 000		50 625 000
	45-2006-15	COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC	DJS	924013	484 818 409	-73 528 150	411 290 259
	45-2006-32	FORT TERE MBA	DC	924014	195 202 124	-48 763 955	146 438 169
	45-2007-4	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DL	905	61 671 133		61 671 133
	45-2008-2	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DJS	903	30 000 000		30 000 000
	45-2008-5	CONTRAT PVS-THIO-SLN	DENV	907	46 619 084	-619 084	46 000 000
	45-2008-7	CONTRAT PVS-THIO-SLN	DL	905	46 000 000		46 000 000
	45-2011-1	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DL	907	9 993 160	-5 500 000	4 493 160
	45-2012-5	ECONOMIE - CONTRIBUTIONS	DEPS	909	55 749 958	-55 749 958	0
	45-2012-10	PROTECTION DU PATRIMOINE BATTI DE L'ILE DES PINS	DC	924034	50 000 000	-35 447 500	14 552 500
	45-2012-20	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DASS	904	1 000 000	-1 000 000	0
	45-2012-21	INVESTISSEMENTS COMMUNAUX	DASS	905	1 000 000	-1 000 000	0
	45-2012-27	CONTRAT D'AGGLOMERATION	DFA	907	62 500 000	-59 365 750	3 134 250
	45-2013-3	CONDUITE D'OPERATIONS POUR LE COMPTE DES COMMUNES	DENV	924052	78 144 000	-18 316 680	59 827 320
<b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>					<b>1 487 838 824</b>	<b>-301 858 577</b>	<b>1 185 980 247</b>
	46-2012-9	CHAPELLE DE OUARA	DC	924009	35 000 000	-19 897 727	15 102 273
	46-2013-3	LAND ART	DC	924049	15 946 200	-11 936 975	4 009 225
<b>PROGRAMME 46 - TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>					<b>50 946 200</b>	<b>-31 834 702</b>	<b>19 111 498</b>
<b>Total général</b>					<b>7 695 690 928</b>	<b>-855 886 680</b>	<b>6 839 804 248</b>

## 2. LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

### → Les ouvertures

PROG.	N° AE	LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT	DIR	CHAPITRE	OUVERTURE AE BP 2017
	01-2017-1	ENTRETIEN, MAINTENANCE ET SERVICES	DFA	930	225 000 000
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>225 000 000</b>
	15-2017-1	SIVM-COTE OUEST	DJS	933	50 000 000
<b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>					<b>50 000 000</b>
	16-2017-1	RESTAURATION CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT DE POE	DJS	933	70 000 000
<b>PROGRAMME 16 - JEUNESSE</b>					<b>70 000 000</b>
	23-2017-1	ENTRETIEN LA COULEE	DDR	937	50 000 000
<b>PROGRAMME 23 - COURS D'EAU</b>					<b>50 000 000</b>
	25-2017-2	MAINTENANCE CONDUITE DEVA	DDR	937	30 000 000
<b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>					<b>30 000 000</b>
	33-2017-3	CHANTIERS D'INSERTION FONCTIONNEMENT	DEFE	936	114 000 000
	33-2017-2	MIJ FONCTIONNEMENT	DEFE	936	825 000 000
<b>PROGRAMME 33 - INSERTION</b>					<b>939 000 000</b>
	35-2017-1	IFREMER-ACCORD CADRE 2017-2021	DDR	939	50 000 000
	35-2017-2	ADECAL-TECHNOPOLE RESSOURCES MARINES	DDR	939	150 000 000
<b>PROGRAMME 35 - PECHE ET AQUACULTURE</b>					<b>200 000 000</b>
	37-2017-3	BIOCALEDONIA 2017-2021	DDR	939	40 000 000
	37-2017-4	COURSES HIPPIQUES 2017-2019	DDR	939	200 000 000
	37-2017-5	AIDE A LA CONVERSION	DDR	939	20 000 000
	37-2017-2	ADECAL TECHNOPOLE RESSOURCES TERRESTRES 2017-2021	DDR	939	650 000 000
<b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>					<b>910 000 000</b>
	38-2017-3	GIE TOURISME PROVINCE SUD FONCTIONNEMENT	DEFE	939	2 508 000 000
	38-2017-4	BIENVENUE A LA FERME	DEFE	939	4 500 000
	38-2017-1	SYNDICAT DES ACTIVITES NAUTIQUES TOURISTIQUES FONCTIONNEMENT	DEFE	939	40 290 000
	38-2017-2	WECECA FONCTIONNEMENT	DEFE	939	15 000 000
<b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>					<b>2 567 790 000</b>
	39-2017-3	SYNERGIE FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-4	CLUSTER MARITIME FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-5	CLUSTER EXPORT FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-6	BOIS ET DEV FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-2	THINK- IT FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-7	ASSOCIATION MAINTENANCE DURABLE FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-11	INITIATIVE NOUVELLE CALEDONIE FONCTIONNEMENT	DEFE	939	45 000 000
	39-2017-10	NOUMEA CENTRE VILLE FONCTIONNEMENT	DEFE	939	45 900 000
	39-2017-9	ACOTRED FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
	39-2017-8	CAP AGRO ALIMENTAIRE FONCTIONNEMENT	DEFE	939	18 900 000
<b>PROGRAMME 39 - EXPANSION GENERALE</b>					<b>242 100 000</b>
<b>Total général</b>					<b>5 283 890 000</b>

### → Les ajustements

PROG.	N° AE	LIBELLE DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT	DIR	CHAPITRE	MONTANT DE L'AE	AJUSTEMENT AE - BP 2017		MONTANT DE L'AE AJUSTEE
						REDUCTION	AUGMENTATION	
	01-2012-1	LOCATION ET ENTRETIEN DE VEHICULE 2012-2014	DFA	930	258 000 000	0	0	258 000 000
	01-2014-1	LOCATIONS DE MOYENS D'IMPRESSON	DSI	930	100 000 000	0	0	100 000 000
	01-2014-5	OPERATIONS DE SECURITE	DJA	931	500 000 000	0	50 000 000	550 000 000
	01-2014-2	PROTECTION DES PERSONNELS ET SURVEILLANCE DES BATIMENTS PROVINCIAUX 2014-2018	DFA	930	850 000 000	0	250 000 000	1 100 000 000
	01-2015-5	LOCATION ET ENTRETIEN DE VEHICULE 2015	DFA	930	150 000 000	0	35 000 000	185 000 000
	01-2016-4	NUMERISATION GED	DFA	930	10 000 000	0	0	10 000 000
	01-2016-2	PRESTATIONS ET ENTRETIENS DE L'HELICOPTERE	DFA	930	35 000 000	0	0	35 000 000
<b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>					<b>1 903 000 000</b>	<b>0</b>	<b>335 000 000</b>	<b>2 238 000 000</b>
	07-2015-3	COLLEGES NUMERIQUES	DES	932	150 000 000	0	0	150 000 000
<b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>					<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>
	09-2015-1	DOTATION ENSEIGNEMENT PRIVE 2015-2019	DES	932	6 800 000 000	0	0	6 800 000 000
<b>PROGRAMME 09 - ENSEIGNEMENT PRIVE</b>					<b>6 800 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 800 000 000</b>
	10-2012-1	FRAIS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	DES	932	1 328 000 000	0	0	1 328 000 000
	10-2013-1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR-BOURSES D'EXCELLENCE	DES	932	250 000 000	0	250 000 000	500 000 000
	10-2016-1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR-PRIX D'ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE	DES	932	100 000 000	0	0	100 000 000
<b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>					<b>1 678 000 000</b>	<b>0</b>	<b>250 000 000</b>	<b>1 928 000 000</b>
	12-2012-1	INTERNET A L'ECOLE OD13	DES	932	798 000 000	0	0	798 000 000
<b>PROGRAMME 12 - VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>					<b>798 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>798 000 000</b>
	13-2013-3	MUSEE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE	DC	933	99 011 294	0	0	99 011 294
	13-2014-3	INSTITUT D'ARCHEOLOGIE DE NC ET DU PACIFIQUE	DC	933	90 000 000	0	7 500 000	97 500 000
	13-2014-1	MUSEE MARITIME	DC	933	52 000 000	0	0	52 000 000
	13-2014-2	ASSOCIATION MARGUERITE	DC	933	72 000 000	0	8 000 000	80 000 000
	13-2016-1	ASSOCIATION TEMOIGNAGE D'UN PASSE	DC	933	23 100 000	0	0	23 100 000
	13-2016-5	ACADEMIE LANGUE KANAK	DC	933	24 000 000	-18 000 000	0	6 000 000
	13-2016-2	MUSEE MINE DE THIO	DC	933	4 125 000	0	0	4 125 000
<b>PROGRAMME 13 - PATRIMOINE</b>					<b>364 236 294</b>	<b>-18 000 000</b>	<b>15 500 000</b>	<b>361 736 294</b>



## TITRE III – LES PROPOSITIONS DE VOTE PAR CHAPITRE

Conformément aux dispositions de la délibération N° 11-2011/APS du 26 mai 2011, l'assemblée de province Sud a opté pour un vote par fonction de son budget élaboré sous le régime de l'instruction M.52.

En application de cette modalité de vote par fonction, les chapitres et articles seront donc définis par référence à la liste des chapitres votés par fonction tels qu'annexés à l'arrêté ministériel modifié du 22 avril 2011 portant expérimentation de la M 52 en Nouvelle-Calédonie.

Ainsi, conformément à l'instruction comptable M52 en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, il vous est d'abord proposé une présentation de la balance générale du budget et ensuite, une présentation des mesures nouvelles par chapitre M52.

### CHAPITRE 1 – LA BALANCE GENERALE DU BUDGET

Le projet de budget primitif 2017 s'élève donc à **60,262 milliards XPF** décomposés comme suit :

- 12,083 milliards XPF en section d'investissement ;
- 48,179 milliards XPF en section de fonctionnement.

En mouvements réels, les dépenses s'élèvent à **56,557 milliards XPF** dont 10,7 milliards XPF en section d'investissement et 45,8 milliards XPF en fonctionnement.

Chapitre - libellé chapitre	RECETTE		Total RECETTE	DEPENSE		Total DEPENSE
	INV	FONC		INV	FONC	
900-ADMINISTRATION GENERALE	11 713 000		11 713 000	756 083 505		756 083 505
902-ENSEIGNEMENT	1 088 000 000		1 088 000 000	1 653 613 324		1 653 613 324
903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				527 700 000		527 700 000
904-SANTE	49 725 000		49 725 000	200 500 000		200 500 000
905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	777 500 000		777 500 000	1 600 219 460		1 600 219 460
906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE				9 300 000		9 300 000
907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	88 395 808		88 395 808	1 598 329 756		1 598 329 756
908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	155 750 000		155 750 000	1 303 968 763		1 303 968 763
909-ECONOMIE	150 000 000		150 000 000	843 880 000		843 880 000
922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 861 712 000		1 861 712 000			
923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	4 515 000 000		4 515 000 000	2 029 800 000		2 029 800 000
924011-CI/CS-INTERNET A L'ECOLE				55 000 000		55 000 000
924022-ENTRETIEN DES COURS D'EAU	22 000 000		22 000 000	22 500 000		22 500 000
924024-SITE D'ESCALADE DE TEREKA				500 000		500 000
924027-REHABILITATION DES SITES DEGRADES				16 900 000		16 900 000
924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA				13 400 000		13 400 000
924046-PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES				2 650 000		2 650 000
924073-BOUCLES DE TINA				13 300 000		13 300 000
924076-REHABILITATION ET REBOUCHAGE DE FORAGES				1 000 000		1 000 000
924079-YATE-RM10 & RM13				10 000 000		10 000 000
924080-MD-RM16				40 000 000		40 000 000
925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEP ET REC)	985 000 000		985 000 000	985 000 000		985 000 000
926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	2 320 000 000		2 320 000 000	400 000 000		400 000 000
954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	58 849 000		58 849 000			
	<b>12 083 644 808</b>		<b>12 083 644 808</b>	<b>12 083 644 808</b>		<b>12 083 644 808</b>
930-ADMINISTRATION GENERALE		257 686 719	257 686 719	5 099 738 079		5 099 738 079
931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC				120 500 000		120 500 000
932-ENSEIGNEMENT		222 845 000	222 845 000	14 274 843 044		14 274 843 044
933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		73 400 000	73 400 000	1 634 249 494		1 634 249 494
934-SANTE		110 000 000	110 000 000	3 348 365 000		3 348 365 000
935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE		1 933 000 000	1 933 000 000	10 677 400 000		10 677 400 000
936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE		672 500 000	672 500 000	1 966 474 500		1 966 474 500
937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT		281 438 400	281 438 400	1 901 007 329		1 901 007 329
938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		234 354 897	234 354 897	2 626 813 270		2 626 813 270
939-ECONOMIE		42 000 000	42 000 000	3 444 061 800		3 444 061 800
940-IMPOSITIONS DIRECTES		1 660 000 000	1 660 000 000	136 400 000		136 400 000
941-AUTRES IMPOTS ET TAXES		6 410 000 000	6 410 000 000	3 200 000		3 200 000
942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		35 811 927 500	35 811 927 500			
943-OPERATIONS FINANCIERES		70 000 000	70 000 000	601 100 000		601 100 000
945-PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES				25 000 000		25 000 000
946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)		400 000 000	400 000 000	2 320 000 000		2 320 000 000
		<b>48 179 152 516</b>	<b>48 179 152 516</b>	<b>48 179 152 516</b>		<b>48 179 152 516</b>
	<b>12 083 644 808</b>	<b>48 179 152 516</b>	<b>60 262 797 324</b>	<b>12 083 644 808</b>	<b>48 179 152 516</b>	<b>60 262 797 324</b>

## CHAPITRE 2 - LE DETAIL PAR CHAPITRE

Conformément à la nomenclature M52, il vous est proposé une présentation des mesures nouvelles par chapitre.

Au sein de chaque chapitre, les propositions de crédits sont listées par nature, programme, opérations et référence d'AP ou d'AE afin de permettre une meilleure lisibilité des actions provinciales.

### SECTION D'INVESTISSEMENT

#### 900-ADMINISTRATION GENERALE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00047	LOGEMENTS	-	0	1 000 000	0	6 800 000
	06D00067	IMMEUBLE ARTILLERIE	-	0	0	0	10 500 000
			01-2006-3	0	448 505	0	310 047
			01-2014-8	0	5 150 000	0	35 600 000
	06D00101	INFORMATIQUE	01-2006-7	0	0	0	5 000 000
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	-	0	4 000 000	0	2 500 000
	06D00205	HELICOPTERE	-	0	7 600 000	0	24 000 000
	06D00279	TERRAINS PROVINCIAUX	-	11 713 000	0	0	0
	06D00299	CARTOGRAPHIE	-	0	100 000	0	100 000
			01-2012-2	0	0	0	20 000 000
			01-2016-1	0	15 000 000	0	0
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	4 800 000	0	10 000 000
			01-2012-4	0	0	0	210 000 000
			01-2016-5	0	15 000 000	0	0
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	13 535 000	0	26 850 000
	06D00473	HOTEL DE PROVINCE	-	0	0	0	7 000 000
	11D03603	COOPERATION REGIONALE	-	0	20 000 000	0	20 000 000
	11D03609	CESSIONS LOTS INDUSTRIELS	-	0	0	33 383 400	0
	14D04846	NEA-DPASS REHAB. GALLIENI	01-2013-2	0	0	0	25 500 000
	15D05098	AMELIORATION CONCEPTION ENERGETIQUE	01-2013-2	0	24 000 000	0	23 000 000
	15D05099	BAT PROV-GROSSES REPARAT° ET AMENAGEMENT	01-2013-2	0	96 400 000	0	50 000 000
	15D05100	NEA-HPS AMGT HALL ET TERRASSE	01-2013-2	0	38 650 000	0	3 300 000
	15D05110	LOGEMENTS-DIVERS AMENAG & GROS ENTRETEN	01-2015-2	0	29 600 000	0	45 000 000
	15D05111	INFORMATIQUE	01-2015-1	0	244 300 000	0	203 600 000
	15D05112	THIO-LOGEMENTS COLLECTIFS	01-2015-3	0	14 000 000	0	53 700 000
	15D05192	ETUDES PRE-PROGRAMMES	-	0	20 000 000	0	10 000 000
	16D05395	IDP-LOGEMENTS	01-2015-3	0	0	0	6 500 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>11 713 000</b>	<b>553 583 505</b>	<b>33 383 400</b>	<b>799 260 047</b>
	12D03739	COMMUNICATION-INFORMATION	-	0	2 500 000	0	5 000 000
<b>Programme 02-INSTITUTIONS</b>				<b>0</b>	<b>2 500 000</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	-	0	200 000 000	0	200 000 000
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>200 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>11 713 000</b>	<b>756 083 505</b>	<b>33 383 400</b>	<b>1 004 260 047</b>

## 902-ENSEIGNEMENT

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	-	0	3 000 000	0	3 000 000
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	0	0	300 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>3 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 300 000</b>
	06D00018	DGE - COLLEGE	-	1 077 000 000	0	1 097 000 000	0
	06D00037	DOTATION GLOBALE - COLLEGES PUBLICS	-	0	135 000 000	0	135 000 000
	06D00070	COLLEGE 600 TUBAND	-	0	0	12 500 000	0
			07-2006-7	0	310 000	0	12 000 000
	06D00073	TOUS COLLEGES	07-2006-1	0	148 000 000	0	150 000 000
	06D00086	COLLEGE BAUDOUX	07-2006-9	0	1 300 000	0	6 400 000
	06D00097	COLLEGE D'AUTEUIL	07-2017-3	0	3 000 000	0	0
	06D00110	COLLEGE DE BOULARI	07-2017-1	0	8 700 000	0	0
	06D00166	COLLEGE DE MAGENTA	07-2006-4	0	5 780 000	0	35 000 000
	06D00191	COLLEGE DE RIVIERE-SALEE	07-2006-8	0	46 250 000	0	7 000 000
	06D00203	COLLEGE DE THIO	07-2006-10	0	328 124	0	82 000 000
	06D00214	COLLEGE DES PORTES DE FER	07-2006-16	0	220 500	0	48 000 000
	06D00218	COLLEGE FAYARD	07-2006-17	0	0	0	4 000 000
	06D00225	COLLEGE MARIOTTI	-	0	0	0	21 000 000
			07-2006-19	0	46 539 200	0	127 000 000
	08D01426	COLLEGES-DESAMIANTAGE	07-2008-1	0	63 580 000	0	19 100 000
	08D01427	COLLEGES-CABLAGE INFORMATIQUE	07-2008-2	0	80 000 000	0	80 000 000
	09D02074	COLLEGE 300 YATE	07-2009-1	0	0	0	5 000 000
	12D03724	COLLEGE APOGOTI	07-2012-1	0	863 000 000	0	300 000 000
	14D04842	COLLEGES-MATERIELS ET EQUIPEM.NUMERIQUES	-	11 000 000	0	0	0
			07-2008-2	0	60 000 000	0	169 000 000
	15D05093	COLLEGE LEOPOLD DJIET - BOURAIL	07-2015-1	0	0	0	35 000 000
	15D05185	COLLEGES - ASSAINISSEMENT	07-2015-6	0	50 174 000	0	9 300 000
	16D05399	COLLEGE MARIOTTI	07-2016-1	0	23 324 000	0	3 300 000
	16D05400	ECONOMIE D'ENERGIE-COLLEGES	07-2016-3	0	0	0	6 000 000
	16D05401	COLLEGE DE MAGENTA	07-2016-2	0	7 610 000	0	1 300 000
	16D05402	COLLEGE FRANCIS CARCO 16-20	07-2016-4	0	17 690 000	0	8 400 000
	16D05405	COLLEGE BAUDOUX	07-2016-5	0	1 620 000	0	0
	16D05428	COLLEGE DE THIO	07-2016-6	0	7 800 000	0	0
<b>Programme 07-COLLEGES PUBLICS</b>				<b>1 088 000 000</b>	<b>1 570 225 824</b>	<b>1 109 500 000</b>	<b>1 263 800 000</b>
	06D00466	MISE AUX NORMES & RENOVATION BATIMENTS	09-2006-1	0	12 500 000	0	37 750 000
<b>Programme 09-ENSEIGNEMENT PRIVE</b>				<b>0</b>	<b>12 500 000</b>	<b>0</b>	<b>37 750 000</b>
	17D05719	UNC-EVOLUTIONIUT & ACCES JEUNES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	10-2017-3	0	8 000 000	0	0
	17D05775	UNC-ANTENNE DU NORD	10-2017-4	0	6 250 000	0	0
<b>Programme 10-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>				<b>0</b>	<b>14 250 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	11D03150	TOUS INTERNATS	11-2011-1	0	20 000 000	0	30 760 000
	16D05403	INTERNAT DE BOURAIL	11-2016-1	0	2 000 000	0	7 000 000
	16D05404	INTERNAT DE LA FOA	11-2016-2	0	7 000 000	0	5 800 000
<b>Programme 11-INTERNATS</b>				<b>0</b>	<b>29 000 000</b>	<b>0</b>	<b>43 560 000</b>
	11D03173	CA-EQUIPEMENTS SCOLAIRES 11-15	45-2006-22	0	18 637 500	0	22 225 000
	17D05685	CA-EQUIPEMENTS SCOLAIRES	45-2017-6	0	6 000 000	0	0
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>24 637 500</b>	<b>0</b>	<b>22 225 000</b>
<b>Total général</b>				<b>1 088 000 000</b>	<b>1 653 613 324</b>	<b>1 109 500 000</b>	<b>1 370 635 000</b>

**903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017 DEPENSE	BP 2016 DEPENSE
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	200 000	700 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>200 000</b>	<b>700 000</b>
	06D00051	NEA-BOULANGERIE DE NOUVILLE	-	7 500 000	5 000 000
	06D00057	PAT BATI-CHATEAU HAGEN	-	1 000 000	14 700 000
			13-2006-3	17 500 000	0
	07D00601	PAT BATI-CHS DE NOUVILLE	-	6 000 000	0
	08D01310	PAT BATI-CONSERVATION & SAUVEGARDE	-	0	11 000 000
			13-2015-1	23 000 000	13 000 000
	11D03149	PAT BATI-ANSE N'DU	13-2011-1	22 000 000	22 000 000
	11D03512	COLLECTIONS PROVINCIALES	-	0	2 500 000
			13-2017-2	2 500 000	0
	12D04235	BOULANGERIE DU FORT DE TEREMBA	-	0	21 000 000
	12D04355	PAT BATI-PROTECTION-ILE DES PINS	13-2013-2	27 000 000	23 000 000
	13D04436	PAT BATI-VALORISA. MONUMENT HIST.	-	1 350 000	1 350 000
	15D05128	NEA-KO WE KARA	13-2015-3	1 000 000	8 500 000
	15D05181	NEA-BOULANGERIE DE NOUVILLE	13-2015-2	0	300 000
	15D05187	NEA-CHATEAU HAGEN	13-2015-3	0	5 000 000
	17D05675	PAT ARCHEOLOGIQUE	-	4 300 000	0
			13-2017-1	5 000 000	0
<b>Programme 13-PATRIMOINE</b>				<b>118 150 000</b>	<b>127 350 000</b>
	16D05427	AIDES PROD AUDIOVIS ET CINEMATOGRAPHIQUE	14-2016-5	40 000 000	0
<b>Programme 14-CULTURE</b>				<b>40 000 000</b>	<b>0</b>
	06D00153	ACTIONS SPORTS - GLOBALISEES	-	1 920 000	600 000
	10D02856	LES BOUCLES DE NETCHA	-	500 000	750 000
	11D03655	EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR TIERS	-	20 000 000	20 000 000
	12D03763	SENTIERS DE RANDONNEES	-	1 500 000	2 350 000
			15-2012-2	12 000 000	5 000 000
	13D04198	GOLF DE TINA	-	4 000 000	0
			15-2013-3	2 000 000	20 000 000
			15-2017-3	35 000 000	0
	15D05091	STADE DU PLGC	-	100 000	500 000
			15-2015-1	3 000 000	0
	15D05095	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	-	3 000 000	3 000 000
			15-2015-2	10 000 000	6 215 000
	15D05114	SITES SPORTIFS-AMENAGT ET GROS ENTRETIEN	15-2015-4	13 000 000	20 500 000
<b>Programme 15-SPORTS</b>				<b>106 020 000</b>	<b>78 915 000</b>
	06D00150	ACTIONS JEUNESSE - GLOBALISEES	-	50 000	100 000
	13D04212	EQUIP STRUCTURES SOCIO EDUC POUR TIERS	-	5 000 000	5 000 000
	15D05096	BRL-CAP POE	-	4 730 000	2 000 000
			16-2015-1	5 000 000	2 000 000
			16-2015-2	4 000 000	0
<b>Programme 16-JEUNESSE</b>				<b>18 780 000</b>	<b>9 100 000</b>
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	-	10 800 000	14 500 000
			45-2006-28	0	2 300 000
	06D00459	CPEC-EQUIPEMENTS PUBLICS	45-2012-15	0	49 612 500
	11D03172	CA-EQUIPEMENTS DE PROXIMITE 11-15	45-2006-17	0	7 000 000
			45-2006-21	0	68 780 000
	11D03230	CS-INVESTISSEMENTS COMMUNAUX 2011-2015	-	28 250 000	0
	13D04218	INVESTISSEMENT MUSEOGRAPHIQUE	-	0	2 000 000
	14D04847	CS-FONTAINE CELESTE	45-2006-25	16 000 000	16 000 000
	16D05418	CA-EQUIPEMENTS DE PROXIMITE 2016	45-2006-17	18 375 000	0
			45-2006-21	130 000 000	0
	17D05677	CA-EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS	45-2017-9	8 625 000	0
	17D05693	CPEC-EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS	45-2017-15	27 500 000	0
	17D05702	SYNDICAT INTERCOMMUNAL COTE OUEST	45-2017-16	5 000 000	0
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>244 550 000</b>	<b>160 192 500</b>
<b>Total général</b>				<b>527 700 000</b>	<b>376 257 500</b>



**904-SANTE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	-	0	1 000 000	0	0
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	21 500 000	0	12 400 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>22 500 000</b>	<b>0</b>	<b>12 400 000</b>
	11D03155	IDP-CMS DE VAO	20-2015-2	0	0	0	3 000 000
	11D03185	EQUIPEMENTS MEDICAUX	20-2011-3	0	15 000 000	0	40 000 000
			20-2017-1	0	25 000 000	0	0
	14D04850	YATE-MAISON DE SANTE WAHO	-	44 475 000	0	0	0
			20-2015-2	0	60 000 000	0	14 000 000
	15D05117	CMS CMP-AMENAGT ET GROS ENTRETIEN	-	0	5 000 000	0	5 000 000
			20-2015-1	0	29 000 000	0	53 000 000
	15D05178	DBA-MAISON DE SANTE DSM	-	0	15 000 000	0	0
	17D05705	THIO-MAISON DE SANTE THIO	20-2015-2	0	22 000 000	0	79 200 000
			-	5 250 000	0	0	0
			20-2015-2	0	7 000 000	0	0
<b>Programme 20-SANTE PUBLIQUE</b>				<b>49 725 000</b>	<b>178 000 000</b>	<b>0</b>	<b>194 200 000</b>
<b>Total général</b>				<b>49 725 000</b>	<b>200 500 000</b>	<b>0</b>	<b>206 600 000</b>

**905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016			
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE		
	06D00169	BATIMENTS PROVINCIAUX	-	0	2 000 000	0	0		
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	260 000	0	260 000		
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>2 260 000</b>	<b>0</b>	<b>260 000</b>		
	06D00145	RHI & LOGEMENTS D'INSERTION	-	95 000 000	0	80 000 000	0		
			18-2006-1	0	17 684 000	0	9 527 300		
			06D00215	AIDE A L'HABITAT GROUPE	18-2006-1	0	40 720 800	0	303 220 529
					18-2013-2	0	201 834 660	0	89 348 720
					18-2014-1	0	0	0	375 000 000
	18-2015-1	0	0	0	133 069 800				
	06D00259	AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	18-2006-1	0	0	0	400 000 000		
	07D00605	FONDS DE GARANTIE HABITAT SOCIAL	-	0	0	0	10 000 000		
	12D04055	SUBVENTION D'EQUIPEMENT - HABITAT SOCIAL	-	0	0	0	8 270 000		
	14D04845	RENOVATION URBAINE DE SAINT-QUENTIN	18-2006-1	0	0	0	20 000 000		
	17D05723	AIDE A L'HABITAT GROUPE	-	307 500 000	0	0	0		
			18-2017-2	0	660 000 000	0	0		
	17D05725	AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	-	375 000 000	0	0	0		
			18-2017-3	0	500 000 000	0	0		
	17D05735	ETUDES HABITAT SOCIAL	-	0	25 000 000	0	0		
<b>Programme 18-HABITAT SOCIAL</b>				<b>777 500 000</b>	<b>1 445 239 460</b>	<b>80 000 000</b>	<b>1 348 436 349</b>		
	06D00152	FOYERS	-	0	500 000	0	0		
	12D03759	DBA-FOYER DE L'ENFANCE DSM	19-2012-2	0	10 000 000	0	0		
			19-2015-2	0	104 000 000	0	369 000 000		
	15D05116	FOYERS-AMENAGT ET GROS ENTRETIEN	19-2015-1	0	11 000 000	0	10 200 000		
	15D05235	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-MEDICO SOCIAL	-	0	13 220 000	0	7 129 672		
<b>Programme 19-MEDICO-SOCIAL</b>				<b>0</b>	<b>138 720 000</b>	<b>0</b>	<b>386 329 672</b>		
	16D05418	CA-EQUIPEMENTS DE PROXIMITE 2016	45-2006-16	0	14 000 000	0	0		
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>14 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
<b>Total général</b>				<b>777 500 000</b>	<b>1 600 219 460</b>	<b>80 000 000</b>	<b>1 735 026 021</b>		

**906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	08D02194	EMPLOIS-FRAIS COMMUNS	-	600 000	0
<b>Programme 31-EMPLOI</b>				<b>600 000</b>	<b>0</b>
	08D01769	CHANTIERS DE JEUNES	-	3 000 000	2 500 000
	16D05635	SUBVENTION D'EQUIPEMENT - INSERTION	-	5 700 000	0
<b>Programme 33-INSERTION</b>				<b>8 700 000</b>	<b>2 500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>9 300 000</b>	<b>2 500 000</b>

**907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00031	DOMAINE PUBLIC MARITIME	-	0	10 000 000	0	2 000 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>
	07D00526	GESTION DES DECHETS	-	42 814 338	0	17 880 000	600 000
			25-2011-1	0	83 346 710	0	35 970 000
	08D01726	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	-	0	0	0	5 000 000
			25-2008-5	0	88 500 000	0	101 500 000
			25-2011-8	0	0	0	20 000 000
			25-2016-6	0	40 000 000	0	0
			25-2017-1	0	17 500 000	0	0
	12D03717	SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS	-	0	15 050 000	0	7 000 000
	12D03718	CONSERVATION & GESTION BIODIVERSITE	-	0	26 600 000	0	0
	12D04255	FONDS DE COMPENSATION ENVIRONNEMENTAL	-	0	1 000 000	0	1 000 000
	13D04181	AIRES PROTEGEES AMENAGEES	-	0	1 500 000	0	1 000 000
			25-2015-3	0	31 900 000	0	21 000 000
			25-2016-4	0	31 600 000	0	26 000 000
	15D05090	MD-PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	-	0	3 000 000	0	6 580 000
			25-2015-1	0	27 000 000	0	23 000 000
			25-2015-8	0	15 000 000	0	13 000 000
	15D05092	NEA-PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	-	0	1 500 000	0	7 250 000
			25-2015-2	0	13 500 000	0	2 500 000
			25-2015-8	0	41 000 000	0	43 000 000
<b>Programme 25-ENVIRONNEMENT</b>				<b>42 814 338</b>	<b>437 996 710</b>	<b>17 880 000</b>	<b>314 400 000</b>
	06D00017	ETUDES - AMENAGEMENTS URBAINS	26-2012-2	0	2 000 000	0	10 000 000
			26-2016-1	0	5 000 000	0	4 000 000
	06D00030	ETUDES DES ZONES INONDABLES	-	5 000 000	0	7 700 000	0
			26-2013-2	0	10 000 000	0	15 000 000
	06D00066	STOCKAGE DES DECHETS INERTES-URBANISME	26-2006-8	0	80 000 000	0	80 000 000
	13D04194	SCHEMAS PROVINCIAUX D'AMENAGEMENT	26-2013-1	0	3 000 000	0	5 000 000
	16D05424	STOCKAGE DES DECHETS INERTES 2017-2022	26-2016-2	0	70 000 000	0	0
<b>Programme 26-URBANISME</b>				<b>5 000 000</b>	<b>170 000 000</b>	<b>7 700 000</b>	<b>114 000 000</b>
	16D05423	ZAC-EQUILIBRE FINANCIER	27-2016-1	0	300 000 000	0	0
<b>Programme 27-ZIZA-ZAC</b>				<b>0</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	06D00447	GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	29-2011-1	0	0	0	5 000 000
	15D05075	PERIMETRES IRRIGUES COLLECTIFS	29-2015-1	0	28 000 000	0	300 000
	15D05076	GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	29-2015-2	0	57 000 000	0	60 000 000
	17D05695	HYDRAULIQUE AGRICOLE	29-2017-1	0	10 000 000	0	0
		HYDRAULIQUE AGRICOLE 2017-2021	-	7 500 000	0	0	0
<b>Programme 29-AMENAGEMENT RURAL</b>				<b>7 500 000</b>	<b>95 000 000</b>	<b>0</b>	<b>65 300 000</b>
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	-	0	115 080 635	0	134 999 901
			45-2012-26	0	4 000 000	0	3 750 000
			45-2012-4	0	15 814 748	0	16 241 940
			45-2017-18	0	3 750 000	0	0
	06D00457	CPEC-AEP	-	0	0	0	68 750 000
	07D00577	CS-DECHETS INFRASTRUCTURES COMMUNALES	-	33 081 470	0	60 871 750	0
			45-2006-29	0	30 281 000	0	30 000 000
			45-2011-3	0	123 342 775	0	154 110 800
	11D03170	CA-AEP-ASSAINISSEMENT 11-15	45-2006-20	0	100 212 238	0	118 662 500
			45-2012-4	0	0	0	11 159 822
	11D03230	CS-INVESTISSEMENTS COMMUNAUX 2011-2015	-	0	0	0	20 000 000
			45-2012-4	0	9 200 000	0	0
	13D04182	PARC DE LA DUMBEA	45-2013-1	0	20 000 000	0	18 000 000
	15D05179	CS-SM PARC DES GRANDES FOUGERES	-	0	9 000 000	0	14 000 000
	16D05409	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 2016	45-2011-1	0	0	0	1 000 000
	16D05416	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 2016	45-2012-27	0	0	0	5 479 473
	17D05682	CA-AEP	45-2017-1	0	22 250 000	0	0
	17D05683	CA-ASSAINISSEMENT	45-2017-1	0	17 250 000	0	0
	17D05684	CA-EQUIPEMENTS URBAINS	45-2017-3	0	9 451 650	0	0
			45-2017-4	0	1 350 000	0	0
	17D05688	CPEC-ASSAINISSEMENT	45-2017-11	0	16 650 000	0	0
	17D05689	CPEC-EQUIPEMENTS URBAINS	45-2017-11	0	8 000 000	0	0
	17D05691	CPEC-AEP	45-2017-11	0	79 700 000	0	0
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>33 081 470</b>	<b>585 333 046</b>	<b>60 871 750</b>	<b>596 154 436</b>
<b>Total général</b>				<b>88 395 808</b>	<b>1 598 329 756</b>	<b>86 451 750</b>	<b>1 091 854 436</b>

**908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00286	TERRAINS - RESEAU ROUTIER	21-2014-1	0	5 000 000	0	5 000 000
	10D03223	ENTREE DE VILLE-ACCESS & SECURIS.BASSIN	21-2010-1	0	0	0	5 000 000
	11D03179	DESSERTTE DU SUD RP3-AMELIO ACCES SECU BA	21-2011-1	0	0	0	12 032 000
	13D04455	RESEAU ROUTIER - FRAIS D'INSERTION	-	0	1 600 000	0	1 650 000
	15D05118	RENFORCEMENT RP RESEAU SUD 2015-2019	21-2015-1	0	200 000 000	0	535 000 000
	15D05119	RENFORCEMENT RP RESEAU NORD 2015-2019	21-2015-1	0	125 000 000	0	290 000 000
	15D05120	REPARAT° & CONFORMITE OUVRAG. ART 15-19	21-2015-1	0	127 000 000	0	207 000 000
	15D05121	RECONSTRUCTIONS OUVRAGES D'ART 2015-2019	21-2015-1	0	188 000 000	0	130 000 000
	15D05122	SECURISATION 2015-2019	-	23 250 000	0	0	0
			21-2015-1	0	127 000 000	0	130 400 000
	15D05123	REPRISE D'OUVRAGE D'ASSAINISSEMENT 15-19	21-2015-1	0	40 000 000	0	35 000 000
	15D05124	SECURISATION DES TALUS 2015-2019	-	72 500 000	0	0	0
			21-2015-1	0	150 000 000	0	95 000 000
	15D05125	ETUDES SUR RESEAU ROUTIER 2015-2019	21-2015-1	0	15 000 000	0	19 000 000
	15D05126	MATERIEL D'ENTRETIEN DE VOIRIE 2015-2019	21-2015-1	0	7 050 000	0	2 050 000
	15D05127	AMENAGEMENT DES ROUTES 2015-2019	-	60 000 000	0	0	0
			21-2015-2	0	50 000 000	0	25 000 000
			21-2015-4	0	70 000 000	0	80 000 000
<b>Programme 21-RESEAU ROUTIER</b>				<b>155 750 000</b>	<b>1 105 650 000</b>	<b>0</b>	<b>1 572 132 000</b>
	06D00003	IDP-AERODROME DE MOUE	22-2006-1	0	2 600 000	0	2 600 000
	06D00472	AERODROME DE OUATOM	-	0	1 800 000	0	1 800 000
	07D00552	BRL-AERODROME DE POE	-	0	1 800 000	0	800 000
			22-2015-2	0	6 000 000	0	90 000 000
	14D05195	HELISTATIONS	-	0	1 800 000	0	100 000
	15D05089	IDP-AERODROME DE MOUE	-	0	6 000 000	0	12 700 000
			22-2015-1	0	20 700 000	0	14 200 000
			22-2015-2	0	26 000 000	0	4 500 000
<b>Programme 22-INFRASTRUCTURE AERIENNE</b>				<b>0</b>	<b>66 700 000</b>	<b>0</b>	<b>126 700 000</b>
	15D05108	REPARAT° & CONFORMITE OUVRAGES MARITIMES	24-2015-2	0	0	0	15 000 000
	16D05397	REHABILITATION OUVRAGES MARITIMES 15-19	24-2015-2	0	50 000 000	0	5 000 000
<b>Programme 24-INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>				<b>0</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>20 000 000</b>
	06D00058	GARE ROUTIERE DE MONTRAVEL	-	0	500 000	0	500 000
<b>Programme 30-TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>				<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>
	06D00423	CPEC-COMMUNES OPERATION VOIRIE	45-2012-3	0	25 375 000	0	25 375 000
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	45-2012-3	0	0	0	14 405 388
	11D03171	CA-AMENAG.URBAINS-ESPACES PUBLICS 11-15	45-2012-3	0	0	0	17 850 000
	11D03174	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 11-15	45-2012-3	0	0	0	38 750 000
	11D03230	CS-INVESTISSEMENTS COMMUNAUX 2011-2015	45-2012-3	0	21 725 000	0	0
	16D05430	CS-INVESTISSEMENTS COMMUNAUX 2016	-	0	24 518 763	0	0
			45-2012-3	0	9 500 000	0	0
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>81 118 763</b>	<b>0</b>	<b>96 380 388</b>
<b>Total général</b>				<b>155 750 000</b>	<b>1 303 968 763</b>	<b>0</b>	<b>1 815 712 388</b>

**909-ECONOMIE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00352	EQUIPEMENTS GLOBALISES - ADMINISTRATION	-	0	400 000	0	400 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
	06D00327	PROMOSUD	-	150 000 000	0	150 000 000	0
<b>Programme 32-PARTICIPATIONS FINANCIERES</b>				<b>150 000 000</b>	<b>0</b>	<b>150 000 000</b>	<b>0</b>
	06D00096	INDUSTRIE TOURISTIQUE-PLAN D'URGENCE	34-2006-1	0	10 000 000	0	0
	06D00295	PRETS D'HONNEUR	-	0	0	0	10 000 000
	09D02936	PLAN SOUTIEN ENTREPRISES EN DIFFICULTE	34-2016-2	0	80 000 000	0	0
	11D03144	CAFI - SECTEUR MARITIME-11/15	34-2006-5	0	0	0	16 000 000
	11D03145	CAFI - SECTEUR RURAL-11/15	34-2006-6	0	0	0	80 000 000
	11D03147	CAFI - INDUSTRIE & COMMERCE-11/15	34-2006-4	0	10 000 000	0	40 000 000
	11D03148	CAFI - TOURISME-11/15	34-2006-7	0	5 000 000	0	10 000 000
	13D04196	FONDS DE GARANTIE DE LA PROVINCE SUD	-	0	20 000 000	0	10 000 000
	15D05077	CASE MARITIME - MISE EN OEUVRE PPAP	34-2015-1	0	60 000 000	0	80 000 000
	15D05078	CASE RURAL - MISE EN OEUVRE PPAP	34-2015-2	0	60 000 000	0	52 000 000
	15D05085	CASE - INDUSTRIE & COMMERCE-15/19	34-2015-4	0	75 000 000	0	60 000 000
	15D05086	CASE - TOURISME-15/19	34-2015-5	0	25 000 000	0	20 000 000
	16D05419	CASE - MESURES TRANSITOIRES PPAP	34-2016-1	0	80 000 000	0	72 000 000
	17D05698	DISPOSITIF SOUTIEN PPAP 2017-2021	34-2017-1	0	200 000 000	0	0
<b>Programme 34-SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b>				<b>0</b>	<b>625 000 000</b>	<b>0</b>	<b>450 000 000</b>
	06D00368	PECHE ET AQUACULTURE	-	0	0	0	800 000
<b>Programme 35-PECHE ET AQUACULTURE</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>800 000</b>
	06D00257	OPERATIONS NON VENTILEES-AGRICULTURE	-	0	3 800 000	0	7 400 000
	15D05258	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-AGRICULTURE	37-2016-3	0	3 200 000	0	19 000 000
<b>Programme 37-AGRICULTURE</b>				<b>0</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0</b>	<b>26 400 000</b>
	06D00236	NEA-ILOT AMEDEE	38-2015-1	0	0	0	33 500 000
	14D04849	SIGNALISATION TOURISTIQUE	38-2015-1	0	15 000 000	0	15 000 000
	15D05106	IDP-ZONE ACCUEIL DES CROISIERISTES KUTO	38-2015-1	0	30 000 000	0	50 000 000
	16D05398	AMENAGEMENT SITES TOURISTIQUES 2015-2019	38-2015-1	0	70 000 000	0	0
<b>Programme 38-TOURISME</b>				<b>0</b>	<b>115 000 000</b>	<b>0</b>	<b>98 500 000</b>
	12D03807	CRESICA	39-2014-5	0	0	0	79 960 615
	16D05431	ETUDES ECONOMIQUES	-	0	14 000 000	0	0
	17D05697	CRESICA 2017-2021	39-2017-12	0	1 080 000	0	0
<b>Programme 39-EXPANSION GENERALE</b>				<b>0</b>	<b>15 080 000</b>	<b>0</b>	<b>79 960 615</b>
	15D05080	BIOFABRIQUE DE SAINT-LOUIS	40-2015-1	0	7 000 000	0	1 000 000
	15D05081	PEPINIERE DE PORT-LAGUERRE	40-2015-2	0	0	0	1 000 000
	15D05082	STATION AQUACOLE DE ST-VINCENT	40-2015-3	0	3 400 000	0	3 000 000
	15D05083	STATION ZOOTECHNIQUE DE PORT LAGUERRE	40-2015-4	0	60 500 000	0	28 000 000
<b>Programme 40-STATIONS PROVINCIALES</b>				<b>0</b>	<b>70 900 000</b>	<b>0</b>	<b>33 000 000</b>
	06D00424	CS-CONTRIBUTION GLOBALISEE	-	0	10 500 000	0	14 000 000
	11D03230	CS-INVESTISSEMENTS COMMUNAUX 2011-2015	45-2012-23	0	0	0	3 920 000
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>0</b>	<b>10 500 000</b>	<b>0</b>	<b>17 920 000</b>
<b>Total général</b>				<b>150 000 000</b>	<b>843 880 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>706 980 615</b>

**922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				RECETTE	RECETTE
	06D00013	DGE-NC	-	1 861 712 000	1 878 771 520
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>1 861 712 000</b>	<b>1 878 771 520</b>
<b>Total général</b>				<b>1 861 712 000</b>	<b>1 878 771 520</b>

**923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	09D02354	CONSIGNATIONS-DEPOTS-CAUTIONNEMENTS	-	115 000 000	115 000 000	6 000 000	6 000 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>115 000 000</b>	<b>115 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>
	06D00157	EMPRUNTS PROVINCIAUX	-	4 400 000 000	1 914 800 000	5 500 000 000	2 122 000 000
<b>Programme 03-EMPRUNTS</b>				<b>4 400 000 000</b>	<b>1 914 800 000</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>2 122 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>4 515 000 000</b>	<b>2 029 800 000</b>	<b>5 506 000 000</b>	<b>2 128 000 000</b>

**924011-CI/CS-INTERNET A L'ECOLE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	06D00430	CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	45-2006-23	55 000 000	48 000 000
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>55 000 000</b>	<b>48 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>55 000 000</b>	<b>48 000 000</b>

**924022-ENTRETIEN DES COURS D'EAU**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	13D04207	COURS D'EAU-APICAN	-	22 000 000	0	36 300 000	0
			46-2014-2	0	20 000 000	0	43 000 000
	13D04211	COURS D'EAU-PROGRAMME PROVINCIAL	-	0	2 500 000	0	38 500 000
<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>				<b>22 000 000</b>	<b>22 500 000</b>	<b>36 300 000</b>	<b>81 500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>22 000 000</b>	<b>22 500 000</b>	<b>36 300 000</b>	<b>81 500 000</b>

**924024-SITE D'ESCALADE DE TEREKA**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	11D03675	SITE D'ESCALADE DE TEREKA	-	500 000	500 000
<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>				<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>500 000</b>	<b>500 000</b>

**924027-REHABILITATION DES SITES DEGRADES**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	11D03597	REHABILITATION DES SITES DEGRADES	46-2012-1	16 900 000	10 000 000
<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>				<b>16 900 000</b>	<b>10 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>16 900 000</b>	<b>10 000 000</b>

**924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	12D03813	EXTENSION DES PISTES DE TINA	-	6 900 000	2 000 000
			45-2012-25	6 500 000	12 000 000
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>13 400 000</b>	<b>14 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>13 400 000</b>	<b>14 000 000</b>

**924046-PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	13D04437	CS-PAT BATI-VALORISA. MONUMENT HIST.	-	1 000 000	1 000 000
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>
	13D04438	PAT BATI-VALORISA. MONUMENT HIST.	-	1 650 000	1 650 000
<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>				<b>1 650 000</b>	<b>1 650 000</b>
<b>Total général</b>				<b>2 650 000</b>	<b>2 650 000</b>

**924073-BOUCLES DE TINA**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	15D05107	NEA-BOUCLES DE TINA	45-2015-2	13 300 000	14 500 000
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>13 300 000</b>	<b>14 500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>13 300 000</b>	<b>14 500 000</b>

**924076-REHABILITATION ET REBOUCHAGE DE FORAGES**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	16D05414	REHABILITATION ET REBOUCHAGE DE FORAGES	46-2016-1	1 000 000	0
<b>Programme 46-TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b>				<b>1 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>1 000 000</b>	<b>0</b>

**924079-YATE-RM10 & RM13**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	17D05717	YATE-RM10 & RM12	45-2017-19	10 000 000	0
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>10 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>10 000 000</b>	<b>0</b>

**924080-MD-RM16**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	17D05718	MD-RM15	45-2017-20	40 000 000	0
<b>Programme 45-EQUIPEMENT COMMUNAL</b>				<b>40 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>40 000 000</b>	<b>0</b>

**925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	09D02594	HABITAT SOCIAL	-	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
	13D04655	RECLASSEMENT DES FERDI	-	485 000 000	485 000 000	40 000 000	40 000 000
<b>Programme 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>				<b>985 000 000</b>	<b>985 000 000</b>	<b>540 000 000</b>	<b>540 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>985 000 000</b>	<b>985 000 000</b>	<b>540 000 000</b>	<b>540 000 000</b>

**926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00321	AMORTISSEMENTS	-	2 320 000 000	400 000 000	1 623 903 637	212 454 300
<b>Programme 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>				<b>2 320 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>1 623 903 637</b>	<b>212 454 300</b>
<b>Total général</b>				<b>2 320 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>1 623 903 637</b>	<b>212 454 300</b>

**954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				RECETTE	RECETTE
	06D00279	TERRAINS PROVINCIAUX	-	35 849 000	0
	06D00316	CESSIONS DE BIENS MEUBLES	-	15 000 000	10 000 000
	11D03609	CESSIONS LOTS INDUSTRIELS	-	0	23 964 000
	11D03610	CESSIONS BIENS IMMOBILIERS & MOBILIERS	-	0	100 000 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>50 849 000</b>	<b>133 964 000</b>
	06D00362	PDS DOMAN. & EXPLOITAT° - STAT° PROV.	-	8 000 000	9 800 000
<b>Programme 40-STATIONS PROVINCIALES</b>				<b>8 000 000</b>	<b>9 800 000</b>
<b>Total général</b>				<b>58 849 000</b>	<b>143 764 000</b>

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 930-ADMINISTRATION GENERALE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
06D00031	DOMAINE PUBLIC MARITIME	-		61 000 000	12 950 000	61 000 000	16 450 000
06D00033	DOMMAGES, INTERETS ET PENALITES	-		1 000 000	10 000 000	0	10 000 000
06D00047	LOGEMENTS	-		2 160 000	41 900 000	0	69 250 000
06D00102	REMISES GRACIEUSES	-		0	5 000 000	0	5 000 000
06D00109	REPLACEMENTS DIVERS	-		0	224 000 000	0	224 000 000
06D00117	FORMATION DU PERSONNEL PROVINCIAL	-		0	182 000 000	0	179 000 000
06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-		500 000	149 760 000	0	172 910 000
06D00190	ADMISSION EN NON-VALEUR	-		0	100 000 000	0	20 000 000
06D00205	HELICOPTERE	-		0	14 300 000	0	15 450 000
			01-2016-2	0	9 600 000	0	6 800 000
06D00212	MASSE SALARIALE	-		0	2 460 458 200	0	2 354 377 958
06D00249	INDEMNITES TRESORIER	-		0	3 000 000	0	3 000 000
06D00274	TELECOMM. - LIGNES SPECIALISEES	-		0	40 000 000	0	40 000 000
06D00279	TERRAINS PROVINCIAUX	-		63 010 000	500 000	90 810 000	350 000
06D00287	PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES	-		1 300 000	0	1 300 000	0
06D00294	TITRES ANNULES	-		0	21 500 000	0	20 000 000
06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-		0	400 001 000	0	493 681 000
			01-2014-1	0	20 000 000	0	32 000 000
			01-2014-2	0	197 000 000	0	194 500 000
			01-2017-1	0	41 900 000	0	0
06D00299	CARTOGRAPHIE	-		0	0	0	2 000 000
06D00312	PARC AUTOMOBILE	-		0	48 440 000	0	49 320 000
			01-2012-1	0	2 200 000	0	9 200 000
			01-2015-5	0	7 400 000	0	7 000 000
06D00319	IMMEUBLES - ADMINISTRATION	-		126 516 719	0	153 923 719	0
06D00371	PERSONNEL PERMANENT - FRAIS COMMUNS	-		0	95 110 000	0	95 515 000
07D00613	SUBVENTIONS HCD	-		0	137 000 000	0	140 700 000
09D02114	AIDES AUX AGENTS PROVINCIAUX HANDICAPES	-		0	250 000	0	250 000
09D02154	FONDS DOCUMENTAIRES	01-2016-4		0	2 000 000	0	2 000 000
11D03602	KO WE KARA	-		2 000 000	20 490 000	2 000 000	20 000 000
11D03603	COOPERATION REGIONALE	-		0	8 000 000	0	10 000 000
11D03604	ILOT AMEDEE-FONCTIONNEMENT	-		0	7 700 000	0	6 700 000
11D03606	FONCTIONNEMENT DES FOYERS	-		0	8 750 000	0	14 600 000
11D03607	FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE SOINS	-		0	8 600 000	0	10 600 000
12D03799	OPERATIONS NON VENTILEES	-		0	158 778 879	0	188 903 170
15D05098	AMELIORATION CONCEPTION ENERGETIQUE	-		200 000	0	0	0
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>257 686 719</b>	<b>4 438 588 079</b>	<b>309 033 719</b>	<b>4 413 557 128</b>
06D00099	RELATIONS PUBLIQUES	-		0	25 650 000	0	26 500 000
06D00222	MISSIONS	-		0	15 000 000	0	15 000 000
06D00246	INDEMNITES ELUS	-		0	420 000 000	0	420 000 000
07D00567	FORMATION DES ELUS	-		0	2 000 000	0	2 000 000
07D00614	SUBVENTIONS HCD	-		0	8 500 000	0	10 000 000
12D03739	COMMUNICATION-INFORMATION	-		0	190 000 000	0	170 000 000
<b>Programme 02-INSTITUTIONS</b>				<b>0</b>	<b>661 150 000</b>	<b>0</b>	<b>643 500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>257 686 719</b>	<b>5 099 738 079</b>	<b>309 033 719</b>	<b>5 057 057 128</b>

### 931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	13D04203	SECURITE	01-2014-5	120 500 000	120 500 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>120 500 000</b>	<b>120 500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>120 500 000</b>	<b>120 500 000</b>



## 932-ENSEIGNEMENT

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00115	REPLACEMENTS INSTITUTEURS	-	0	425 000 000	0	425 000 000
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	42 630 000	0	40 630 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	9 870 000 000	0	9 894 302 376
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	19 740 000	0	21 700 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	2 030 000	0	2 030 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>10 359 400 000</b>	<b>0</b>	<b>10 383 662 376</b>
	06D00037	DOTATION GLOBALE - COLLEGES PUBLICS	-	0	270 000 000	0	270 000 000
	15D05097	COLLEGES NUMERIQUES-ASSISTANC MAINTENANC	-	0	1 000 000	0	0
			07-2015-3	0	53 000 000	0	16 000 000
	15D05176	ENTRETIEN DES COLLEGES	-	0	14 000 000	0	14 500 000
<b>Programme 07-COLLEGES PUBLICS</b>				<b>0</b>	<b>338 000 000</b>	<b>0</b>	<b>300 500 000</b>
	06D00125	GRATUITE - 1/2-PENSION	-	0	392 912 744	0	453 033 961
	06D00170	TRANSPORTS	-	0	78 940 750	0	73 440 750
	06D00210	MANUELS SCOLAIRES	-	0	20 000 000	0	23 700 000
	06D00302	ALLOC.SPECIALE DE RENTREE SCOLAIRE	-	0	152 462 510	0	139 136 000
	06D00359	BOURSES - EXTERNAT	-	0	19 695 000	0	19 690 000
	10D02817	BOURSES - PENSION	-	0	66 000 000	0	69 900 000
	10D02818	GRATUITE - PENSION	-	0	45 900 000	0	45 500 000
	10D02819	BOURSES - DEMI-PENSION	-	0	404 000 000	0	430 000 000
	11D03611	BOURSES - IP PENSION	-	0	16 200 000	0	12 900 000
	11D03612	BOURSES - IP DEMI-PENSION	-	0	19 000 000	0	17 000 000
<b>Programme 08-ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT</b>				<b>0</b>	<b>1 215 111 004</b>	<b>0</b>	<b>1 284 300 711</b>
	06D00048	DOTATION GLOBALE - ENSEIGNEMENT PRIVE	-	0	7 000 000	0	8 003 576
			09-2015-1	0	1 270 400 000	0	1 288 750 367
<b>Programme 09-ENSEIGNEMENT PRIVE</b>				<b>0</b>	<b>1 277 400 000</b>	<b>0</b>	<b>1 296 753 943</b>
	06D00175	FRAIS DE TRANSPORTS - ENSEIGNEMENT SUP.	-	0	50 000 000	0	64 100 000
	06D00239	OPERATIONS NON VENTILEES-ENSEIGN. SUP	-	0	68 440 000	0	65 400 000
	06D00305	ALLOCATION DE RENTREE	-	0	21 000 000	0	28 000 000
	06D00314	PRIX D'ENCOURAGEMENT	-	0	0	0	25 886 000
			10-2016-1	0	25 212 000	0	0
	06D00345	BONIFICATION PRETS	-	0	8 732 000	0	9 500 000
	06D00369	BOURSES HORS TERRITOIRE	-	0	1 585 440	0	0
			10-2012-1	0	158 414 560	0	148 000 000
	06D00373	BOURSES NC	-	0	19 875 000	0	36 625 000
	07D00554	AIDES FORFAITAIRES BTS	-	0	13 000 000	0	12 000 000
	07D00555	PRIX D'EXCELLENCE	-	0	8 000 000	0	8 000 000
	07D00557	FRET BAGAGES DES ETUDIANTS	-	0	4 800 000	0	8 000 000
	07D00658	AIDES EXCEPTIONNELLES	-	0	500 000	0	500 000
	07D01004	SUBVENTIONS HCD	-	0	5 727 840	0	5 727 840
	13D04495	BOURSES D'EXCELLENCE	-	0	9 290 000	0	15 816 000
			10-2013-1	0	65 871 000	0	54 966 248
	16D05406	PRIME D'INSTALLATIONS	-	0	26 250 000	0	36 500 000
	17D05719	UNC-EVOLUTION IUT & ACCES JEUNES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	10-2017-1	0	2 500 000	0	0
<b>Programme 10-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>				<b>0</b>	<b>489 197 840</b>	<b>0</b>	<b>519 021 088</b>
	06D00188	GESTION GENERALE	-	26 000 000	53 152 000	26 000 000	52 252 000
	06D00301	ALIMENTATION	-	0	76 100 000	0	77 000 000
	10D03203	INTERNATS D'EXCELLENCE	-	19 500 000	6 502 200	18 000 000	6 502 200
			11-2011-5	0	0	0	24 000 000
			11-2017-1	0	24 000 000	0	0
<b>Programme 11-INTERNATS</b>				<b>45 500 000</b>	<b>159 754 200</b>	<b>44 000 000</b>	<b>159 754 200</b>
	06D00187	ENSEIGNEMENT - FRAIS COMMUNS	-	1 500 000	42 600 000	0	33 100 000
	06D00213	SOUTIEN SCOLAIRE	-	0	0	52 500 000	0
			12-2011-3	0	0	0	70 000 000
	07D00616	SUBVENTIONS HCD	-	0	49 260 000	0	89 600 000
	08D01145	ACTIONS EDUCATIVES 1ER DEGRE	-	0	13 520 000	0	5 020 000
	08D01146	OPERATION ODI	-	85 845 000	0	85 400 000	0
			12-2012-1	0	200 000 000	0	200 000 000
	08D01147	SANTE SCOLAIRE ET HANDICAP	-	0	1 600 000	0	1 600 000
	17D05704	ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE	-	90 000 000	0	0	0
			12-2017-1	0	120 000 000	0	0
	17D05721	CA-FONCTIONNEMENT-JEUNESSE	12-2017-2	0	9 000 000	0	0
<b>Programme 12-VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b>				<b>177 345 000</b>	<b>435 980 000</b>	<b>137 900 000</b>	<b>399 320 000</b>
<b>Total général</b>				<b>222 845 000</b>	<b>14 274 843 044</b>	<b>181 900 000</b>	<b>14 343 312 318</b>

## 933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	11 735 000	0	12 135 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	516 000 000	0	491 163 616
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	2 965 000	0	3 450 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	3 100 000	0	4 050 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>533 800 000</b>	<b>0</b>	<b>510 798 616</b>
	06D00051	NEA-BOULANGERIE DE NOUVILLE	-	0	410 000	0	693 000
	06D00057	PAT BATI-CHATEAU HAGEN	-	0	12 200 000	0	12 265 000
	07D00601	PAT BATI-CHS DE NOUVILLE	-	0	170 000	0	230 000
	07D00617	SUBVENTIONS HCD	-	0	5 100 000	0	6 660 000
			13-2013-3	0	24 039 994	0	22 839 800
			13-2014-1	0	12 000 000	0	12 000 000
			13-2014-2	0	15 000 000	0	17 000 000
			13-2014-3	0	22 500 000	0	22 500 000
			13-2016-1	0	5 573 000	0	6 000 000
			13-2016-2	0	1 375 000	0	1 375 000
			13-2016-5	0	0	0	6 000 000
	08D01306	PAT BATI-VALORISATION SENSIBILISATION	-	0	6 000 000	0	8 000 000
	08D01310	PAT BATI-CONSERVATION & SAUVEGARDE	-	0	1 680 000	0	1 680 000
	11D03149	PAT BATI-ANSE N'DU	-	0	370 000	0	500 000
	11D03512	COLLECTIONS PROVINCIALES	-	0	3 100 000	0	3 100 000
	12D04275	GENDARMERIE DE TOMO	-	0	490 000	0	760 000
	13D04216	VALORISATION DU PATRIMOINE	-	0	1 000 000	0	0
	16D05433	PAT BATI-DOCK DE BOULOU-PARIS	-	0	500 000	0	0
<b>Programme 13-PATRIMOINE</b>				<b>0</b>	<b>111 507 994</b>	<b>0</b>	<b>121 602 800</b>
	11D03619	ANIMATIONS CULTURELLES DIVERSES	-	0	22 000 000	0	21 000 000
	11D03621	SUBVENTIONS HCD	-	0	112 504 000	0	110 250 000
			14-2014-1	0	20 317 000	0	22 000 000
			14-2014-2	0	0	0	40 000 000
			14-2016-1	0	30 500 000	0	30 000 000
			14-2016-2	0	6 002 750	0	6 500 000
			14-2016-3	0	6 926 250	0	7 500 000
			14-2016-4	0	2 750 000	0	2 750 000
	11D03622	PUBLIC SPECIFIQUE	-	0	4 750 000	0	4 750 000
	11D03626	FORMATION ARTISTIQUE	-	0	11 685 000	0	11 685 000
	11D03627	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	-	0	7 600 000	0	7 600 000
	11D03629	CREATION DIFFUSION MUSIQUE	-	0	2 166 000	0	2 280 000
	11D03630	CREATION DIFFUSION LIVRE ET LECTURE	-	0	3 520 000	0	3 705 000
	11D03631	CREATION DIFFUSION AUDIOVISUELLE	-	0	3 925 000	0	4 132 500
	11D03632	CREATION DIFFUSION ARTS PLASTIQUES	-	0	2 708 000	0	2 850 000
	12D03735	CREATION DIFFUSION CULTURES URBAINES	-	0	8 550 000	0	8 645 000
	12D03798	BUREAU D'ACCUEIL DE TOURNAGE	-	0	9 400 000	0	9 400 000
	14D04840	FETE DE LA MUSIQUE	-	0	2 500 000	0	2 500 000
	14D04841	LES VOIX DU SUD	-	0	11 000 000	0	1 500 000
<b>Programme 14-CULTURE</b>				<b>0</b>	<b>268 804 000</b>	<b>0</b>	<b>299 047 500</b>
	06D00061	STADE DU PLGC	-	0	5 600 000	0	5 600 000
	06D00153	ACTIONS SPORTS - GLOBALISEES	-	0	17 800 000	0	19 175 000
	06D00351	PARTICIPATIONS DES PARTICULIERS	-	2 400 000	0	2 400 000	0
	06D00475	CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES	-	30 000 000	17 500 000	30 000 000	17 500 000
	07D00619	SUBVENTIONS HCD	-	0	130 000 000	0	148 000 000
			15-2017-1	0	5 000 000	0	0
	10D02856	LES BOUCLES DE NETCHA	-	0	9 050 000	0	9 800 000
	11D03412	SITE D'ESCALADE DE TEREKA	-	0	1 270 000	0	2 050 000
	12D03763	SENTIERS DE RANDONNEES	-	0	27 800 000	0	32 700 000
	12D03764	SPORTS NATURES	-	0	11 040 000	0	7 540 000
	13D04177	PISTES DE TINA	-	0	11 000 000	0	11 000 000
<b>Programme 15-SPORTS</b>				<b>32 400 000</b>	<b>236 060 000</b>	<b>32 400 000</b>	<b>253 365 000</b>
	06D00150	ACTIONS JEUNESSE - GLOBALISEES	-	0	9 370 000	0	6 420 000
	06D00276	CENTRE D'ACCUEIL PERMANENT DE POE	-	24 000 000	47 550 000	23 000 000	61 920 000
			16-2017-1	0	23 000 000	0	0
	07D00523	CARREFOUR VACANCES	-	0	7 600 000	0	7 600 000
	07D00620	SUBVENTIONS HCD	-	0	212 040 000	0	230 700 000
			16-2016-1	0	57 960 000	0	61 580 000
	07D00720	CONTROLE DES CVL	-	17 000 000	0	17 000 000	0
	09D02007	POLITIQUE DE LA JEUNESSE	-	0	19 880 000	0	8 000 000
	17D05676	CA-FONCTIONNEMENT-JEUNESSE	16-2017-2	0	98 677 500	0	0
	17D05687	CPEC-JEUNESSE	16-2017-4	0	8 000 000	0	0
<b>Programme 16-JEUNESSE</b>				<b>41 000 000</b>	<b>484 077 500</b>	<b>40 000 000</b>	<b>376 220 000</b>
<b>Total général</b>				<b>73 400 000</b>	<b>1 634 249 494</b>	<b>72 400 000</b>	<b>1 561 033 916</b>

## 934-SANTE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	77 320 000	0	84 000 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	2 822 625 000	0	2 827 944 098
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	90 580 000	0	105 000 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	16 600 000	0	16 600 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>3 007 125 000</b>	<b>0</b>	<b>3 033 544 098</b>
	06D00120	EDUCATION SANITAIRE	-	0	12 400 000	0	12 400 000
	06D00161	SANTE SCOLAIRE	-	0	0	32 000 000	0
	06D00179	SERVICES SANITAIRES - FRAIS COMMUNS	-	0	15 350 000	0	16 750 000
	06D00195	VACATIONS - SANTE PUBLIQUE	-	0	8 000 000	0	0
			20-2013-2	0	74 000 000	0	82 000 000
	06D00199	SOINS CMS	-	55 000 000	0	57 000 000	0
	06D00315	CENTRES MEDICO-SOCIAUX	-	0	31 500 000	0	37 400 000
	06D00317	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	20-2012-2	0	107 000 000	0	110 000 000
	06D00343	CM POLYVALENT	-	0	16 330 000	0	16 600 000
	06D00400	PMI, CMS, CCF	-	0	3 360 000	0	3 800 000
	06D00411	CAFAT CMS	-	55 000 000	0	55 000 000	0
	07D00624	SUBVENTIONS HCD	-	0	23 300 000	0	20 650 000
	09D02396	FOND COMPENS DEPIST PREVENT SANTE PUBLIQ	-	0	45 000 000	0	45 000 000
	13D04155	EVALUATION ETUDES PROSPECTIVES	-	0	5 000 000	0	5 000 000
<b>Programme 20-SANTE PUBLIQUE</b>				<b>110 000 000</b>	<b>341 240 000</b>	<b>144 000 000</b>	<b>349 600 000</b>
<b>Total général</b>				<b>110 000 000</b>	<b>3 348 365 000</b>	<b>144 000 000</b>	<b>3 383 144 098</b>

## 935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	13 805 000	0	6 460 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	235 000 000	0	179 441 169
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	9 220 000	0	5 698 400
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	2 370 000	0	2 190 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>260 395 000</b>	<b>0</b>	<b>193 789 569</b>
	06D00025	PROVINCE - DGF DES CENTRES HOSPITALIERS	-	0	2 620 690 000	0	2 267 000 000
	06D00119	CAFAT - LIQUIDATIONS DEP SANTE	-	0	1 600 000 000	0	4 235 500 000
		REMBOURSEMENT TIERS PAYANT TOUT ORGANISME	-	450 000 000	0	430 000 000	0
	06D00126	PROVINCE - SOINS EXTERNES CHT	-	0	325 000 000	0	250 000 000
	06D00160	PROVINCE - FRAIS DE GEST° CAFAT	-	0	80 000 000	0	120 000 000
	07D00638	CAFAT - SOINS EXTERNES CHT	-	0	0	0	50 000 000
	07D00761	REMBOURSEMENT DEPENSES D'AIDE MEDICALE	-	5 000 000	0	15 500 000	0
	07D00964	PROVINCE - SOINS EXTERNES CHS	-	0	30 000 000	0	35 000 000
	07D01406	PROVINCE - DEPENSES DE SANTE ET DIVERS	-	0	8 000 000	0	10 000 000
	13D04204	CONVENTION CHT-CHS MOYENS SEJOURS	-	0	150 000 000	0	185 000 000
	13D04205	AIDMED-CONTINUITE TERRITORIAL PROVINCIAL	-	0	3 000 000	0	8 000 000
	15D05575	PROVINCE - FACTUR	-	0	40 000 000	0	0
	17D05701	PROVINCE - LIQUIDATIONS DEP SANTE	-	0	2 635 000 000	0	0
<b>Programme 17-AIDE MEDICALE</b>				<b>455 000 000</b>	<b>7 491 690 000</b>	<b>445 500 000</b>	<b>7 160 500 000</b>
	06D00183	GESTION DES AIDES INDIVIDUELLES	-	0	23 000 000	0	23 000 000
	07D00622	SUBVENTIONS HCD	-	0	0	0	62 000 000
	07D00865	INTERVENTIONS NON VENTILEES-HABITAT SOCI	-	0	350 000	0	5 550 000
	09D02134	AIDES AU LOGEMENT	-	0	0	0	46 000 000
	09D02314	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	-	0	600 000	0	550 000
	09D02415	ACTIONS COLLECTIVES	-	0	2 305 000	0	2 155 000
	11D03393	RESTRUCTURATION DE L'HABITAT SPONTANE	18-2013-1	0	33 000 000	0	33 189 416
	16D05407	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 2016 HABITAT	18-2011-5	0	0	0	3 000 000
	17D05681	CA-FONCTIONNEMENT-HABITAT	18-2017-1	0	7 500 000	0	0
<b>Programme 18-HABITAT SOCIAL</b>				<b>0</b>	<b>66 755 000</b>	<b>0</b>	<b>175 444 416</b>
	06D00152	FOYERS	-	0	34 700 000	0	33 400 000
	06D00181	ENQUETES SOCIALES	-	8 000 000	0	10 000 000	0
	06D00211	AIDE A LA FAMILLE	-	0	220 000 000	0	239 000 000
	06D00231	AIDE AUX ENFANTS ASSISTES	-	0	580 000 000	0	612 700 000
	06D00238	AIDE AUX PERSONNES AGEES	-	850 000 000	1 483 000 000	850 000 000	1 476 000 000
	06D00248	OPERATIONS NON VENTILEES-MEDICO SOCIAL	-	10 000 000	0	12 000 000	0
	06D00254	AIDE AUX PERSONNES HANDICAPEES	-	0	4 600 000	0	317 100 000
	06D00384	PLACEMENTS SOCIAUX - MEDICO-SOCIAL	-	610 000 000	0	590 000 000	0
	07D00623	SUBVENTIONS HCD	-	0	455 000 000	0	455 662 684
	09D01886	VACATIONS - MEDICO-SOCIAL	19-2013-3	0	39 500 000	0	39 500 000
	09D02395	INTERVENTIONS SUR LA PARENTALITE	-	0	1 260 000	0	2 000 000
	13D04223	ACCOMPAGN ORGANIS MEDICO-SOCIALES	-	0	6 000 000	0	7 000 000
<b>Programme 19-MEDICO-SOCIAL</b>				<b>1 478 000 000</b>	<b>2 824 060 000</b>	<b>1 462 000 000</b>	<b>3 182 362 684</b>
	06D00272	OPERATIONS NON VENTILEES-COND. FEMIN.	-	0	25 000 000	0	25 000 000
	07D00625	SUBVENTIONS HCD	-	0	9 500 000	0	2 000 000
<b>Programme 42-MISSION CONDITION FEMININE</b>				<b>0</b>	<b>34 500 000</b>	<b>0</b>	<b>27 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>1 933 000 000</b>	<b>10 677 400 000</b>	<b>1 907 500 000</b>	<b>10 739 096 669</b>

**936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00265	AIDES AU TRANSPORT	-	0	5 000 000	0	5 000 000
	06D00278	PPIC	-	30 000 000	750 000 000	30 000 000	650 000 000
	06D00291	CONTRATS EMPLOI FORMATION	-	0	75 300 000	0	75 300 000
	06D00296	CONTRATS HANDICAPES	-	0	20 000 000	0	20 000 000
	07D00553	EVALUATION MILIEU TRAVAIL	-	0	13 000 000	0	13 000 000
	07D00568	FORMATION DES PPIC	-	0	8 000 000	0	10 000 000
	07D00760	AIDE A LA MOBILITE	-	0	10 000 000	0	10 000 000
	07D00924	INDEMNITES AUX STAGIAIRES	-	0	5 000 000	0	5 000 000
	08D02194	EMPLOIS-FRAIS COMMUNS	-	0	25 000 000	0	25 000 000
	11D03232	SERVICE CIVIQUE	-	0	1 000 000	0	1 000 000
	12D03757	PPIC-SOUTIEN SCOLAIRE	-	22 500 000	33 000 000	22 500 000	33 000 000
	12D04035	PLACEMENT FORMATION DEMANDEURS D'EMPLOI	-	430 000 000	0	430 000 000	0
	16D05435	PLAN D'URGENCE LOCAL DE SOUTIEN A L'EMPLOI (PULSE)	-	100 000 000	150 000 000	0	0
<b>Programme 31-EMPLOI</b>				<b>582 500 000</b>	<b>1 095 300 000</b>	<b>482 500 000</b>	<b>847 300 000</b>
	06D00298	STAGES MIJ	-	0	105 500 000	0	75 500 000
	07D00521	INSERTION-FRAIS COMMUNS	-	0	46 300 000	0	46 325 000
	07D00631	SUBVENTIONS HCD	-	0	33 400 000	0	275 000 000
			33-2017-2	0	214 000 000	0	0
			33-2017-3	0	27 000 000	0	0
	08D01769	CHANTIERS DE JEUNES	-	75 000 000	0	0	610 000
			33-2015-1	0	70 000 000	0	0
			33-2017-4	0	100 000 000	0	0
	15D05189	PROJET SAINT-LOUIS	-	0	0	0	13 200 000
			33-2015-2	0	0	0	27 160 000
	16D05410	CHANTIERS DE JEUNES 2016	-	0	0	123 442 500	0
			33-2011-4	0	0	0	164 590 000
	16D05411	CA-OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT 2016	33-2011-6	0	0	0	68 400 000
	16D05413	TRAVAUX D'INTERET GENERAL-TIG	-	0	3 800 000	0	3 800 000
	17D05680	CA-FONCTIONNEMENT-INSERTION	33-2017-1	0	10 774 500	0	0
	17D05722	LUTTE EXCLUSION TRIBU ST LOUIS	-	15 000 000	0	0	0
			33-2017-5	0	20 000 000	0	0
<b>Programme 33-INSERTION</b>				<b>90 000 000</b>	<b>630 774 500</b>	<b>123 442 500</b>	<b>674 585 000</b>
	06D00112	FORMATION-FRAIS COMMUNS	-	0	10 900 000	0	11 970 000
	06D00227	STAGES - OP GLOBALISEE	-	0	100 000 000	0	101 000 000
	07D00633	SUBVENTIONS HCD	-	0	3 000 000	0	128 200 000
			36-2013-1	0	1 500 000	0	1 500 000
			36-2013-2	0	125 000 000	0	0
	15D05186	PROJET SAINT-LOUIS-FORMATION	-	0	0	0	7 000 000
	16D05412	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 2016 FORMATION	36-2011-3	0	0	0	3 125 000
<b>Programme 36-FORMATION</b>				<b>0</b>	<b>240 400 000</b>	<b>0</b>	<b>252 795 000</b>
<b>Total général</b>				<b>672 500 000</b>	<b>1 966 474 500</b>	<b>605 942 500</b>	<b>1 774 680 000</b>

**937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT**

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	18 175 000	0	22 620 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	806 815 000	0	730 335 612
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	1 300 000	0	1 300 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	8 260 000	0	8 160 000
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>834 550 000</b>	<b>0</b>	<b>762 415 612</b>
	12D03739	COMMUNICATION-INFORMATION	-	0	0	0	20 000 000
<b>Programme 02-INSTITUTIONS</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000 000</b>
	13D04206	COURS D'EAU-APICAN	-	16 500 000	0	19 800 000	0
			23-2014-1	0	15 000 000	0	38 000 000
	13D04208	COURS D'EAU-NOUVELLE CALEDONIE	-	0	0	5 500 000	0
			23-2014-2	0	0	0	5 000 000
	13D04210	COURS D'EAU-PROGRAMME PROVINCIAL	-	0	0	0	3 000 000
<b>Programme 23-COURS D'EAU</b>				<b>16 500 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>25 300 000</b>	<b>46 000 000</b>
	06D00068	PARC PROVINCIAL DE LA RIVIERE BLEUE	-	15 870 200	46 000 000	10 000 000	47 580 000
	06D00092	INSTALLATIONS CLASSEES	-	0	40 277 629	0	35 220 000
	06D00176	ENQUETES ICPE	-	7 900 000	7 900 000	8 900 000	8 800 000
	06D00241	INDEMNITES COMM. ENQUETEUR	-	0	100 000	0	100 000
	06D00308	AMENAGEMENT ET GESTION SITES TERRESTRES	-	6 000 000	0	6 000 000	0
	06D00460	CNRT	25-2012-4	0	0	0	11 600 000
	07D00526	GESTION DES DECHETS	-	10 150 000	0	8 876 500	0
			25-2011-3	0	9 500 000	0	17 950 000
	07D00528	SUIVI PROJETS INDUSTR & MINIERES GD SUD	-	0	11 000 000	0	18 500 000
			25-2015-4	0	61 000 000	0	55 000 000
	07D00627	SUBVENTIONS HCD	-	2 162 500	185 165 000	26 584 947	65 700 000
			25-2011-4	0	14 325 000	0	29 194 900
			25-2012-3	0	0	0	3 000 000
			25-2014-1	0	5 500 000	0	0
			25-2015-10	0	34 544 000	0	40 044 000
			25-2015-11	0	1 300 000	0	10 000 000
			25-2015-12	0	9 500 000	0	11 500 000
			25-2015-5	0	8 700 000	0	8 700 000
			25-2015-6	0	8 750 000	0	8 750 000
			25-2015-9	0	82 600 000	0	82 600 000
			25-2016-1	0	10 000 000	0	8 000 000
			25-2016-3	0	160 000 000	0	155 000 000
	07D01084	CODE DE L'ENVIRONNEMENT	-	0	1 500 000	0	3 200 000
	08D01190	PARC ZOOLOGIQUE & FORESTIER	-	32 164 700	38 000 000	16 500 000	38 000 000
	08D01726	AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA	-	11 250 000	10 500 000	0	15 800 000
			25-2017-2	0	10 000 000	0	0
	09D02027	ACT° DE SENSIBILISAT° A L'ENVIRONNEMENT	-	0	8 700 000	0	8 700 000
	11D03178	CONSERVATION DES ESPACES NATURELS	25-2012-3	0	0	0	25 200 000
	12D03717	SURVEILLANCE DES MILIEUX NATURELS	-	0	43 500 000	0	37 800 000
	12D03718	CONSERVATION & GESTION BIODIVERSITE	-	12 076 000	13 588 100	0	23 056 000
			25-2015-6	0	4 000 000	0	0
			25-2015-7	0	1 203 600	0	670 000
			25-2016-2	0	0	0	450 000
	12D04255	FONDS DE COMPENSATION ENVIRONNEMENTAL	-	0	0	1 000 000	0
	13D04181	AIRES PROTEGEES AMENAGEES	-	0	63 500 000	0	63 500 000
	16D05755	TAP-TARE DE SOUTIEN AUX ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	-	122 365 000	0	0	0
	17D05726	CNRT	25-2017-4	0	11 604 000	0	0
	17D05727	CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS	25-2017-5	0	26 800 000	0	0
<b>Programme 25-ENVIRONNEMENT</b>				<b>219 938 400</b>	<b>929 057 329</b>	<b>77 861 447</b>	<b>833 614 900</b>
	06D00017	ETUDES - AMENAGEMENTS URBAINS	-	0	9 400 000	0	3 600 000
	07D00628	SUBVENTIONS HCD	-	0	0	0	4 000 000
	11D03191	AMELIORATION DE LA REGLEMENTATION	-	0	7 000 000	0	7 000 000
	16D05408	CA-VOLET INTERCOMMUNAL 2016 URBANISME	26-2011-6	0	0	0	4 000 000
			26-2012-5	0	0	0	2 375 000
	16D05424	STOCKAGE DES DECHETS INERTES 2017-2022	-	20 000 000	0	0	0
<b>Programme 26-URBANISME</b>				<b>20 000 000</b>	<b>16 400 000</b>	<b>0</b>	<b>20 975 000</b>
	15D05076	GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU	-	25 000 000	0	25 000 000	400 000
			29-2015-3	0	10 000 000	0	15 000 000
<b>Programme 29-AMENAGEMENT RURAL</b>				<b>25 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>15 400 000</b>
	06D00260	SYLVICULTURE	-	0	13 000 000	0	3 000 000
	06D00398	PLANTS DE REBOISEMENT - DEV FORESTIER	41-2012-1	0	4 000 000	0	4 000 000
	07D00637	SUBVENTIONS HCD	41-2013-1	0	70 000 000	0	70 000 000
			41-2015-1	0	9 000 000	0	2 000 000
<b>Programme 41-DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>				<b>0</b>	<b>96 000 000</b>	<b>0</b>	<b>79 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>281 438 400</b>	<b>1 901 007 329</b>	<b>128 161 447</b>	<b>1 777 405 512</b>

## 938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	1 110 000 000	0	992 341 829
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>0</b>	<b>1 110 000 000</b>	<b>0</b>	<b>992 341 829</b>
	06D00008	DEPREDACTION DE VOIRIE	-	9 875 897	0	23 500 000	0
	06D00290	PRESTATIONS SUR TRAVAUX ROUTIERS	-	720 000	0	0	0
	06D00324	ENTRETIEN DU RESEAU	-	0	422 188 270	0	445 850 000
	06D00393	DEGATS ROUTIERS	-	0	38 500 000	0	37 500 000
	06D00394	DEGATS S/EQUIP. ROUTIERS	-	1 000 000	0	500 000	0
	08D01244	PROG NC - ENTRETIEN ROUTES TERRITORIALES	-	205 200 000	170 000 000	205 200 000	190 000 000
	11D03188	ENTRETIEN ROUTES COMMUNALES	-	0	25 000 000	0	25 000 000
	15D05177	ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ARTS	-	0	46 000 000	0	46 000 000
<b>Programme 21-RESEAU ROUTIER</b>				<b>216 795 897</b>	<b>701 688 270</b>	<b>229 200 000</b>	<b>744 350 000</b>
	06D00003	AEROPORT DE L'ILE DES PINS	-	10 200 000	27 100 000	10 200 000	32 325 000
			22-2014-1	0	0	0	2 000 000
			22-2014-2	0	55 000 000	0	50 000 000
			22-2016-1	0	3 000 000	0	0
	06D00472	AERODROME DE OUATOM	-	0	3 035 000	700 000	3 000 000
	07D00552	BRL-AERODROME DE POE	-	240 000	2 750 000	240 000	3 750 000
	14D05195	HELISTATIONS	-	0	240 000	0	0
<b>Programme 22-INFRASTRUCTURE AERIENNE</b>				<b>10 440 000</b>	<b>91 125 000</b>	<b>11 140 000</b>	<b>91 075 000</b>
	06D00288	ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES	-	0	20 000 000	0	2 450 000
<b>Programme 24-INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>				<b>0</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 450 000</b>
	06D00058	GARE ROUTIERE DE MONTRAVEL	-	7 119 000	2 000 000	6 569 000	7 500 000
	06D00165	TRANSPORTS PUBLICS SUBURBAINS	-	0	692 000 000	0	692 000 000
	11D03187	TRANSPORTS PUBLICS INTERURBAINS	-	0	10 000 000	0	25 000 000
<b>Programme 30-TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>				<b>7 119 000</b>	<b>704 000 000</b>	<b>6 569 000</b>	<b>724 500 000</b>
<b>Total général</b>				<b>234 354 897</b>	<b>2 626 813 270</b>	<b>246 909 000</b>	<b>2 554 716 829</b>

## 939-ECONOMIE

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00159	ADMINISTRATION GENERALE	-	0	47 000 000	0	51 200 000
	06D00212	MASSE SALARIALE	-	0	1 534 101 800	0	1 430 093 342
	06D00289	BUREAU DE GESTION ECOFI	-	5 000 000	0	11 500 000	0
	06D00297	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	-	0	37 400 000	0	38 700 000
	06D00312	PARC AUTOMOBILE	-	0	16 750 000	0	19 950 000
	16D05434	PLAND'URGENCE LOCAL DE SOUTIEN A L'EMPLOI (PULSE)-GUICHET UNIQUE	-	0	3 000 000	0	0
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>5 000 000</b>	<b>1 638 251 800</b>	<b>11 500 000</b>	<b>1 539 943 342</b>
	06D00368	PECHE ET AQUACULTURE	-	0	4 400 000	0	3 600 000
	07D00632	SUBVENTIONS HCD	-	0	37 700 000	0	38 100 000
			35-2013-1	0	0	0	6 500 000
			35-2013-3	0	0	0	13 875 000
			35-2015-1	0	0	0	5 000 000
			35-2016-1	0	14 000 000	0	14 000 000
			35-2017-1	0	5 600 000	0	0
			35-2017-2	0	20 000 000	0	0
	12D03715	ADECAL TECHNOPOLE MARITIME 13/17	35-2013-3	0	0	0	27 125 000
<b>Programme 35-PECHE ET AQUACULTURE</b>				<b>0</b>	<b>81 700 000</b>	<b>0</b>	<b>108 200 000</b>
	06D00095	INSTITUT AGRONOMIQUE CALEDONIEN	-	0	0	0	2 186 452
	06D00207	AGRICULTURE - FRAIS COMMUNS	-	0	44 400 000	0	39 400 000
	06D00356	PROTECTION SOCIALE EXPLOITANTS AGRICOLES	-	0	37 500 000	0	37 500 000
	06D00399	ETUDES - AGRICULTURE	-	0	6 000 000	0	19 382 000
			37-2015-3	0	31 000 000	0	21 618 000
	07D00634	SUBVENTIONS HCD	-	0	92 300 000	0	205 550 000
			37-2013-2	0	0	0	69 600 000
			37-2013-3	0	5 000 000	0	4 000 000
			37-2013-5	0	0	0	3 000 000
			37-2015-1	0	47 000 000	0	49 000 000
			37-2015-2	0	5 000 000	0	3 000 000
			37-2016-1	0	12 000 000	0	12 400 000
			37-2016-2	0	19 000 000	0	19 000 000
			37-2016-4	0	93 500 000	0	52 000 000
			37-2017-2	0	48 600 000	0	0
			37-2017-3	0	12 000 000	0	0
			37-2017-4	0	58 600 000	0	0
			37-2017-5	0	1 000 000	0	0
	15D05182	COURSES HIPPIQUES - PMU	-	35 000 000	0	32 000 000	0
	15D05536	AGRICULTURE FAMILIALE	-	0	15 000 000	0	7 800 000
	17D05696	INSTITUT AGRONOMIQUE NEO CALEDONIEN 2017-2021	37-2017-1	0	82 500 000	0	0
<b>Programme 37-AGRICULTURE</b>				<b>35 000 000</b>	<b>610 400 000</b>	<b>32 000 000</b>	<b>545 436 452</b>
	06D00151	TOURISME - INTERVENTIONS	-	0	42 000 000	0	42 000 000
			38-2015-2	0	66 000 000	0	66 000 000
	07D00635	SUBVENTIONS HCD	-	0	1 000 000	0	716 000 000
			38-2014-1	0	65 000 000	0	65 000 000
			38-2017-1	0	10 500 000	0	0
			38-2017-2	0	5 000 000	0	0
			38-2017-3	0	500 000 000	0	0
			38-2017-4	0	1 500 000	0	0
<b>Programme 38-TOURISME</b>				<b>0</b>	<b>691 000 000</b>	<b>0</b>	<b>889 000 000</b>
	06D00262	OPERATIONS NON VENTILEES-EXPANS. GEN.	-	0	37 436 754	0	42 640 000
			39-2014-1	0	6 563 246	0	6 563 246
	07D00630	SUBVENTIONS HCD	-	0	146 340 000	0	203 350 000
			39-2013-1	0	18 000 000	0	8 000 000
			39-2013-3	0	6 650 000	0	6 650 000
			39-2014-2	0	12 100 000	0	12 100 000
			39-2014-4	0	35 000 000	0	17 500 000
			39-2017-10	0	15 300 000	0	0
			39-2017-11	0	15 000 000	0	0
			39-2017-2	0	6 300 000	0	0
			39-2017-3	0	6 300 000	0	0
			39-2017-4	0	6 300 000	0	0
			39-2017-5	0	4 000 000	0	0
			39-2017-6	0	6 300 000	0	0
			39-2017-7	0	6 300 000	0	0
			39-2017-8	0	6 300 000	0	0
			39-2017-9	0	6 300 000	0	0
	12D03807	CRESICA	39-2012-2	0	0	0	146 969
	17D05697	CRESICA 2017-2021	39-2017-1	0	1 320 000	0	0
	17D05777	ADECAL-TECHNOPOLE 17-21	39-2017-13	0	42 000 000	0	0
	17D05778	PLAN STRATEGIQUE ECONOMIE-EMPLOI	-	0	15 000 000	0	0
<b>Programme 39-EXPANSION GENERALE</b>				<b>0</b>	<b>398 810 000</b>	<b>0</b>	<b>296 950 215</b>
	06D00362	PDS DOMAN. & EXPLOITAT° - STAT° PROV.	-	2 000 000	0	1 000 000	0
	15D05080	BIOFABRIQUE DE SAINT-LOUIS	-	0	5 000 000	0	5 000 000
	15D05081	PEPINIERE DE PORT-LAGUERRE	-	0	4 900 000	0	4 900 000
	15D05083	STATION ZOOTECHNIQUE DE PORT LAGUERRE	-	0	11 500 000	0	12 000 000
			40-2014-1	0	2 500 000	0	2 000 000
<b>Programme 40-STATIONS PROVINCIALES</b>				<b>2 000 000</b>	<b>23 900 000</b>	<b>1 000 000</b>	<b>23 900 000</b>
<b>Total général</b>				<b>42 000 000</b>	<b>3 444 061 800</b>	<b>44 500 000</b>	<b>3 403 430 009</b>

#### 940-IMPOSITIONS DIRECTES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00263	TAXES NUITEES	-	160 000 000	0	160 000 000	0
	06D00307	CENTIMES ADDITIONNELS	-	0	136 400 000	0	131 000 000
	06D00320	COMMUNICATION TELEPHONIQUE	-	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>1 660 000 000</b>	<b>136 400 000</b>	<b>1 660 000 000</b>	<b>131 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>1 660 000 000</b>	<b>136 400 000</b>	<b>1 660 000 000</b>	<b>131 000 000</b>

#### 941-AUTRES IMPOTS ET TAXES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00059	DROIT D'ENREGISTREMENT	-	1 500 000 000	0	1 400 000 000	0
	06D00114	LICENCE DEBITS DE BOISSONS	-	60 000 000	0	70 000 000	0
	06D00307	CENTIMES ADDITIONNELS	-	0	3 200 000	0	5 000 000
	06D00329	CONTRIBUTION FONCIERE	-	350 000 000	0	350 000 000	0
	06D00355	PATENTES	-	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0
	15D05183	IMPOT SUR LE REVENU VALEURS MOBILIERES	-	600 000 000	0	720 000 000	0
	15D05184	TAXE SUR LE PRODUIT DES JEUX	-	2 400 000 000	0	2 500 000 000	0
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>6 410 000 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>6 540 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>6 410 000 000</b>	<b>3 200 000</b>	<b>6 540 000 000</b>	<b>5 000 000</b>

#### 942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	08D01606	DGF-NC	-	29 961 927 500	0	30 236 479 150	750 000 000
	08D01607	DGF-ETAT	-	5 850 000 000	0	5 850 000 000	0
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>35 811 927 500</b>	<b>0</b>	<b>36 086 479 150</b>	<b>750 000 000</b>
<b>Total général</b>				<b>35 811 927 500</b>	<b>0</b>	<b>36 086 479 150</b>	<b>750 000 000</b>

#### 943-OPERATIONS FINANCIERES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00116	LIGNE DE TRESORERIE	-	0	37 000 000	0	43 000 000
	06D00157	EMPRUNTS PROVINCIAUX	-	0	564 100 000	0	642 000 000
<b>Programme 03-EMPRUNTS</b>				<b>0</b>	<b>601 100 000</b>	<b>0</b>	<b>685 000 000</b>
	06D00237	STCPI	-	70 000 000	0	70 000 000	0
<b>Programme 32-PARTICIPATIONS FINANCIERES</b>				<b>70 000 000</b>	<b>0</b>	<b>70 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>70 000 000</b>	<b>601 100 000</b>	<b>70 000 000</b>	<b>685 000 000</b>

#### 945-PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017	BP 2016
				DEPENSE	DEPENSE
	15D05275	PROVISIONS	-	25 000 000	0
<b>Programme 01-ADMINISTRATION</b>				<b>25 000 000</b>	<b>0</b>
<b>Total général</b>				<b>25 000 000</b>	<b>0</b>

#### 946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)

Prog	Opération	Libellé de l'opération	Réf. AP/AE	BP 2017		BP 2016	
				RECETTE	DEPENSE	RECETTE	DEPENSE
	06D00321	AMORTISSEMENTS	-	400 000 000	2 320 000 000	212 454 300	1 623 903 637
<b>Programme 06-MOUVEMENTS D'ORDRE</b>				<b>400 000 000</b>	<b>2 320 000 000</b>	<b>212 454 300</b>	<b>1 623 903 637</b>
<b>Total général</b>				<b>400 000 000</b>	<b>2 320 000 000</b>	<b>212 454 300</b>	<b>1 623 903 637</b>